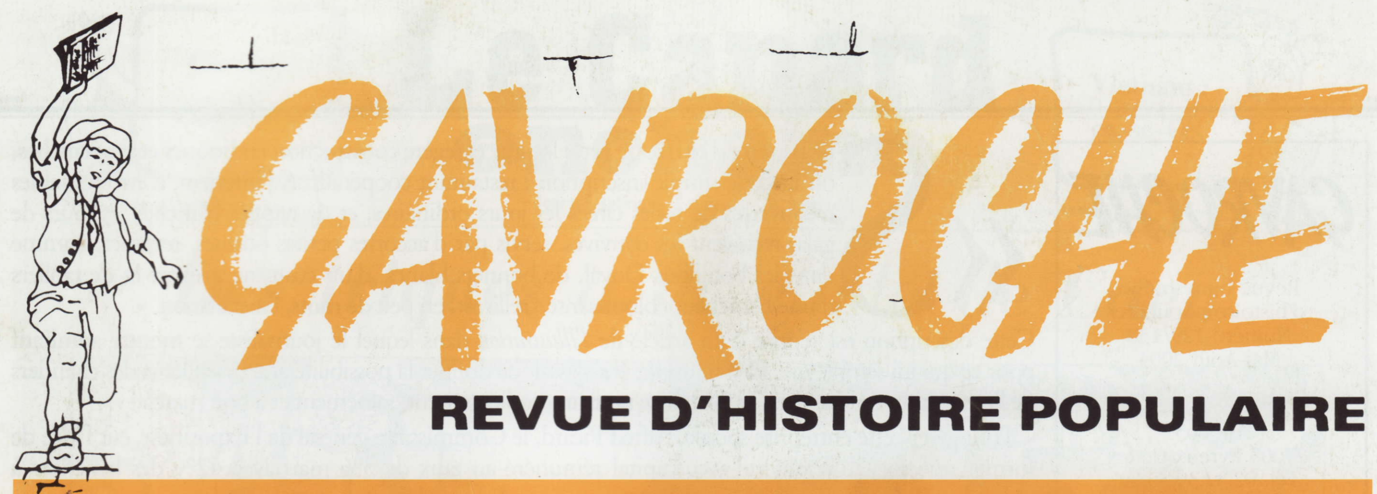


Le numéro : 9 €

Bimestriel n° 129/130 – 22e année – mai-août 2003

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 129/130
Mai-Août 2003

BP 863
27008 Evreux Cedex
Tél. 02.32.39.50.50
E-mail :
revue.gavroche@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Claude VIRLOUVET

Directeur
honoraire :
Georges
PELLETIER

Avec la
collaboration
pour ce
numéro de

J.M. BERGOUGNIOU
E. COMMUN
G. DOUART
F. EQUY
H. FABRE
J.J. GANDINI
J.-J. LEDOS
C. LEROY
J. PAPP
G. PELLETIER
G. RAGACHE
B. TILLIER
D. VINSON
C. VIRLOUVET
P. YSMAL

Commission paritaire :
0707K81974
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles
publiés dans cette
revue sont
résumés et indexés
dans Historical
Abstracts and
America : History
and Life

Distribution en
librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél.
01.40.24.21.31

Publication
Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande

Impression : 27 Offset
27930 Gravigny

« Sur la porte d'entrée de cette longue et légère construction en briques et en planches, on lit cette simple inscription : restaurant coopératif. A l'intérieur, d'étroites tables recouvertes de toiles cirées les jours ordinaires, et de nappes blanches les jours de gala, reçoivent les convives, servis par d'accortes petites bonnes, revêtues, comme dans les bouillons Duval, de bonnets blancs, d'un costume propret et de tabliers d'une blancheur éblouissante. Telle est, en peu de mots, l'installation. »

Cette description est reprise d'un article de *l'Illustration* dans lequel le journaliste se montre admiratif pour ce qui lui semble une idée nouvelle. Il s'agissait de donner la possibilité aux travailleurs des chantiers de l'Exposition universelle de 1900 de se nourrir « copieusement, sainement et à bon marché ».

Pour gérer cette entreprise sociale, Alfred Picard, le Commissaire général de l'Exposition, eut l'idée de former une société anonyme avec capital rémunéré au taux de 3% mais avec 42% des bénéfices à répartir entre les ouvriers consommateurs au prorata de leurs dépenses.

L'établissement fut installé en prolongement des chantiers du pont Alexandre III, du côté de la place de la Concorde, au ras de la Seine. Inauguré en novembre 1897, ce restaurant connut un vrai succès (***dessin en dernière page de couverture***) avec 400 convives à l'heure du déjeuner. Cela ne se fit pas sans protestations des restaurateurs des environs qui demandèrent à leur député d'intervenir à la Chambre. Lors de la séance du 5 février 1898, questionné sur cette « concurrence déloyale » le ministre du commerce insista sur le rôle social de cette création temporaire. La cause fut entendue dès lors qu'il fut bien précisé que seuls les ouvriers des chantiers avaient accès à ce restaurant.



L'article « Belle époque pour un entrepreneur », un extrait du dernier livre de Gilles Ragache, (***p. 38***) évoque ce temps de l'exposition universelle avec la construction du Palais de l'électricité qui allait ensuite attirer des foules de curieux. On découvre que le Commissaire général Picard avait décidément beaucoup d'idées. C'est ainsi que, dans le plus grand secret, il fit réaliser une attraction originale faite d'effets optiques et électriques : la salle des illusions qui en mit plein les yeux d'un public comblé.

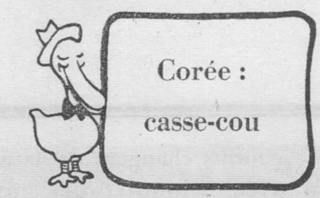
Illusions aussi mais cette fois pour en mettre plein les oreilles avec l'utilisation de la radio à partir des années 20. Les premières lignes de l'article de Jean-Jacques Ledos (***p. 30***), avec une définition de la propagande, nous font inévitablement penser que cette grande manipulation psychologique se porte toujours bien. Mais, avec la puissance des images de télévision, on frémit à l'idée de leur utilisation par les totalitaires des années 30.

Julien Papp, lui, nous remet en mémoire les débuts de cette « sublime nouveauté dans l'histoire du monde », cette république « une et indivisible » vers laquelle les politiques de l'époque n'allaient qu'avec prudence et hésitation (***p. 12***). Sans la prétention du chef de l'armée prussienne de « faire cesser l'anarchie », et l'insurrection déclenchée par cette déclaration, nous connaîtrions peut-être une république autre. On voit bien d'ailleurs que le débat est toujours aussi âpre entre Jacobins et Girondins d'aujourd'hui. Loi de décentralisation imposée comme allant de soi, couplée à une régression sociale, et voilà un Premier ministre qui se retrouve face à « l'esprit de mai ». Pas celui qu'il imaginait, résigné et conditionné à l'inévitable sacrifice exigé par une réforme communiquée comme indispensable, mais l'autre... qui s'oppose, prend la rue, s'y exprime et découvre sa force.

C'est cette découverte-là qu'ont faite les jeunes Ouvriers Spécialisés de 68. Une révélation pour eux et... leurs patrons. Dans un mémoire, Cédric Leroy, un étudiant de Caen, revient sur l'émeute de janvier 68 dans la capitale bas-normande. « Ce conflit résonne comme les trois coups marquant le lever de rideau » écrit-il en préambule avant d'analyser cette décennie de forte conflictualité dans le département du Calvados. (***p 1***). L'idée de l'époque était de transférer les activités industrielles de la région parisienne vers des zones pas trop éloignées à la main-d'œuvre docile. Les jeunes ruraux normands rentraient bien dans ce schéma simpliste. Pas pour longtemps... à la grande surprise de tous et des jeunes eux-mêmes. Ceux de la Saviem (à l'époque l'usine de France de cette importance où la moyenne d'âge était la plus basse : 28 ans) vont rester en première ligne des luttes et amener les organisations syndicales, notamment la CFDT, à des pratiques différentes basées sur une très grande proximité, sans toutefois délaisser l'information par distribution de tracts (***photo de une***).

D'autres articles encore dans ce numéro d'été. Des cartes postales du début du précédent siècle montrant la navigation sur cet étonnant fleuve perdu dans les sables du désert : le Niger (***p. 24***). Un nom célèbre, celui de Lamartine, qui prend conscience de la question sociale avec la révolution de 1830 et le prépare à devenir l'homme de 1848 (***p. 19***). Un nom inconnu, celui de Jean Baffier, et qui aurait bien pu le rester. Mais l'étude d'un historien d'art anglo-saxon sur ce sculpteur mériterait d'être publiée, pour ne pas laisser dans l'ombre ce qui dérange (***p. 22***). Des souvenirs de la vie d'après-guerre (la dernière grande) qui permettent de comparer et de s'interroger sur ce qu'est le progrès, qu'on peut aussi appeler le sens de l'histoire (***p. 27***). Interrogation nécessaire pour ne pas être trop perdu dans une actualité foisonnante, hétéroclite et... n'oublions pas, manipulée.

CV

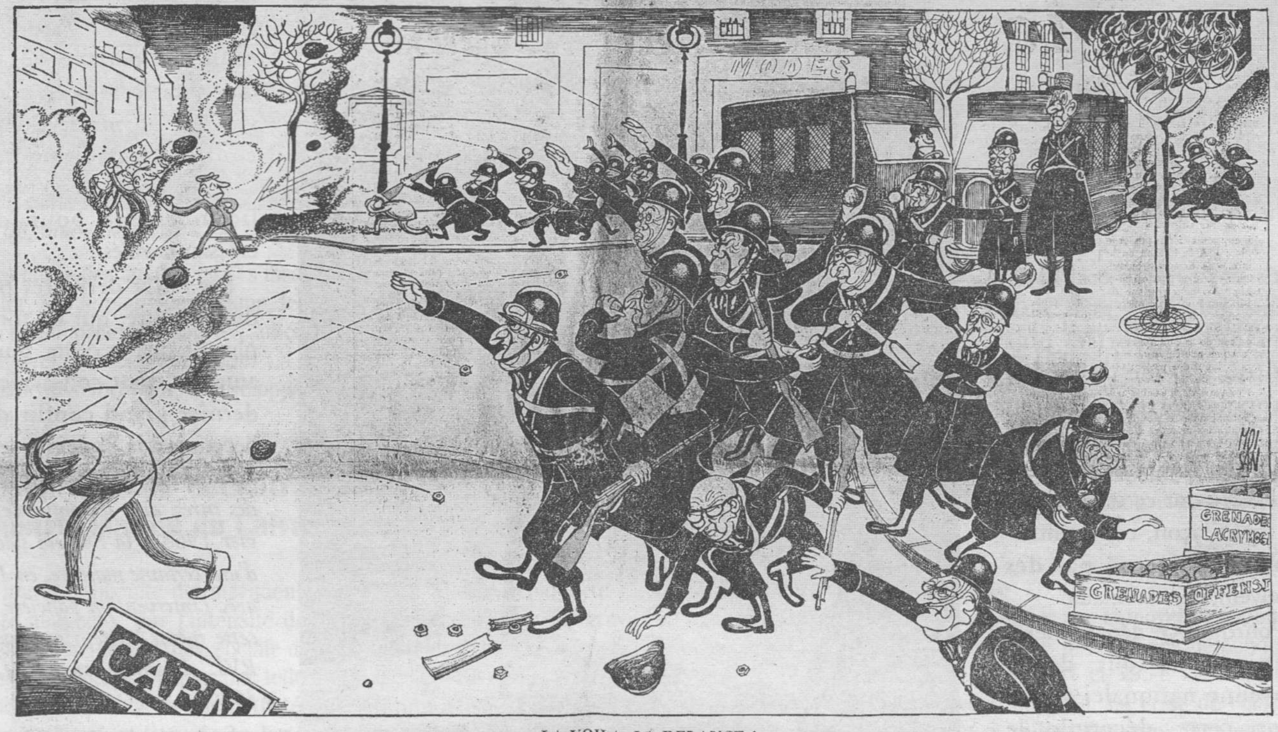


Le Canard enchaîné



Maurice et Jeanne MARECHAL, fondateurs. Journal satirique paraissant le mercredi *Pierre BENARD, ancien rédacteur en chef (1936-1946)*

Des triques à la mode de Caen



LA VOILA, LA RELANCE !

A la une du Canard enchaîné*. 31 janvier 1968.*

1968-1979 la décennie des grèves ouvrières dans le Calvados

A Caen, mai 68 a commencé en janvier

Un père enseignant et militant politique, une mère syndicaliste CGT, un grand-père qui fut également actif syndicaliste au centre hospitalier de Caen, à 26 ans, Cédric Leroy s'inscrit dans la tradition familiale. Les lecteurs assidus de *Ouest-France*, édition locale de Caen, ont appris que cet étudiant en histoire a obtenu une reconnaissance d'importance pour son mémoire de maîtrise : le prix Jean Maîtron. Ces lecteurs attentifs ont pu aussi constater en parcourant les pages politiques locales que ce même jeune homme est bien présent dans le débat animant les différents courants du parti socialiste.

Avec cet engagement militant dans la vie d'aujourd'hui Cédric Leroy se passionne aussi pour l'histoire sociale récente de son département, le Calvados. D'où son mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine sur l'étude du mouvement social dans ce département pendant la décennie 1968-1979. Un exercice particulièrement réussi sous la direction de Jean Quellien son professeur à l'université de Caen. Cédric, son mémoire posé sur la table d'une brasserie proche du château Guillaume-le-conquérant et de sa faculté réputée, nous donne la clé de cette réussite : « Etre militant, ça aide ; on comprend mieux. Mais on peut avoir une sympathie et dire ce qui s'est passé, essayer de comprendre la stratégie des différents syndicats. » Le futur chercheur en histoire a fait parler les archives, les notes des renseignements généraux, les statistiques de la direction du travail, les tracts et documents syndicaux, aussi et surtout deux quotidiens départementaux, *Ouest-France* et *Paris-Normandie.* Il a consulté chaque numéro de ce dernier journal pour les années 1964-1980. « Ce journal présentait en effet le double avantage de disposer d'une édition commune à l'ensemble du département et d'être plus favorable, au moins jusqu'à la moitié des années 70,* au mouvement social que son rival de centre-droit ». La presse

militante a alimenté aussi son travail, publications éphémères écrites par des travailleurs qui en faisaient un instrument de lutte.

Aucun travail d'historien n'avait été mené sur les grèves de cette décennie qui suit 1968. Pourtant, ce département plutôt tranquille jusqu'à ce mois de janvier 1968, allait connaître pendant dix années des conflits importants et marquants par leur radicalité, dans des grands établissements industriels mais aussi dans des entreprises plus petites. L'étude de Cédric Leroy ne porte pas sur les conflits dans la fonction publique faute de données chiffrées pour ce secteur qui, de toute façon, est essentiellement concerné par des mouvements nationaux.

Pourquoi ce département, bien en dessous de la moyenne nationale, voit-il dans cette décennie le nombre de grèves multiplié par six ? Cédric Leroy avance des hypothèses mais retient en premier lieu le lien entre ces conflits et le développement économique que le département connaît. Avec une très forte croissance liée aux décentralisations de grandes entreprises, ce département rural ne laisse plus partir sa jeunesse vers la région parisienne. C'était auparavant le cas pour un jeune sur quatre. Si le recensement de 1962 indiquait soixante-deux mille ouvriers, ils sont soixante-quinze mille en 1968 et quatre-vingt-onze mille en 1975.

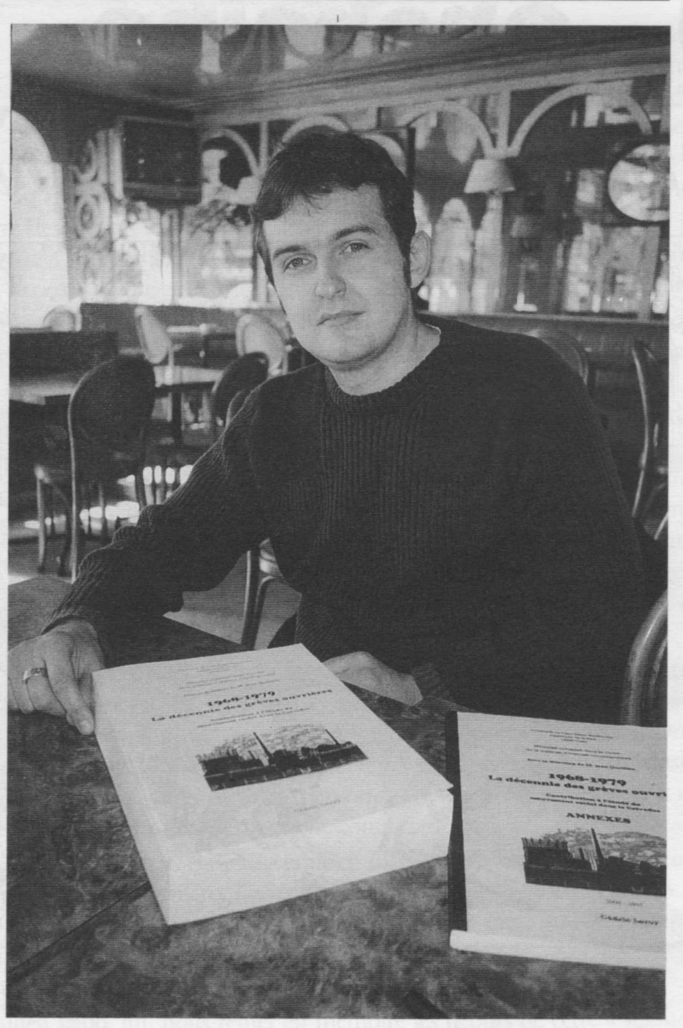
Ce sont ces jeunes qui s'inventent des formes de luttes, bousculant les traditions syndicales quasiment inexistantes ici, qui demandent de n'être pas les laissés-pour-compte de cette croissance alimentée par les chaînes qu'ils font tourner.

Dans son mémoire, après une présentation des situations qui débouchent sur les événements de janvier 1968 (voir des extraits dans les pages suivantes), Cédric Leroy rappelle le « mai caennais » et la revanche patronale qui suit. Les années 68 à 72 voient une montée de la conflictualité avec des directions de combat qui emploient le lock-out pour forcer les négociations et licencient pour fait de grève. A cette violence répond la séquestration.

L'auteur présente également les difficultés des rapports entre les syndicats qui divergent sur les méthodes de luttes.

L'année 1973 est marquée par une offensive exceptionnelle de la classe ouvrière avec des syndicats qui remportent des victoires notamment dans les grandes entreprises.

Vient l'entrée dans la crise économique qui n'empêche pas, dans un premier temps, la combativité de rester forte. Mais les conflits changent de nature avec l'inquiétude pour l'emploi qui devient la motivation principale. La résistance patronale s'affirme.



Cédric Leroy, lauréat du Prix Maîtron 2002. Créé en 1989 à l'initiative de la FEN, ce prix est organisé par le Centre d'Histoire sociale du XXe siècle sous la présidence d'Antoine Prost.

Cédric Leroy place les années 77 à 79 entre résignation et colère : quelques conflits importants qui masquent une baisse générale des grèves. L'auteur développe le conflit Carrefour avec comme point de départ un licenciement pour deux croissants volés !

Les vingt dernières pages du mémoire, qui en totalise plus de quatre cents, plus les annexes, sont consacrées au dernier grand conflit de la décennie à la Saviem : *« Ainsi, notre période qui débutait, à bien des titres, avec le conflit de janvier 1968 à la Saviem s'achève d'une certaine manière, en 1979, avec l'intervention policière dans cette même entreprise, devenue RVI. L'année suivante, en 1980. »*

Sept entretiens avec des responsables syndicaux de l'époque, certains encore en activité comme Guy Robert de la CFDT. On lira pages 10-11 des extraits illustrant la lutte de ce meneur de grèves qui faisait peur au patron de la Saviem et... mettait en colère les autres syndicats, voire la direction nationale de sa confédération.

Pendant cette décennie qui suit 1968, Cédric Leroy montre qu'une classe ouvrière s'est créée. Elle a fait elle-même, sur le tas, son apprentissage à l'école d'un patronat souvent déconnecté, dépassé, bousculé par une jeunesse inventive et radicale.

On voit bien que l'historien a pris plaisir à « donner de la chair » et de la vie à ce qui n'aurait pu rester qu'une litanie rébarbative de « journées de travail perdues ». Dans cette présentation des conflits, Cédric Leroy a laissé de côté ceux menés par les mineurs de Soumont qui s'opposaient à la fermeture de la mine venant après toutes celles du bassin minier de la plaine de Caen. « Pas de données chiffrées et pas de relais dans la presse » regrette le jeune historien, d'autant plus que, hasard malchanceux, « une semaine avant que j'aille les voir, les syndicalistes avaient jeté les archives et ne se souvenaient plus du détail des conflits ». Ainsi cette lutte qui a pu apparaître d'un autre âge, menée traditionnellement, s'est effacée pour laisser place à la relève d'une autre génération.

CV

*Le rachat de *Paris-Normandie* à cette époque par Robert Hersant devait entraîner le départ de plus de soixante-dix journalistes qui refusaient la transformation d'un journal d'information en supplément publicitaire du *Figaro*.



Mai 68, une « descente » des Jaeger vers le centre ville de Caen. Les jeunes prennent conscience de leur force collective.

Les luttes des années 1970 s'inscrivent dans un contexte bien particulier. Sur le plan économique, le département a connu des bouleversements profonds dans les années soixante. On a même pu parler de nouvelle industrialisation. La croissance favorise une action revendicative forte qui se développe, à Caen, dès le début de l'année 1968.

La politique de décentralisation et la nouvelle industrialisation du Calvados

Les années soixante-dix marquent, par l'apparition de comportements nouveaux, par l'intensité des luttes ouvrières, une rupture dans la trame de l'histoire sociale du Calvados. Deux phénomènes se conjuguent pour lui donner une telle ampleur : la participation locale à une explosion de la combativité ouvrière qui dépasse même le cadre national, et l'entrée en lutte d'une nouvelle classe ouvrière dans le département.

Un département sous-développé

Cette combativité exceptionnelle des salariés du département, après 1968, est en grande partie due aux bouleversements des structures économiques et sociales de la fin des années cinquante et des années soixante. Pour l'ensemble de la région, le sociologue Patrick Pélata en résume ainsi la portée : « On peut parler d'une nouvelle industrialisation régionale, voire (mais seulement par ses effets) d'une révolution industrielle en Basse-Normandie. » . Dans un style plus percutant encore, le géographe Pascal Buléon intitule la partie de sa thèse qu'il consacre à cette transformation économique : « la Basse-Normandie change brutalement de siècle et entre dans l'ère industrielle » .

Une révolution industrielle manquée

En effet, la Basse-Normandie qui était une des provinces les plus riches de France sous l'Ancien Régime et au début du XIXème siècle, n'a pas su prendre le tournant de la Révolution Industrielle. Dans sa thèse sur l'économie régionale soutenue en 1957, M. Dupont la qualifie même de « sous développée » . Pour la période de l'entre-deux-guerres, on peut, à bien des égards, considérer que la région s'est bornée à sa vocation agricole tant les industries nouvelles qui font la prospérité des régions modernes y sont sous-représentées. Les quelques rares implantations industrielles d'importance du département, les mines de fer, l'usine électro-métallurgique de Dives-sur-Mer, l'usine sidérurgique de Colombelles, les chantiers maritimes de Blainville sont des initiatives exogènes au département, qui doivent même parfois faire face à l'hostilité des milieux dirigeants locaux. La population est de même, très réticente à venir y travailler. Les industriels ont recours à une main-d'œuvre recrutée hors de la région, notamment à l'immigration italienne et surtout polonaise, fixée sur place par une politique paternaliste. Les directions des entreprises organisent l'ensemble de la vie « hors usine » de leurs ouvriers, allant jusqu'à financer les cultes de ces cités ouvrières. La physionomie du département, à la veille de la seconde guerre mondiale, reste ainsi essentiellement rurale, bien que quelques usines supplémentaires (Férodo à Condé, Ernault à Lisieux, la société générale d'équipement à Vire...) s'y implantent et que l'industrie laitière continue à se développer.

Après la guerre, le premier essor économique est une conséquence de l'ampleur des destructions du Débarquement, les crédits de la Reconstruction irriguent l'industrie du bâtiment. Parallèlement, les grandes usines redémarrent, employant, fait nouveau, de plus en plus la main-d'œuvre locale.

Une main-d'œuvre trop importante

La région va subir, de façon plus marquée que la moyenne nationale, la crise économique de 1951-1952. Le nombre des demandeurs d'emploi double dans la région entre 1951 et 1954, alors qu'il ne progresse que de moitié au niveau national. La crise de l'emploi, certes très relative par rapport à ce que l'on connaîtra ensuite, entraîne néanmoins une forte émigration, notamment vers la région parisienne. Entre 1954 et 1962, près du quart (22%) des 25-29 ans ont quitté la région. La crise économique nationale est en effet aggravée et prolongée par des caractères locaux spécifiques : d'abord une démographie vigoureuse par rapport à la moyenne nationale, ensuite le ralentissement puis l'achèvement de la Reconstruction qui laisse sur le chemin une partie des effectifs pléthoriques du bâtiment, enfin et surtout, l'absence d'investissement industriel local : « La SMN crée quelques emplois, mais à un rythme beaucoup plus lent, sauf à l'ouverture du haut fourneau n°3, en 1959. En dehors, les seules entreprises à créer des emplois ont pour nom Moulinex, Férodo, Luchaire, Leroy, c'est-à-dire des entreprises [...] qui se sont décentralisées avant guerre ou/et qui ont rationalisé leurs méthodes de production mais qui restent des exceptions dans le tissu industriel local » .

Incidence de la décentralisation dans l'évolution sociale du Calvados

Cette crise laisse place dans les années soixante à une période de forte croissance industrielle, en grande partie due aux décentralisations industrielles. A partir des années cinquante, les intérêts de l'Etat et des principales industries concordent, en effet, pour transférer une partie des activités industrielles en dehors de la région parisienne. Pour les pouvoirs publics, il y allait de l'aménagement du territoire ; pour les entreprises, dont le recrutement était de plus en plus difficile, il s'agissait de trouver une main-d'œuvre de substitution, moins onéreuse et qui, avantage supplémentaire, n'avait pas la même histoire de luttes collectives et s'opposerait donc moins à la rationalisation fordienne de l'organisation travail. Pour Thierry Baudouin et Michèle Collin, notre région, « relativement peu éloignée du centre industriel parisien, disposant d'une main-d'œuvre nombreuse et réputée conservatrice, [...] disposait des critères essentiels pour accueillir nombre d'unités de ce mouvement [...]» . M. Pélata en indique l'importance : « Dans le Calvados, [...] le rythme d'implantation et le volume d'emplois créés sont remarquables et en font le

deuxième département de décentralisation dans le Bassin Parisien (après la Seine Maritime) de 1954 à 1967 ».
Au delà des strictes appellations et définitions administratives, délocalisations d'ateliers et constitutions de nouveaux sites vont se succéder les unes aux autres. Une grande partie des entreprises que nous retrouverons en lutte ouvrent alors leurs portes. Citons les plus importantes : la manufacture de fils élastiques à Condé en 1956 ; la Radiotechnique et la Saviem en 1957 dans l'agglomération de Caen ; Moulinex à Falaise, Férodo à Condé-sur-Noireau, Dahl à Lisieux en 1959 ; Worthington dans la même ville en 1960 ; en 1961, Wonder, la Sonormel et les Bennes Marrel ; en 1963, la région de Caen bénéficie des implantations de Jaeger, Moulinex et Citroën, tandis que la Saviem commence réellement son développement après la décision du transfert de nombreux ateliers de la région parisienne. En tout, plus de 17 000 emplois sont ainsi créés, ce qui représente en 1967, 40% des emplois industriels du département. De plus, pendant les premières années de notre période, ces grands établissements continuent à se développer, la Saviem atteignant, par exemple, son effectif maximal en 1976.

La classe ouvrière calvadosienne profondément modifiée

La structure de la classe ouvrière calvadosienne est largement modifiée par cette nouvelle industrialisation. Le constat le plus évident est son renforcement numérique, les salariés du secteur secondaire supplantent, pour la première fois dans le département, ceux du primaire comme catégorie sociale la plus nombreuse. Le nombre d'ouvriers passent de 62 454 au recensement de 1962 à 75 476 au recensement de 1968, et continue d'augmenter, atteignant 91 365 en 1975. Elle se modifie aussi : les nouveaux actifs de l'industrie sont pour partie d'anciens ruraux. Certes, comme le montre M. Pélata, le modèle de « l'ouvrier paysan » relève plus de la construction que de la réalité, la plupart de ces nouveaux ouvriers transitent d'abord par la petite industrie rurale ou le bâtiment. Il n'en demeure pas moins que dans nombre de ces grandes usines, le collectif ouvrier sera dépourvu de traditions syndicales et de lutte.
Autre élément à noter, ces délocalisations sont dans leur majeure partie des délocalisations de fabrication, parfois de simples ateliers de montage, les tâches de conception et de commercialisation restant au siège parisien. Les directions locales n'ont alors souvent qu'un pouvoir limité aux affaires courantes, d'où une multiplication des interlocuteurs patronaux qui contribue souvent à rendre plus difficile le dialogue social. En outre, ces nouvelles usines sont conçues selon une application maximale de la taylorisation du travail ; les postes qu'elles fournissent sont donc, pour une bonne partie, des postes d'ouvriers spécialisés travaillant à la chaîne. Pour les travaux les plus parcellisés, elles ont massivement recours à la main-d'œuvre féminine. Moulinex, la Radiotechnique, Jaeger, la Sonormel-Blaukpunt, Wonder, Stylprofil, pour ne citer que les plus importantes, seront des usines à majorité féminine. Le nombre d'ouvrières progresse très rapidement, alors qu'elles n'étaient que 10 350 en 1962, elles sont 14 020 en 1968 et 35 660 en 1975.
Il faut enfin signaler, la croissance spectaculaire des villes du département et principalement de l'agglomération caennaise. Les plus grandes des entreprises décentralisées, la Saviem, la Radiotechnique, la Sonormel-Blaukpunt, Jaeger, Moulinex et Citroën se concentrent dans la banlieue de Caen, créant, à elles-seules, plus de 18 000 emplois. La population double presque en un peu moins de quatorze ans, passant de 88 000 habitants en 1954, à 122 000 en 1962, et à un peu plus de 150 000 en 1968. Mais, rapidement, la population caennaise ne suffit plus à satisfaire les besoins en main-d'œuvre et la mobilisation ouvrière, se fait de plus en plus lointaine. La Saviem, puis et surtout Citroën, organisent un réseau de recrutement et de ramassage en bus, qui s'étend peu à peu jusqu'à déborder sur les autres départements. Cela ne sera pas sans conséquences, non plus, sur la combativité du collectif ouvrier au sein de ces deux entreprises.
Pour la première fois, la classe ouvrière du Calvados n'est plus un isolat dans un département rural et conservateur mais est numériquement importante, étoffée par les contingents de grands établissements industriels. Elle s'est aussi largement transformée, composée d'un grand nombre de jeunes, de femmes, d'ouvriers spécialisés, sans expérience dans le domaine des luttes sociales, sans réelle tradition de lutte. Elle prend cependant peu à peu conscience de sa force collective, et ne tardera pas à entrer en lutte, à la surprise générale, de façon instinctive, violente même, avant l'explosion générale de Mai 68, dans le froid du mois de janvier.

Dans un chapitre sur le « poids de la conjoncture » l'auteur énumère et analyse les éléments pouvant expliquer mai 68 et la décennie qui a suivi.
L'arrivée massive des jeunes du baby boom sur le marché du travail alors que le chômage apparaît en 1965 et que le pouvoir d'achat se ralentit. Dans le même temps la société de consommation s'affirme notamment avec les grandes surfaces et le poids de la civilisation automobile. La vie politique semble bloquée avec l'usure du pouvoir gaulliste et la faiblesse de la gauche. Avant d'border 1968, l'auteur se projette sur toute la période étudiée en montrant bien l'influence de la situation économique sur l'importance des conflits.

Les exemples de janvier et mai

L'année 1968 constitue à bien des égards le départ de notre décennie revendicative : le Calvados rompt avec la faible conflictualité ; les mouvements de Janvier et de Mai constituent des précédents, des exemples qui vont nourrir les réflexions individuelles et organisationnelles pendant toute la période. Cependant, par sa nature, par son intensité, l'événement dépasse largement notre cadre d'étude, et nous nous contenterons donc d'en dégager les grandes lignes.

Le rôle particulier joué par la CFDT dans le Calvados

Il faut avant d'étudier Mai 68 dans le département dire quelques mots d'une spécificité régionale : contrairement à la majorité du pays, où la CGT est largement majoritaire en terme de voix aux élections professionnelles, d'adhérents et de militants, le rapport de force syndical du Calvados connaît une certaine égalité de la CGT et de la CFDT, avec même un léger avantage à cette dernière, avantage qui devient conséquent si on ne considère que la région de Caen.
Pour expliquer cela, plusieurs facteurs ont été avancés : la force de l'influence catholique d'abord, qui entraîne une forte résistance aux organisations considérées, à tort ou à raison, comme faisant partie de la mouvance communiste, et une attraction plus grande envers un syndicat qui, bien que déconfessionnalisé, connaît encore l'influence de certains milieux catholiques. C'est notamment l'analyse que fait la CGT dans une étude de mars 1970 : « D'autre part, l'influence religieuse, surtout catholique, a joué longtemps le rôle de freinage aux idées progressistes, et prône la collaboration de classes. Ce qui explique que la CFDT a été largement majoritaire dans notre département ». Mais il convient d'abord de relativiser l'imprégnation religieuse du département ; les cartes de la pratique religieuse montrent que le département n'appartient pas à l'ouest de pratique religieuse forte mais vient en position moyenne entre l'ouest et la faible pratique de la région parisienne. Ensuite, il faut rappeler que dans des régions de forte influence catholique, les cégétistes s'imposent néanmoins de façon majoritaire.
Le second facteur avancé est l'inadéquation entre les pratiques et le discours théorique de la CGT et le caractère inexpérimenté et rural de la classe ouvrière calvadosienne. Le développement de l'action de masse, graduée, disciplinée qu'elle prône, se heurte au manque de traditions ouvrières, de discipline syndicale. Un de ses dirigeants déclarait à Jean Pierre Terrail : « il y a toujours l'instinct violent. Pour nous c'est très difficile de le contrôler, de canaliser l'action des travailleurs [...] il y a toujours la réaction paysanne. ». Pour les cégétistes, le plus grand succès de la CFDT est dû au fait, qu'au lieu de guider la classe ouvrière, elle aurait joué le jeu d'un radicalisme démagogique pour s'en attirer les voix. Cette hypothèse, présentée d'une autre manière, est partagée par nombre de cédétistes qui

expliquent qu'étant souvent plus proches de ces nouvelles populations industrielles, ils avaient été plus à même de comprendre leurs revendications. Ce que dit, par exemple, Norbert Aussant : « [La] population ouvrière […] en fin de compte, n'avait pas d'histoire dans le département, en dehors de la SMN. La décentralisation a amené toute une population, en particulier rurale, dans les usines sans aucune attache au combat ouvrier. Ils découvraient à la fois l'industrie et le monde ouvrier. Et les schémas de la CGT à l'époque, étaient, plus adaptés à des gens qui avaient une histoire ouvrière, et je crois qu'elle a été à côté de la plaque… Nous, on est arrivé un peu neuf, aussi parce qu'on n'avait pas le passé des militants CGT, et en fin de compte, on a eu plus de facilité à nous adapter à la nouvelle population, parce qu'on était identique à cette population. […] On est arrivé tout neuf avec une population toute neuve ». Les cédétistes prennent alors, mieux en charge les petites revendications matérielles des travailleurs, quand, avant mai 1968 surtout, la CGT a tendance à avoir un discours très idéologique sur l'exploitation capitaliste en général. Ils vont animer toute une série de conflits limités, qui vont à la fois contribuer à élever le niveau de combativité des travailleurs et à leur assurer la majorité. Exemples parmi d'autres, en octobre 1965, Jean Buet vient animer à Jaeger une grève pour de meilleures qualifications et la construction d'une cantine pour le personnel ; la section CFDT de la Saviem, qui s'implante en décembre 1964, marque des points en menant des « opérations pique-niques » où elle appelle les travailleurs à prendre leur repas sur les pelouses de l'entreprise, et non à la cantine, pour protester contre la médiocrité et le prix des repas servis .

Cette forte implantation de la CFDT, est aussi le fruit d'une volonté politique de ses dirigeants ; ce qu'explique Jean-Pierre Terrail : « La CFTC-CFDT va se lancer à la conquête des usines décentralisées. Une politique d'implantation systématique dans les nouveaux établissements industriels, planifiée et soutenue par l'UD, est mise en œuvre de façon offensive et volontaire, sans complexe à l'égard de la CGT dont la marginalisation est un objectif essentiel ». Ce dont témoigne une militante CFDT : « Quand on est arrivé chez Jaeger, tout au début […] les filles ont dit : " Ah voilà le syndicat, c'est pas trop tôt… Mais c'est la CFTC, nous on veut la CGT !" Mais nous sommes les seuls qui soyons venus… ».

A la veille de 1968, la CFDT est majoritaire dans la plupart des entreprises décentralisées à forte proportion de maind'œuvre féminine, la Radiotechnique, Jaeger, Blaukpunt. Elle l'est aussi, dès 1965, à la Saviem. Et, témoignage de l'évolution du rapport de force, elle l'est en 1966 à la SMN . La CGT conserve cependant une assise certaine, due à la plus grande ancienneté de son implantation et à son image nationale. Il convient cependant de prendre en compte ce dynamisme cédétiste, véritable élément de différenciation par rapport à la situation nationale.

Dans le département, l'UD CFDT se montre très vite critique sur la répétition des journées d'action interprofessionnelles unitaires. Dans son rapport d'orientation pour le congrès départemental de 1967, elle en dresse un constat de carence : « [il s'agissait d'éviter d'éparpiller les énergies sur des objectifs multiples et de retenir en priorité ceux qui étaient susceptibles de cadrer avec les revendications dégagées au plan national […] il faut […] convenir que progressivement un certain désenchantement s'est fait jour chez de nombreux militants, ainsi que chez les travailleurs les plus conscients », les travailleurs de notre région étaient « surtout mobilisés par des objectifs proches de leurs préoccupations de tous les jours : salaires, primes, classifications, conditions de travail, horaires, cadences, etc. ». Pour les animateurs locaux de la CFDT, il faut trouver un autre mode d'action.

Quelques jours plus tard, le 12 décembre, ce changement de tactique est confirmé par le discours offensif du secrétaire général, Claude Cagnard, à un meeting intersyndical qui ne rassemble qu'un peu plus de 700 participants, à majorité étudiants : « Le temps est venu de faire autre chose […] Il n'est plus pensable de recommencer à l'infini des journées d'action sans lendemain qui ne gênent plus personne, sinon ceux qui y participent. […] Imaginez ce que cela don-



DEMAIN LE PRIX D'AMÉRIQUE : "ROQUÉPINE" remportera-t-elle une troisième victoire ? Page 7, la sélection de Marville

paris-normandie
CALVADOS
SAMEDI 27 ET DIMANCHE 28 JANVIER 1968

DEFFERRE engage une bataille difficile au congrès de la S.F.I.O.

POUR EXAMINER UNE PLAINTE DE WASHINGTON CONTRE LA CORÉE
LE CONSEIL DE SÉCURITÉ SE RÉUNIT D'URGENCE
et, malgré l'opposition de Moscou inscrit l'affaire à son ordre du jour

LA MANIFESTATION DE CAEN TOURNE A L'ÉMEUTE
Plusieurs dizaines de blessés

Du gaz-oil répandu sur la chaussée provoque un incendie

Le F. N. L. attaque en force les bases U.S. des plateaux

LE 37e RALLYE DE MONTE-CARLO
Vic Elford est vainqueur
Gérard Larrousse éliminé par un incident stupide

Retenez-moi ou...

De saint Paul la claire journée nous dénote une bonne année...

MESLIN

Alskanor CONSTRUIT VOTRE MAISON MIEUX - PLUS VITE ET MOINS CHER



liberté de normandie
LA PRESSE DU CALVADOS
LE QUOTIDIEN CAENNAIS DU SOIR
MERCREDI 31 JANVIER 1968

AVEC LES MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ DE LA S. M. N. (LARGEMENT SUIVI) ET DE LA RADIOTECHNIQUE

Plus de 10.000 ouvriers EN GREVE, aujourd'hui, A CAEN

Selon la direction 50 % ONT REPRIS LE TRAVAIL ce matin A LA SAVIEM
•
Mouvement spontané d'une heure chez Moulinex

GRÉVISTES DE LA S.M.N. ET DE LA SAVIEM ont tenté, ce matin UNE MARCHE SUR CAEN

« MINERVE » : Pratiquement plus de chances de retrouver des survivants

Vietnam : Offensive éclair du Vietcong : 9 villes et 4 aérodromes ATTAQUÉS





SAMEDI 27 et DIMANCHE 28 JANVIER 1968

CAEN

Comme au Moyen Age... LE LEPREUX RESTE UN ETRE MAUDIT

SCÈNES D'ÉMEUTE HIER A CAEN

Le meeting de la place St-Pierre a dégénéré

• Nombreux blessés, dégâts importants





A Caen, où les grèves s'étendent, de véritables scènes d'émeute se sont produites hier soir. Le meeting de la place Saint-Pierre a en effet dégénéré. Des heurts particulièrement violents ont opposé durant plusieurs heures des groupes de manifestants — de jeunes éléments — au service d'ordre. Le centre de la ville a connu, au début de la nuit, de véritables combats de rue. Les bagarres ont été particulièrement vives dans le secteur de la préfecture et de la chambre de commerce où de nombreuses vitres ont été brisées et des voitures endommagées. Gendarmes mobiles et C.R.S. usaient de bombes lacrymogènes. Les échauffourées ont fait de nombreux blessés et des dégâts sont très importants.

(Lire en pages intérieures.)



Le rallye de Monte-Carlo gagné par PORSCHE

FOOTBALL Journée des derbies chez les « pros »

Tiercé : 18 PARTANTS à Vincennes (16 h) dans le Prix d'Amérique

liberté de normandie LA PRESSE DU CALVADOS

LE QUOTIDIEN CAENNAIS DU SOIR

Dimanche 28 et Lundi 29 Janvier 1968

Le P. D. G. de la Saviem lance un appel aux grévistes

Nuit d'émeutes

après les violents accrochages d'hier soir

On s'est battu jusqu'à 5 h. du matin dans les rues de Caen !



36 BLESSÉS dont plus de 20 restent hospitalisés

LES ARRESTATIONS (UNE CINQUANTAINE) ont été maintenues

nerait si toutes nos professions, toutes nos industries prenaient le relais, les unes après les autres, arrêtaient toute activité. Il s'agirait alors, non pas d'un tous ensemble pendant 24 heures, mais d'une action ensemble pendant 15 jours et peut-être plus». Il appelle, enfin, à une action dure, au niveau régional sur la question de l'emploi. Ce discours qui pourrait apparaître comme prophétique dans la lecture du mouvement national de mai, ou laisser penser à une stratégie affirmée de déclencheur de la CFDT sur les évènements de janvier, ne doit pas tromper, il s'agit, pour une grande part, de rhétorique et la CFDT, elle même, sera surprise par l'ampleur du conflit.

Mai 68... en janvier

L'année 1968 est peut-être plus importante encore pour le mouvement ouvrier de la région, parce qu'une fierté locale s'y mêle, celle d'avoir commencé avant les autres. Aujourd'hui encore, nombre de militants considèrent que mai 68 a commencé en janvier à Caen. Cette boutade, ou selon les cas, cette certitude est due au déclenchement au début de l'année d'un mouvement très dur, concernant la Saviem, Jaeger, la Sonormel, et par la solidarité une grande partie de la classe ouvrière de la région. Ce conflit résonne comme les trois coups marquant le lever de rideau sur cette décennie de forte conflictualité.

Une grève dans le contexte des conflits de l'avant Mai

Le mouvement de Janvier à Caen n'a pas déclenché Mai, mais il puise à la même source, une insatisfaction des travailleurs et un besoin d'être pris en considération par les directions ; il contribua, avec d'autres conflits du même type, à fournir un exemple de radicalité qui sera suivie en Mai. Il répond par ailleurs parfaitement aux cinq caractéristiques que Jacques Capdevielle et René Mouriaux attribuent aux grèves immédiatement antérieures à mai 1968 : « Provinciales, elles visent à obtenir l'alignement des salaires sur Paris et assurer l'emploi sur place », « le second trait commun des luttes pré-68 réside dans la part qu'y prennent les jeunes [...] se prononçant en faveur de mots d'ordre durs comme l'arrêt de travail illimité » ; « les jeunes ouvriers rencontrent souvent l'appui de la CFDT qui se situe en flèche, alors que la CGT [...] vise à calmer le jeu » ; « la quatrième particularité des luttes de l'époque [...] tient à la place de la violence. Le patronat recourt, d'une façon quasi-systématique, aux forces de l'ordre. Evacuations d'usines et manifestations fournissent autant d'occasions de heurts que les plus jeunes saisissent » ; enfin, « les travailleurs perçoivent leurs luttes comme des actions limitées, relativement séparées. ».

La déflagration de janvier 1968, si elle n'est pas un orage soudain et inattendu qui vient briser le calme et la sérénité du ciel de la vie sociale caennaise, a cependant été une surprise majeure. Certes, la Saviem et la Radiotechnique avaient connu une certaine agitation durant le second semestre 1967, en réaction à des réductions d'horaires qui n'avaient pas été totalement compensées. Dans l'usine de construction de camions, un meeting avait même rassemblé plus de la moitié des ouvriers et, symbole d'une radicalité nouvelle, le bureau du directeur avait été envahi. Mais rien ne laissait présager qu'un conflit d'importance pourrait redémarrer après la traditionnelle grève des confiseurs. Ainsi, version locale du désormais fameux « la France s'ennuie » , un journaliste de Paris-Normandie, Claude Dubromel, faisant le bilan social de l'année 1967, pronostiquait que la médiocrité du mouvement social bas-normand rendait « peu probable des actions de très grande envergure, mobilisant la masse des travailleurs, toutes professions réunies, mais [donnerait] naissance à des mouvements visant essentiellement à obtenir, au-delà même d'une restauration du pouvoir d'achat dégradé, une sécurité, une relative mise à l'abri des aléas de la conjoncture » .

Le déclenchement du conflit

Une idée de l'importance de ce conflit, est donné par le fait qu'il entraîne la perte de plus de journées de travail perdues, en moins d'un mois, que pour l'ensemble de l'année précédente. En addition-

nant les fiches conflits retrouvées, et en l'absence de fiche pour la Saviem, on obtient un total de 123 627 heures de travail perdues. A titre de comparaison, de 1958 à 1966, le maximum annuel avait été de 62 811 heures. Si on retient le rapport de neuf heures de travail par jour, cela correspond à un peu plus de 13 700 journées ; auxquelles il convient d'ajouter les journées perdues par la Saviem, qu'on peut estimer à au moins 29 000 journées de travail .

Le 19 janvier, les syndicats de Jaeger, de la Saviem et de la Sonormel, appellent à des débrayages. Il s'agit dans les deux premières entreprises de forcer les directions à prendre en compte les cahiers de revendications, sans réponse depuis plus de huit jours dans la première entreprise, repoussé lors du Comité Central d'Entreprise du 21 décembre 1967 dans la seconde. A la Sonormel, les salariés protestent contre la décision de la direction générale de ne procéder qu'à des augmentations de 2% au 1er mars et au 1er septembre, alors que l'habitude avait été prise qu'elles s'élèvent à 3 %. Dans les trois cas, la grève porte donc sur le pouvoir d'achat des salariés.

Dès le départ, les formes d'action retenues sont dures : la grève illimitée avec occupation. D'abord à la Saviem, où selon Gérard Boudesseul, la section CFDT, tirant le fruit des « conclusions du débat du congrès départemental tenu un mois plus tôt. [estime que] les actions partielles par atelier ne mènent à rien. » et milite donc pour une action globale à l'échelle de l'entreprise. Une pétition de soutien recueille les signatures de plus de 3 000 travailleurs. Elle finit finalement, devant les refus de la direction de satisfaire les revendications, par convaincre ses partenaires, CGT et FO. L'action est décidée, et dans le tract commun appelant à une assemblée générale des travailleurs, les syndicats se positionnent : il faut une action, « mais pas n'importe quelle action. Les syndicats CFDT-CGT-FO considèrent qu'elle doit être dure » . Ce vendredi 19 janvier, à 16 heures, près de 1500 salariés votent en faveur de la grève illimitée que soutiennent les trois syndicats, en connaissance des risques encourus que leur a exposé M Couche de FO : « la lutte sera dure pour emporter la victoire ; elle exigera des sacrifices ; la grève générale peut durer 8 jours, 15 jours, un mois peut-être, il faudra tenir » .

A Jaeger et à la Sonormel, les débrayages sont suivis, selon les services de la direction départementale du travail, par respectivement, 304 salariés sur un effectif total de 950, et par 293 salariés sur un effectif de 622 . Le mardi 23 janvier, des piquets de grève sont organisés à la Saviem. Seule une quarantaine d'ouvriers rentrent dans l'usine. Une manifestation rassemble 1 500 grévistes qui se rendent en cortège à l'inspection du travail .

La répression policière crée une explosion de colère

Le conflit est alors envenimé par l'action répressive du préfet de région Gaston Pontal. Le mercredi 24 janvier, à 3 heures 45 du matin, il envoie les forces de l'ordre, deux heures avant l'ouverture de l'usine, dégager le piquet de grève pour permettre le passage de 500 ouvriers et cadres. Son action ne s'arrête pas là. A 8h30, les nombreux grévistes venus prêter main forte aux piquets de grève devenus inutiles, décident d'organiser une manifestation vers Caen ; mais celle-ci va se dérouler de façon beaucoup moins pacifique que celle de la veille. Il décide en effet de leur interdire l'entrée dans Caen, faisant intervenir, à nouveau, les gardes mobiles. Les manifestants arrêtés devant le CHR, une fois passée la surprise, ne reculent pas et forcent le barrage. Il s'en suit plusieurs affrontements violents qui font une dizaine de blessés. Le soir, il faut aux syndicats tout leur sang froid pour assurer la sécurité des ouvriers non grévistes : « Les organisation syndicales vous demandent maintenant de laisser sortir le personnel. Vous les connaissez. Appelez-les par leurs noms, insultez-les, dites-leur combien vous les méprisez, mais surtout ne les frappez pas ». A Jaeger, le débrayage est suivi. Un des responsables de la CFDT, M. Buet déclare : « Jamais encore, on n'avait vu autant de monde dehors chez Jaeger. Cela montre combien est profond le mécontentement », puis il réagit à la provocation policière : « Les flics ont ce matin matraqué les travailleurs de la Saviem. Les travailleurs ne se laisseront pas mener à coups de crosse et lorsque quelques-uns d'entre eux prennent des coups de crosse, cela


CAEN

EXPLOSION DES 20 ANS

La Vie ouvrière *illustre le reportage de son envoyé spécial à Caen avec des photos de Gilles Caron de l'agence Gamma. Ses photos prises en mai à Paris sont célèbres comme celles faites au Biafra et aussi au Viet-Nam. Il est porté disparu au Cambodge en 1970. On n'a jamais retrouvé sa trace.*

concerne l'ensemble des travailleurs » .

Gérard Lange, dans sa maîtrise sur 1968, parle de « déclic du 24 janvier » . Il est sûr que, pour beaucoup de ces jeunes ouvriers, ce contact direct avec l'autoritarisme préfectoral crée un sentiment d'injustice, d'oppression, et même d'oppression de classe, puisqu'on avait laissé quelques semaines auparavant, les agriculteurs manifester à Caen et commettre des dégradations sans leur envoyer la police. En témoigne, la protestation indignée d'un ouvrier publiée par Paris Normandie : « Ils n'ont pas été si brutaux avec les paysans qui ont pourtant descendus les carreaux de la Préfecture » . Pour l'ensemble de la classe ouvrière caennaise, il s'agit d'un défi : le préfet leur interdit de manifester pacifiquement. Les syndicats, avec le soutien des partis politiques de gauche, organisent une manifestation de protestation, le vendredi 26 janvier. Ce jour là, la Sonormel puis Jaeger, où se succédaient des débrayages partiels, votent la

Dans son édition du 7 février le grand reporter du Monde *ne se trompe pas, pour lui « la semaine chaude » de Caen est un avertissement pour le pouvoir.*

CAEN : DE LA GRÈVE A LA « JACQUERIE OUVRIÈRE »

Par JEAN LACOUTURE

Caen, .. février. — Place de la République, la plaque indicatrice, d'un bleu délavé, est flanquée d'un écriteau flamboyant : Anciennement Place Royale. Et à l'intention de ceux qui auraient oublié que Caen est la patrie de Charlotte Corday, une confiserie voisine a choisi pour enseigne l'effigie de cette audacieuse militante du conservatisme. De tels signes ne peuvent suffire à définir l'orientation politique d'une ville. Peut-être vaut-il mieux attacher plus d'importance à la composition du conseil municipal : un élu radical y fait figure de « rouge ». Par quelque biais qu'on l'aborde, Caen, dont la guerre et la reconstruction ont fait une manière de ville suisse, spacieuse et bien lavée, ne donne pas l'impression que le « grand soir » est pour demain.

Mais les Caennais en ont eu un avant-goût... Dans la nuit du vendredi 26 au samedi 27 janvier, une dizaine de milliers de manifestants et plus de deux mille gendarmes mobiles et C.R.S. s'y sont livré un bataille qui a fait environ cent blessés, entraîné quatre-vingt-trois arrestations et laissé sur les vitrines et les façades du centre de la ville des cicatrices que l'on efface à la hâte, comme pour nier ce cauchemar.

Enlevées, les trois initiales géantes et dorées qui surmontaient l'entrée de la Banque nationale de Paris ; descellées, les marches de la chambre de commerce : voilà les assises mêmes de la société remises en cause. Et l'hebdomadaire « Caen-7 jours », que rien pourtant ne semble pouvoir effaroucher, d'écrire que cette affaire est « la plus grave qui soit survenue dans notre ville, ordinairement si paisible, ces vingt dernières années ».

Ce typhon balayant un horizon peuplé de pommiers, de vaches laitières et de bouilleurs de cru, il faut tenter d'en déceler les causes. Comme toujours, il y en a de lointaines et de proches, de générales et d'accidentelles. On peut tenter de les résumer ainsi : Caen vient de connaître les contrecoups de la tentative de modernisation et d'urbanisation accélérée d'une région particulièrement retardée jusqu'en 1960. Cette nécessaire tentative de « recyclage » socio-économique a brisé un rythme d'existence, fait éclater des cadres et des traditions, transféré brusquement des secteurs entiers de population de l'univers rural et agricole à l'ère industrielle, et naturellement provoqué des dissonances.

Le choc opératoire ainsi subi par la Basse-Normandie fait d'autant plus penser à certaines situations coloniales, où l'on a brusquement propulsé des fellahs à l'usine et au bidonville, que le centre de décision de cet effort de modernisation est situé fort loin de la zone de développement, au moins en ce qui concerne certaines entreprises. Ainsi ne faut-il pas beaucoup d'imagination à qui connaît Casablanca pour retrouver à Caen certains échos d'une situation analysée vers 1950. On se gardera bien sûr de prolonger trop loin le parallèle.

Le sous-développement récent de la région de Basse-Normandie, on peut le résumer en quelques chiffres. De 1946 à 1962, 110 000 personnes (85 % de jeunes) ont quitté la région, dont le solde migratoire négatif (5 %) dépassait celui de la Bretagne. Pour une moyenne française de 20 %, la population vivant de la seule agriculture est évaluée à 40 %, dans une zone où 50 % des exploitations agricoles ont moins de 10 hectares (dans le Bocage, souvent moins). Compte tenu de l'effort d'industrialisation entrepris depuis une dizaine d'années, il faudrait créer 11 000 emplois nouveaux par an pour enrayer le chômage. Il en a été offert 4 450 en 1965, 3 350 en 1966, moins de 2 000 en 1967. Les perspectives ne cessent, sur ce plan de s'assombrir.

qu'aux réalités de la condition ouvrière en Basse-Normandie. Dans le courant de janvier, l'idée de la grève prit corps. Au cours d'un meeting intersyndical, le 19 janvier, quelqu'un lança le mot d'ordre de « grève illimitée ». Le 23, la S.A.V.I.E.M. débrayait, bientôt suivie par trois entreprises locales.

Le lendemain, 24 janvier, les grévistes entreprirent une marche sur Caen. A 1 kilomètre de la ville, devant l'hôpital, ils se heurtèrent à des forces de police dont la presque totalité des observateurs ont jugé l'intervention inopportune et excessivement brutale. Comptant une vingtaine de blessés, les ouvriers décidèrent de prendre leur revanche, non sans que leurs dirigeants syndicaux — notamment ceux de la C. G. T. — les aient mis en garde contre les provocations.

C'est au crépuscule que, le vendredi 26, s'ébranla ce cortège de la colère, où certains grévistes avaient bourré leurs poches de projectiles divers. A 18 h. 30 commençaient les premières échauffourées. Devant la préfecture avaient été disposées des barrières. Le préfet régional, M. Pontal, avait fait savoir aux dirigeants syndicalistes que, si ces barrières étaient renversées, ses hommes chargeraient. Cet avertissement fut-il suffisammnt répercuté ? La foule, sur laquelle pesait le souvenir des brutalités du mercredi et que la vue de ce dispositif stratégique et des gendarmes casqués ne contribuait pas à apaiser, commença à houspiller le service d'ordre, provoquant bientôt des réactions démesurées.

Au fil des heures (les violences cessèrent à 4 heures du matin), l'affrontement entre ouvriers et forces de police dégénéra, du fait de l'infiltration de ce type d'individus qu'une nuit d'émeute fait surgir du pavé : d'où des déprédations que les organisateurs de la manifestation ont réprouvées, non sans rappeler que plus de sang-froid de la part du service d'ordre aurait évité des gestes navrants, et que les excès même de la colère ouvrière avaient des raisons très précises que ni la direction de l'usine ni les représentants du pouvoir n'avaient su mesurer.

Tous les observateurs ont mis en lumière la part prise par les jeunes dans cette explosion de violence. Certains ont parlé de « commandos de blousons noirs », formule commode pour esquiver les responsabilités et s'épargner d'analyser une situation. D'autres ont voulu dénoncer le rôle des étudiants, au sein desquels les « maoïstes » auraient évidemment joué un rôle d'agitation. Les « gardes rouges » à Caen : voilà de quoi rassembler pour longtemps le front des honnêtes gens.

En fait, si les étudiants de l'Association générale ont multiplié les témoignages d'approbation et de soutien à l'action ouvrière (consacrant à l'événement un fort intéressant numéro spécial de leur bulletin hebdomadaire, *AG-informe*), ils semblent n'avoir pris aucune part active à l'émeute. Mais depuis le 26 janvier une convergence d'objectifs entre syndicalistes ouvriers et étudiants s'est manifestée de façon très symptomatique. On peut voir là une donnée permanente de la situation politique et sociale à Caen dans les prochaines années (d'ici à 1972, l'université, passée de huit cents à dix mille étudiants en vingt ans, devrait plus que doubler ses effectifs).

Un effort d'industrialisation et de décentralisation

Depuis 1960, sous l'impulsion ou à l'appel d'animateurs du secteur public, de quelques entreprises privées ou d'analystes de l'économie, comme le professeur Pasquier, de l'université de Caen, un effort d'industrialisation a été déclenché, et la décentralisation a pris un rythme assez rapide pour que la zone caennaise soit la seule de France qui puisse se targuer d'avoir accueilli deux grandes firmes automobiles françaises, Renault (par l'entremise de l'une de ses filiales, la S.A.V.I.E.M. et Citroën. L'électronique, la sidérurgie, la chimie nucléaire, l'industrie laitière, y ont tour à tour développé leurs activités. En 1967, les animateurs de l'économie régionale assuraient que, en ce qui concerne la vitesse de croissance, Caen se situait dans le groupe de tête des villes françaises, avec Grenoble et Besançon.

Mais il leur fallait aussi constater que les perspectives s'assombrissaient. Dans le secteur industriel, les disponibilités d'emplois s'amenuisaient, et le rétrécissement du marché des poids lourds donnait quelques inquiétudes aux dirigeants de la S.A.V.I.E.M.. Dans le secteur agricole, une région qui fournit 25 % des exportations de produits laitiers français risquait de subir les contrecoups de l'entrée dans un Marché commun où ne figurerait pas l'acheteur anglais.

Bref, Caen-la-paisible abordait l'année 1968 dans un climat d'incertitude, qu'avaient révélé divers incidents : une violente manifestation paysanne, le 3 octobre, avait fait exploser les vitres de la préfecture, une grève avait été déclenchée à l'occasion de la visite du président du conseil de Tchécoslovaquie (accompagné du ministre français de l'équipement), et, sur un autre plan, M. Peyrefitte avait été reçu à l'université, le 18 janvier, par un assez joli chahut. Bref, au niveau des paysans comme à celui des prolétaires ou des jeunes, une fièvre sourde se manifestait

L'affaire de la S.A.V.I.E.M. est alors venue jouer le rôle du révélateur ou de catalyseur. Cette entreprise, filiale semi-privée de la régie Renault, a été implantée voici une dizaine d'années dans la zone caennaise, à l'initiative des

Le rôle moteur des jeunes grévistes

Les « jeunes » qui ont joué un rôle moteur dans les événements des derniers jours, ce ne sont pourtant pas des étudiants, mais des ouvriers. Pourquoi ? Il faut d'abord rappeler que la S.A.V.I.E.M. est l'une des entreprises de France où la moyenne d'âge est la plus basse (vingt-huit ans). Il faut indiquer aussi que ces jeunes ouvriers ont été engagés dans un laps de temps très court, et que la S.A.V.I.E.M. n'a pas seulement quintuplé ses effectifs en quelques années, mais recruté, pour ce faire, une main-d'œuvre très jeune, peu aguerrie à la vie d'usine, et en

réprobation indignée des vieux Caennais, tout cela constitue-t-il une défaite ouvrière ? Il ne semble pas. Indépendamment de la solidarité entre les travailleurs des diverses entreprises de la région, que cette crise a permis pour la première fois de voir s'exprimer, la « semaine chaude » de Caen aura été un témoignage du potentiel ouvrier de la zone et un avertissement pour les notables et le pouvoir, qu'il sera difficile de négliger.

Elle aura montré aussi le danger qu'il y a, pour un régime, à

24 MAI 1968 — 14 CALVADOS — PAGE 7

LES OUVRIERS S'INSTALLENT DANS LA GRÊVE

• Menaces sur deux grands magasins de Caen
• 5 mairies occupées par le personnel communal et deux en grève

(Photos Alain Le Berre)



Pour combattre la fraîcheur.



Les grévistes devant l'entrée de l'usine.

JOURNÉE de trêve hier dans les usines occupées par les grévistes. Elles ont été un but de promenade, les hommes des piquets de grève ont reçu la visite de leur famille. Si on a beaucoup joué à la belote, on a commencé à participer aux débats lancés par la C.F.D.T. sur le pouvoir des travailleurs dans les entreprises.

La liste des usines en grève s'était encore allongée mercredi. Selon la C.G.T., il y avait mercredi soir soixante-six entreprises en grève, soit 40 000 grévistes dans le secteur privé. Parmi eux, 20 000 métallurgistes et 7 000 ouvriers du bâtiment, un millier de mineurs aussi, ceux de Potigny en grève illimitée et de May-sur-Orne pour 24 heures.

A Caen, le mouvement a gagné la Chambre de commerce et les Allocations familiales. Le nombre des mairies occupées par le personnel communal augmente, il y en a cinq et deux sont touchées par la grève aujourd'hui.

Une menace pèse sur deux grands magasins de Caen, « Les Galeries de Paris » et « Monoprix » où une grève a été décidée aujourd'hui et demain.

A l'usine radiotechnique Compelec de Caen, des incidents entre grévistes et non grévistes ont été évités mercredi matin, grâce aux négociations menées par les ingénieurs et les cadres de l'usine. L'établissement n'a pas fonctionné.

Aujourd'hui, à la demande des comités de grève, le comité local d'action intersyndicale de Lisieux organise une grande manifestation au stade municipal.

Autre manifestation prévue : une longue marche des étudiants vers les usines en grève de la région caennaise, mais ce mouvement n'a pas encore reçu la caution de l'A.G.E.C. (U.N.E.F.).

RADIOTECHNIQUE :

l'affrontement évité entre grévistes et non grévistes

LE BILAN DE LA GRÈVE

Trouville et Deauville

S.N.C.F. : Sans changement ; aucun trafic.

E.D.F.-G.D.F. : Occupation de

St-Pierre-sur-Dives

Dans les banques situation normale, les bureaux de la perception étaient fermés, les employés



grève illimitée. Le soir, 7 000 manifestants se rassemblent, à 18h30 place St-Pierre à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO soutenues par la FEN et l'UNEF, pour défendre la liberté de manifester. Après les prises de parole, les manifestants partent en cortège. Gérard Lange indique qu'un accord avait été conclu avec le préfet afin d'éviter un renouvellement de violence, il s'engageait à ne pas faire intervenir la police à la condition qu'un périmètre autour de la préfecture, matérialisé par des barrières métalliques ne soit pas franchi. Or si les premiers rangs, emmenés par les responsables syndicaux, les dépassent sans les toucher, une partie des manifestants, les plus radicaux, s'engouffrent sur la place. « Le service d'ordre des syndicats tenta avec fermeté, parfois violence, de s'opposer aux excès de leurs troupes, mais fut [...] débordé. Il y avait en effet de nombreux éléments jeunes qui s'étaient abondamment pourvus de projectiles de toutes sortes et de barres de fer ».

Le préfet ne laisse pas le temps aux leaders syndicaux de canaliser les manifestants, alors que les dégâts ne sont encore que très minimes, il choisit la solution de « la force à partir de [cette] provocation ». De nouveau, les manifestants ne reculent pas, et Caen connaît une véritable nuit d'émeute. Les échauffourées se déplacent de rues en rues, les derniers affrontements se poursuivant jusqu'à cinq heures du matin . Trente-six personnes sont hospitalisées, plus de quatre-vingt-cinq personnes sont interpellées, treize déférées en comparution immédiate, parmi elles, deux sont condamnées à des peines de prison ferme. Le lundi matin, *Ouest France* titre : « Scènes d'émeute à Caen » et parle de plusieurs dizaines de millions d'anciens francs de dégâts . L'événement est répercuté par la presse nationale, notamment dans *Le Monde*, par Jean Lacouture, qui l'interprète comme une « jacquerie ouvrière ». Pourtant, alors que tous les observateurs critiquent le manque de sang-froid du préfet, celui-ci, loin de se remettre en cause, déclare à la presse : « Toutes dispositions seront prises pour que l'ordre et la sécurité publics soient maintenus ».

En début de semaine, la solidarité des salariés des autres entreprises s'exprime par des arrêts de travail. Des grèves de 24 heures, généralement très suivies, ont lieu à Tréfimétaux, à la manufacture française de fils élastiques, chez Worthington, à la Radiotechnique, à Moulinex, à la SMN et à l'usine d'engrais de Mondeville. A Moulinex, où aucun syndicat n'est pourtant présent, le débrayage se poursuit le lendemain, et est l'occasion, à la fois pour la CGT et pour la CFDT, de désigner des délégués syndicaux. A la SMN, l'arrêt de travail du 30 est, comme le souligne *Paris-Normandie*, le plus important depuis la grève de 1952. Les témoignages de sympathie et de soutien se multiplient, ainsi la FEN et les postiers CFDT demandent à leurs adhérents de verser une journée de salaire pour les grévistes, une collecte est organisée à EGF, une autre par les étudiants de l'UNEF. L'évêque de Bayeux, Mgr Jacquemin, appelle les chrétiens à « participer avec sympathie aux efforts de solidarité qui s'expriment en ce moment » ; la solidarité est telle qu'elle va jusqu'au centre démocrate qui exhorte le patronat local au dialogue. Des communes, surtout celles à municipalité de gauche, se mobilisent. Un appel de 18 maires invitent à réunir les conseils municipaux pour « envisager sous toutes ses formes, l'aide aux familles de grévistes » (cantine gratuite aux enfants, secours en nature, dons en espèces ...).

Une reprise difficile

Le lundi 29 janvier, un millier de CRS permettent une reprise partielle de la Saviem, entre 850 et un peu plus de 1 500 ouvriers rentrent dans l'entreprise, selon que l'on considère les chiffres avancés par les syndicats ou la direction. La grève s'effiloche, ils sont chaque jour plus nombreux au travail. Selon, les chiffres relevés par la direction départementale du travail, ils sont 2 445 au travail le 30, 2 800 le 31, 2 999 le 1er février, 3 025 à la fin de la semaine, le vendredi 2 février. Autre signe d'épuisement du mouvement de la Saviem, le jeudi, le meeting du matin ne réunit plus que 500 personnes au stade de Colombelles. Les négociations au siège de Suresnes échouent.

Le lendemain, dernière tentative pour inverser le rapport de force, les syndicats lancent un appel aux non grévistes : « Tu as repris le travail ! Pourtant ton intérêt de classe, ton intérêt de travailleur exige que notre grève soit gagnée. Nous ne pouvons nous résoudre à te considérer comme un adversaire. L'adversaire à battre, c'est le patronat, c'est le capitalisme. Tu peux nous aider à gagner cette grève. » . Mais le meeting n'attire qu'un peu plus d'un millier de personnes, dont seulement 150 non-grévistes. La participation au vote à bulletins secrets, organisé par les syndicats, sur la poursuite du mouvement est encore plus faible. 744 personnes seulement y participent ; si 502 se prononcent pour, contre 272, le résultat apparaît trop peu représentatif aux syndicats. En leurs noms, M. Roquet de la CFDT l'annonce aux travailleurs : « Le pourcentage des « pour la continuation » par rapport aux effectifs totaux de la Saviem ne nous permet pas de continuer le mouvement sous la même forme [...] tout n'est pas perdu, mais si nous persistons, nous risquons de tout perdre. » . Le lundi, après le week-end, un meeting réunit les derniers grévistes, M. Aussant appelle à la poursuite du mouvement à l'intérieur de l'entreprise : « prenons tous ensemble l'engagement de poursuivre la lutte à l'intérieur des ateliers en cherchant les méthodes d'action les plus efficaces. C'est ainsi que nous ferons céder la direction et que nous pourrons avec ceux qui refusent d'être





Les manifestations dans le centre ville de Caen en mai 68.

des résignés, vivre libres en hommes fiers de leurs responsabilités ». Les quelque 2 000 personnes présentes rentrent alors, ensemble, en cortège dans l'entreprise.

A la Saviem, le mouvement de grève illimitée s'achève ; les seules garanties obtenues lors des négociations du samedi 3 février sont l'absence de sanctions pour fait de grève. A Jaeger, il s'achève le même jour, mais sur un accord qui donne aux grévistes les 4% d'augmentation demandés. Le lendemain, mardi 6 février, c'est au tour de la Sonormel de reprendre le travail, après la signature d'un accord avec la direction.

Divergences syndicales sur la conduite des luttes

L'unité jusqu'ici sans faille entre la CGT et la CFDT va sa rompre sur la suite à donner au conflit. Pour les cégétistes, il faut « savoir terminer une grève » , même quand elle n'a rien donné, pour préserver des forces pour d'autres combats ; mais pour certains salariés de la Saviem, dont les militants CFDT, elle n'est pas finie, elle change de forme. C'est ce qui avait été convenu lors de la reprise, mais rien de plus ambigu que ce thème de la poursuite du mouvement dans l'entreprise sous une autre forme. Le plus souvent, c'est une manière détournée de reconnaître l'échec d'un mouvement revendicatif, en préservant la combativité future. Pris au sens littéral, ce n'est même pas une trêve.

Dès le jour de la reprise, dans l'après-midi du 5 février, des débrayages plus ou moins spontanés, des défilés à l'intérieur de l'entreprise fleurissent ; en tout, on peut estimer que près de 3 000 personnes, c'est-à-dire beaucoup plus que l'effectif des derniers irréductibles du matin, y participent. Face à ces débrayages sauvages, non directement organisés par les syndicats, deux manières de réagir : La CFDT plaide pour que les syndicats les canalisent ; la CGT et FO refusent de s'y associer, pour eux, c'est aux syndicats de décider et d'organiser les actions. Le mercredi 7 février, 200 personnes défilent à l'intérieur de l'entreprise encadrées par la seule CFDT qui se défend pourtant, à nouveau, d'en être l'instigatrice ; FO condamne ces défilés qui, dit-elle, « ne peuvent que nuire à l'aboutissement des revendications des travailleurs de l'usine et risquent de donner prétexte à la direction pour instituer le lock-out de l'usine ». Le lundi 12 février, une rencontre entre direction et syndicats n'aboutit à rien, ce qui contribue encore à alourdir le climat. Le lendemain, au meeting organisé par la CGT et la CFDT, des piquets de grève empêchent l'accès à l'usine. La CGT, par la voix de son secrétaire de section M. Lemmonier, s'y oppose : « Certes, les explosions de colère calment parfois les nerfs mais elles ne solutionnent pas les problèmes. Il faut revendiquer dans l'ordre et dans le calme. Et c'est pourquoi nous ne sommes pas d'accord avec les barrages comme ceux de ce jour ». Elle se plaint ensuite dans un tract du comportement anti-unitaire de la CFDT qui a pris seule, sans la consulter, la décision des piquets de grève. Ce désaccord amène la fin du mouvement ; la CGT n'arrive pas à substituer sa stratégie de lutte : « débrayages de durée limitée par chaîne, section ou service ; débrayages tournants par atelier ; débrayages par demi-journée par atelier ou pour l'ensemble de l'usine ». Au début de la semaine suivante, pour briser les dernières velléités d'action du collectif ouvrier, la direction met à pied pour deux jours, pour entrave à la liberté du travail, une vingtaine de grévistes parmi les plus motivés, dont 5 délégués CFDT et le secrétaire du syndicat.

Dans le rapport d'activité pour son congrès de 1969, la CFDT rappelle l'importance de ce premier grand mouvement revendicatif de l'année 1968 : « au niveau de la satisfaction de nos revendications, les résultats peuvent paraître modestes par rapport à l'importance de l'action, cependant pour la première fois on a discuté des salaires réels dans un certain nombre d'entreprises », plus important encore, il y a eu une « prise de conscience de la force collective » ; pensée déjà exprimée par le même syndicat dans un article de Claude Cagnard pour le journal de la confédération Syndicalisme : « Quelques heures de bataille de rues, deux semaines de grèves dures, ont davantage fait avancer les choses que des dizaines de réunions de comité d'expansion, de CODER, de commission de l'emploi, que des centaines de réunions de commissions paritaires, de comités d'entreprises, de délégués du personnel, que des milliers de motions [...] Voilà et maintenant, Messieurs, ce sera comme vous voulez, mais de grâce, ne vous étonnez pas si demain, faute de voir leurs représentants discuter sérieusement avec vous, les travailleurs se voient contraints à occuper largement les entrées des usines, les places et les carrefours... ! ». La CFDT calvadosienne se trouve confortée dans son opinion que seules les actions dures sont capables de faire avancer les choses, d'autant plus que cette forme de lutte a permis de réunir beaucoup plus de travailleurs. Ce que la section de la Saviem résume dans un document de travail : « il existe une fraction importante des salariés qui veut se battre mais qui ne le fera que si le mode d'action que l'on propose est de nature à faire aboutir les revendications. En un mot, une revendication importante ne peut aboutir que par un mouvement important. »

Entre janvier et mai, la combativité reste forte et les conflits importants. Dans le département, on sent bien que le vent de Mai se lève.



20 MAI 1968

PAS de trains, pas de courrier, la SNCF et le centre de tri postal de Caen-Gare ont suivi la SAVIEM. La grève y est totale depuis samedi matin et les locaux sont occupés.

Il semble que les grèves avec ou sans occupation d'usines vont se développer aujourd'hui, car des consultations d'ouvriers sur ce point auront lieu dans un certain nombre d'entreprises, a annoncé la CGT, hier matin, à l'issue d'une assemblée générale extraordinaire de ses militants.

A l'initiative de la CGT, le personnel syndiqué et non syndiqué a décidé de déclaré le TMC « lieu de parole ». Un premier débat a eu lieu samedi au cours duquel des extrémistes ont demandé l'autonomie du T.M.C.

A la SAVIEM, où le week-end a été calme, un comité de grève sera constitué aujourd'hui. Les syndicats consulteront les ouvriers sur les moyens à mettre en œuvre pour poursuivre la grève.

A noter, dans une déclaration, l'Union départementale CFDT se félicite **« des occupations d'usines qui sont l'occasion de rappeler un des objectifs fondamentaux du mouvement ouvrier, à savoir la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes ».**

A l'entrée de la Saviem en mai 68. La publicité du moment a été détournée pour exprimer la réalité sociale.

« Nous qui sommes partis de rien... »

Parmi les entretiens qui figurent dans les annexes du Mémoire de Cédric Leroy, voici quelques extraits de celui avec Guy Robert. Ce témoignage illustre bien ce que fut la découverte par « les 20 ans » de l'action ouvrière.

Pourriez-vous resituer rapidement votre parcours professionnel et syndical ?

Je suis entré à la Saviem le 1er juillet 64, je sortais du lycée Laplace avec un BTS, j'étais un des premiers à être embauché avec un BTS à la Saviem.

J'ai adhéré à la CFDT quasi immédiatement, quoique de façon officieuse, car il n'y avait pas de CFDT à ce moment là, c'était en voie de constitution. Je faisais partie de la première équipe qui a mis en place, à la fin de l'année 64, la CFDT. On a d'ailleurs attendu que le congrès confédéral, qui a changé le sigle et qui a fait passer l'organisation de CFTC à CFDT, ait lieu, plutôt que de démarrer sous un sigle et puis de changer aussitôt, ce qui n'aurait pas été facile à comprendre. Ce qui veut dire qu'on est une des premières sections constituée sous le nouveau sigle. Moi, au départ, j'étais clandestin car ceux qui étaient officiellement connus, c'étaient les candidats aux élections, et pour être candidat aux élections, il fallait un an d'ancienneté, ce qui n'était pas mon cas. Moi, j'étais trésorier de la section. J'ai été élu, très peu de temps après, délégué du personnel dans le deuxième collège. En attendant, trésorier ça me permettait de travailler sans apparaître au grand jour... et puis je participais aux réunions de section qui étaient hors temps de travail. A l'époque, il n'y avait pas les droits qu'on a eus après. Je suis élu en décembre 65 délégué du personnel, 2ème collège. Ca ne va pas se faire au niveau interprofessionnel très rapidement ; il y a beaucoup d'actions dans l'usine. C'est donc plus tard que j'arriverai aux responsabilités interprofessionnelles, mais entre deux, j'aurais été licencié de l'usine après 68, et réintégré en février 72 au terme d'une longue bataille juridique.

(...)

On a pu écrire que l'implantation rapide de la CFDT dans les entreprises caennaises était due à une méthode particulière (...) d'écoute et de récupération de toutes les insatisfactions...

Quand je suis entré à la Saviem en 64, c'est une époque où il y avait dans l'agglomération caennaise mais aussi à Férodo à Condé, chez Philips à Flers, des conflits extrêmement nombreux, des conflits d'OS. Vous aviez des conflits dans les usines de femmes ; les luttes qui bloquaient la production, c'étaient des luttes extrêmement fréquentes, avec des résultats. C'est donc dans cette ambiance générale-là que nous avons démarré ici. Bien sûr, on a appliqué les même méthodes. La première méthode qu'il faut bien mettre en évidence, c'est que le syndicalisme, par ses délégués, par ses responsables doit être, pour nous, l'émanation aussi précise que possible de ce qu'est l'entreprise. Usine d'OS : vous devez retrouver au maximum les OS en tant que délégués, en tant que représentants syndicaux. C'est ce qu'on a fait ici, et aussi parce qu'on n'avait personne d'autre pour le faire, contrairement à la CGT. Autre élément important, la CGT a parié sur ses syndiqués, ses militants qui venaient de Paris, de St-Ouen tout particulièrement et de Suresnes qui étaient mutés ici dans le cadre de la décentralisation de l'entreprise. Ce qu'ils n'avaient pas vu, c'est que même un OS – c'est très rare quand une entreprise les délocalise ; on ne délocalise que les professionnels – quand il vient en province, il devient très souvent chef : l'ancienneté et puis c'est l'occasion de négocier. Et donc on s'est retrouvé avec deux syndicats complètement différents, nous qui sommes partis de rien et où les OS ont été l'ossature de l'organisation et la CGT qui a été une organisation complètement différente...

Et dans les luttes, c'est forcément explosif ça, c'est pas les mêmes comportements. Nous, on avait les grévistes et eux avaient, quelquefois, même jusqu'aux anti-grévistes, en terme de sensibilité.

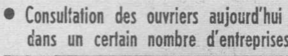
L'autre caractéristique, c'est la syndicalisation de masse. C'est-à-dire qu'on est pour que les salariés s'investissent largement, par la cotisation, par l'adhésion. On avait aussi un principe, c'est qu'un collecteur qui est le militant de base, quelqu'un qui n'a pas de mandat, il fait cinq syndiqués. Et quand il a cinq syndiqués, il trouve un autre collecteur pour qu'il en ait cinq aussi. Le rapport cinq syndiqués, un collecteur, c'est quelque chose de fondamental ; mais le collecteur ce n'est pas uniquement celui qui récupère les cotisations, il fait aussi de la formation et il anime le conflit. Il y a pas que les délégués, c'est vraiment la cheville ouvrière ; les délégués ont plus de moyens mais ils ne sont pas au dessus. Les salariés sont très actifs et les collecteurs, c'est vraiment le noyau de base. Cela se traduit après, par exemple, par le record d'adhésion qu'on a eu en 1973-74 avec mille cartes. Bon après, ça baisse beaucoup pour des raisons de conjoncture. Mais à ce moment, on a deux cents collecteurs, des militants. Cela fait quelque chose d'énorme, par exemple pour un débrayage un peu difficile, on pouvait demander aux collecteurs d'arrêter cinq minutes avant l'heure. La direction, elle faisait le travail inverse. Cette dualité maîtrise - réseau de collecteurs c'était pratiquement une bataille de terrain.

Rapidement, on a eu des conflits, extrêmement durs sur les cantines : 90% de débrayage.

14 CALVADOS — PAGE 7

...NTS SOCIAUX

...gares et le centre de tri postal occupés


● Consultation des ouvriers aujourd'hui dans un certain nombre d'entreprises





À la gare, le service voyageurs est suspendu (Photo A. Leberre)

...s consultés ce matin sur les moyens ...n œuvre pour poursuivre la grève

GREVE TOTALE dans toutes les gares occupées par les cheminots

M. BILLOTTE n'a pu pénétrer en voiture dans l'usine

Le drapeau rouge flotte sur la S.A.V.I.E.M. (Photos A. Le Berre)



Mai 68, les différents responsables syndicaux montés sur le toit de la maison des étudiants s'adressent à la foule.

On avait tout le monde contre nous, on avait bien sûr la direction, alors là... contre nous. On avait la CGT contre nous parce qu'il y avait des désaccords très profonds dus à mai-juin 68, la CGC qui a été absolument horrible et la CFTC qui s'était créée dans ces circonstances et puis bon FO. C'était vraiment tout le monde contre la CFDT à l'époque, et donc voilà le pourquoi de cette baisse aux élections, plus quelques erreurs certainement, dont le fait de n'avoir fait aucune concession dans les analyses, voir d'avoir fait des analyses, un peu trop à l'emporte-pièce. On n'a pas fait de cadeau, en clair, on a dit ce qu'on pensait, la fatigue aidant, peut-être... l'âge aussi ; comme section syndicale, on avait des moyennes d'âge extrêmement basses. Ce sont pas des conditions pour marcher au consensus. On a donc perdu ce pourcentage là, c'est remonté progressivement, mais on a vécu une période de répression qui va passer au niveau public par mon licenciement.

Je suis sursitaire, je pars à l'armée donc, en novembre 68 et un an plus tard quand je dois être à peu près libéré, un peu plus tard que normalement car l'armée a aussi exercé la répression, en accord avec la direction j'imagine. Le jour où on me refuse ma libération anticipée à laquelle j'avais droit parce que j'avais deux enfants à ce moment-là, j'ai reçu la lettre recommandée me disant qu'il n'y avait plus de travail pour moi à Blainville et qu'on me proposait une place à Bordeaux. On s'est donc trouvé dans une bataille pour la réintégration, à l'époque il n'y avait pas de droits à la réintégration pour les délégués, c'est ce qui a été gagné dans cette bataille qui aura duré 26 mois et 10 jours. Une bataille de procès, de pourvois en cassation et avec un meeting interconfédéral avec Séguy et Maire, qui aura été le premier meeting interconfédéral en province avec les deux secrétaires généraux. Puis la réintégration du 10 février 1972, après qu'au final le PDG de Renault VI, Paillez et le directeur d'ici aient été condamnés en correctionnelle. L'évolution judiciaire aura été de rendre possible la saisine de la correctionnelle, y compris en référé pour troubles à l'ordre public, je crois. A ce moment-là, s'ils refusaient, la seconde fois ils étaient condamnés à la prison ferme. Cela aura été aussi un peu la fin de la répression ici, puisque chez les salariés, cela aura fait basculer la confiance. C'est un peu emmerdant, mais les salariés sont légitimistes. La justice nous donne raison donc c'est qu'on a raison. C'est des fois un peu décevant parce que le dossier est le même, avant et après.

J'ai retrouvé un tract de la Saviem, où, sans prôner les séquestrations, on les justifie, et on laisse planer l'idée que cela pourrait être une forme d'action envisageable. Comment, a-t-on ressenti cette forme d'action ? Etait-ce pensé comme violence répondant à la violence habituelle du patronat ?

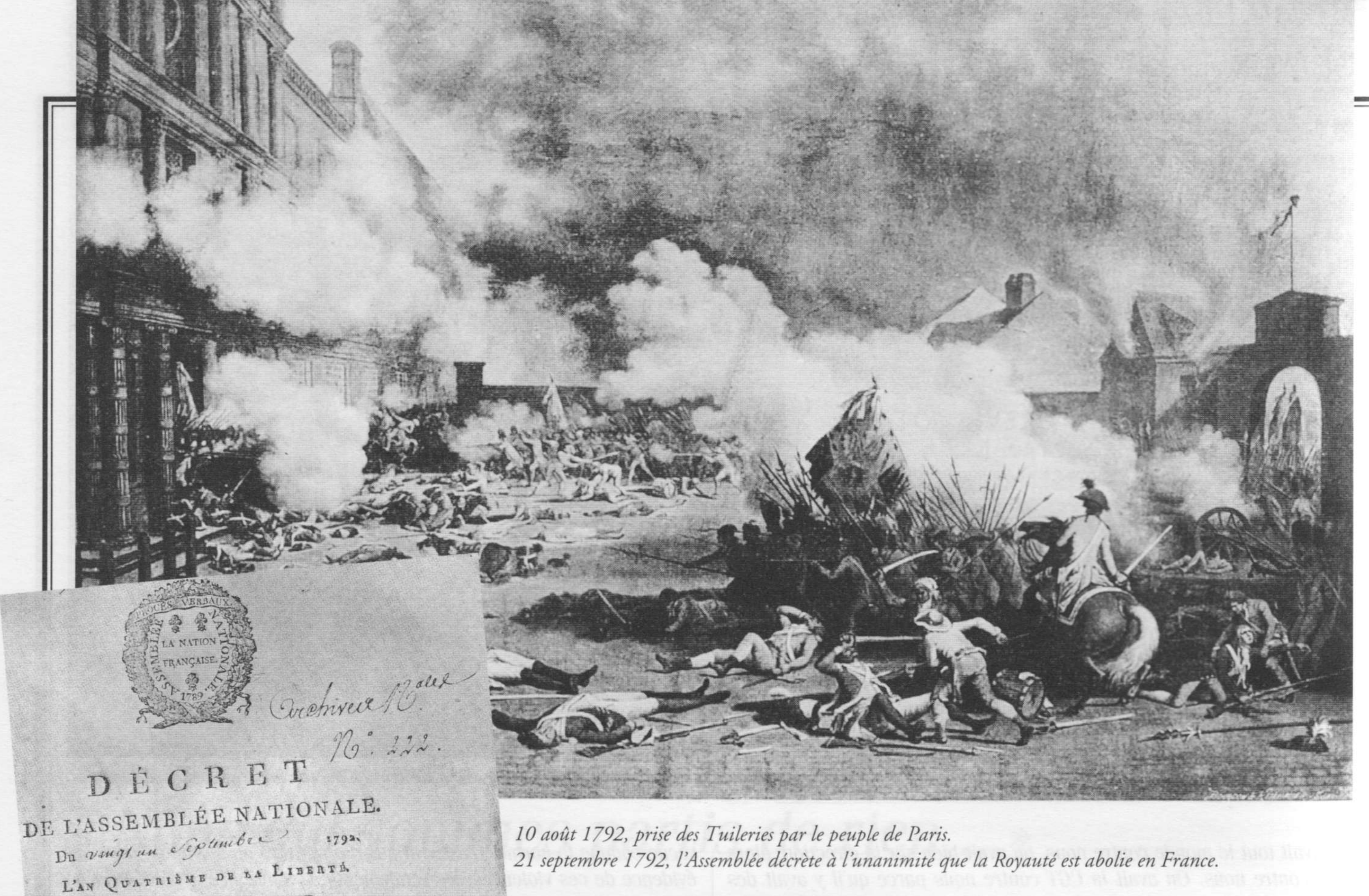
Ca c'est une question importante, parce que c'est vrai que trop souvent, la violence institutionnalisée n'est pas très apparente, elle est même vécue comme la norme. C'est vrai qu'on a fait tout un travail de mise en évidence de ces violences, les rendements, la santé des gens dégradée. C'est une violence extrêmement forte qui est faite contre les salariés, l'amiante par exemple. En 56, on a un salarié qui est licencié pour avoir refusé de balayer l'amiante, alors que les textes demandent à ce que l'on aspire l'amiante.

Tout ce travail culturel est fait à ce moment-là et, je crois, porte ses fruits ensuite au niveau des salariés. L'autre élément c'est qu'on est dans un contexte, notamment il y a eu la diffusion d'un feuilleton qui a beaucoup marqué, c'est Jacquou le Croquant à une heure de grande écoute. C'est vraiment, on se fait justice soi-même et pas dans le détail. Ca a enflammé le pays. 68 est pas loin, hein ? Je crois que ça a été vécu, comme une riposte assez logique à cette violence de la direction. La prise d'otage de la direction a précédé la séquestration.

Pendant l'occupation, on parle de 2 façons d'occuper, celle de la CFDT et celle de la CGT. La première mettant en place des commissions, est-ce que vous pouvez nous en dire davantage ?

En 68, on avait déjà eu quelques éléments. Il s'agit de traduire sur des grands cartons, d'extérioriser les conditions de vie interne. Il y avait, par exemple, un truc sur le saturnisme, on avait expliqué les cadences, les rendements. On faisait cela avec les étudiants. On a refait un peu la même chose en 74, avec plus ou moins de succès parce que c'était pas facile à animer : l'écrit, le dessin, c'est pas une pratique extrêmement fréquente. Dans la foulée de 68, on avait eu une pratique syndicale assez particulière qui était de tirer des affiches de masse, et y compris au niveau interprofessionnel en sérigraphie. On avait eu la volonté d'acquérir les techniques, parce que confier à l'imprimeur de faire nos maquettes, c'était déléguer à l'imprimeur le pouvoir politique de mettre ça en gros, mettre ça en petit. La maquette est vraiment l'instrument politique, tant pour un tract, que pour une affiche. Donc toute la bataille est une bataille culturelle d'acquérir cette pratique par le collectif syndical. Faire nos affiches, nous même, en sérigraphie, on a mis ça en place dans la région, c'était redoutable.

Il me semble que c'est un peu cela qu'on essayait de faire dans les commissions, c'est-à-dire d'essayer par le collectif syndical, de donner une dimension culturelle à ce travail quotidien qui n'arrivait pas à prendre l'initiative suffisamment, que d'ailleurs les journalistes médiatisaient eux-même, et souvent bien, ce n'était pas une coupure. Mais il nous apparaissait important, que les salariés eux-mêmes soient porteurs de cette logique politique. Ca, on a réussit à le faire plus ou moins, parce que c'était quand même compliqué... on mettait parfois quelques semaines, là où il aurait fallu deux heures, il aurait aussi fallu tout un encadrement...



10 août 1792, prise des Tuileries par le peuple de Paris.
21 septembre 1792, l'Assemblée décrète à l'unanimité que la Royauté est abolie en France.

Aux origines de la République une et indivisible

Avec la laïcité et la loi de la séparation, peu de principes fondateurs de la France contemporaine sont de nos jours aussi malmenés que l'héritage républicain, dans sa dimension morale, politique et sociale. Depuis les idéologies folklorisantes et les obscurantismes communautaires, cléricaux et religieux, en passant par les justifications avancées par les héritiers des « coqs du village » d'Ancien régime, on ne compte plus les détracteurs du « jacobinisme » et de la République française (prétendument) hypercentralisée. Alors que le bicentenaire de sa date de naissance, 1792, a été pour l'essentiel escamoté (à une époque avide de commémorations...), les discours sur la démocratie (« droit à la différence », « démocratie de proximité », etc.) ou sur la rationalité administrative garnissent l'argumentaire des contempteurs de « l'exception française ». Il semble donc qu'il est utile et même nécessaire de remémorer le sujet dans sa perspective historique [1], un tel éclairage pouvant inciter les lecteurs à être plus attentif aux enjeux présents des débats que soulève la mise en cause des fondements de la République.

Le roi est bon...

Comme pour répondre à un Edmund Burke, adversaire bien connu de la Révolution, qui estime que la France *se dissoudra, sera démembrée, ou tout au moins tombera en état misérable d'une simple fédération de provinces* [2], la Convention vote, à la demande du député Georges Couthon, le 25 septembre 1792, quatre jours après l'abolition de la royauté, que « la République française est une et indivisible ». D'emblée, la République apparaît, dans ses significations politique et juridique, inséparable de son organisation territoriale.

Pourtant, à lire les cahiers de doléances, rien ne prédisposait les Français à rejeter la royauté et surtout la personne du roi [3] : *la tradition monarchique était si forte, l'idée de la République était si étrangère aux esprits,* écrit Jaurès, *que la France eût cru tomber dans le vide en abandonnant la royauté* [4].

Cet état d'esprit contribue certainement à retenir les députés, après la fameuse séance du 23 juin 1789 (même si l'apostrophe de Mirabeau : « Allez dire à votre maître... » paraît invraisemblable), de considérer Louis XVI comme l'allié naturel des privilégiés en révolte contre la Nation (c'est-à-dire contre la

1- Le XVIIIe siècle n'étant pas mon domaine de recherches habituel, je me permettrai néanmoins de signaler une modeste contribution au bicentenaire de la Révolution française : J. Papp, « La Révolution dans l'Eure », dans Michel Peronnet, *La Révolution 1789-1799*, Horvath, 1989, p. 81-158.

2 - Michelet, *Histoire de la Révolution française*, R. Laffont, 1979, vol. 2, p. 267.

3 - Dans la généralité de Rouen par exemple, on relève tout un vocabulaire qui montre l'affection du peuple pour Louis XVI : « le meilleur des Roys », « le père le plus tendre et le plus chéry », « un roi si bon, si généreux et si compatissant »... Marc Bouloiseau, *Cahiers de doléances du tiers état des bailliages de Rouen, de Gisors et d'Andely*, 3 vol., Rouen, Paris, 1960, 1971, 1974.

4 - *Histoire socialiste de la Révolution française*, Ed. Sociales, 1968, t 1, p. 397.

suppression des ordres et contre l'égalité civile). Au lieu de mettre en accusation et de destituer le roi au lendemain de ce véritable coup d'Etat, ils préfèrent entretenir le sentiment (aussi vieux que les monarchies) que le roi est bon, ce sont les conseillers perfides qui dénaturent sa bonne volonté. Même après la fuite de Louis XVI (20-21 juin 1791), qui est une trahison manifeste, l'Assemblée persiste dans son mensonge, et *il paraîtra plus simple de fusiller les pétitionnaires du Champs de Mars que de déchirer la pitoyable fiction de l'enlèvement,* adoptée le 15 juillet.

Or le roi ayant laissé en partant une lettre qui prouve sans conteste qu'il n'a jamais accepté tout ce qui lui a été imposé depuis deux ans, le principe monarchique lui-même est irrémédiablement atteint [5]. C'est *l'explosion démocratique et républicaine à Paris et un peu partout en France.* A Paris, le brasseur Santerre arme 2000 Sans-Culottes, citoyens passifs du faubourg Saint-Antoine. On démolit les statues des rois et on efface le mot royal sur les enseignes et sur les plaques de rues. *De nombreuses et violentes pétitions venues de Montpellier, Clermont-Ferrand, Bayeux, Lons-le-Saunier, etc., exigent la punition du roi parjure , son remplacement immédiat et même la république* [6]. A Paris, dès le départ du roi, une « Pétition de la Société des Amis des Droits de l'homme et du citoyen aux représentants de la nation » rédigée au Club des Cordeliers affirme *qu'après ce qui vient de se passer il est impossible que vous parveniez à inspirer au peuple aucun degré de confiance dans le fonctionnaire appelé roi et d'après cela nous vous conjurons, au nom de la patrie, ou de déclarer sur le champ que la France n'est plus une Monarchie, qu'elle est une République, ou au moins d'attendre que tous les départements, que toutes les Assemblées primaires aient émis le vœu sur cette question importante* [7]. Jaurès, qui cite longuement ce texte, souligne que c'est le premier manifeste populaire et politique de la République dont Condorcet formulait le manifeste philosophique.

Mais au moment où le temps des illusions s'achève, la cause royale trouve ses plus ardents défenseurs dans la gauche de l'Assemblée constituante (les « aristocrates » et les « monarchiens » formaient alors l'aile droite de l'Assemblée[8]). Barnave, député du Dauphiné, représentant brillant de la bourgeoisie révolutionnaire (c'est lui qui a fait adopter la thèse de l'enlèvement), lance le 15 juillet 1791, dans un discours véhément, les phrases souvent citées : *Allons-nous terminer la Révolution, allons-nous la recommencer ?... Un pas de plus serait un acte funeste et coupable, un pas de plus dans la ligne de la liberté serait la destruction de la royauté, dans la ligne de l'égalité, la destruction de la propriété*[9].

La fusillade du Champ de Mars

Cette prise de position provoque le lendemain une scission au Club des Jacobins. Menés par Barnave, tous les députés membres du Club (sauf quatre, dont Pétion et Robespierre) décident de se retirer entraînant avec eux les trois quarts des sociétaires parisiens. Ils vont fonder le Club des Feuillants (du nom d'un ancien couvent), qui devient le lieu de ralliement de la bourgeoisie modérée, royaliste et constitutionnelle, face aux démocrates du Club des Jacobins et du Club des Cordeliers [10].

C'est sous l'impulsion des meneurs de ce dernier (Danton, Marat, Desmoulins) que le 17 juillet 1791 une manifestation est organisée au Champ de Mars pour déposer sur l'Autel de la Patrie une pétition populaire, semblable à celle qui a été publiée le mois précédent lors de la fuite du roi. En réponse, l'Assemblée décide d'employer la manière forte, et la fusillade du Champ de Mars (ordonnée

5 - Guy Antonetti, *Histoire contemporaine politique et sociale,* PUF, 1986, p. 35-36.

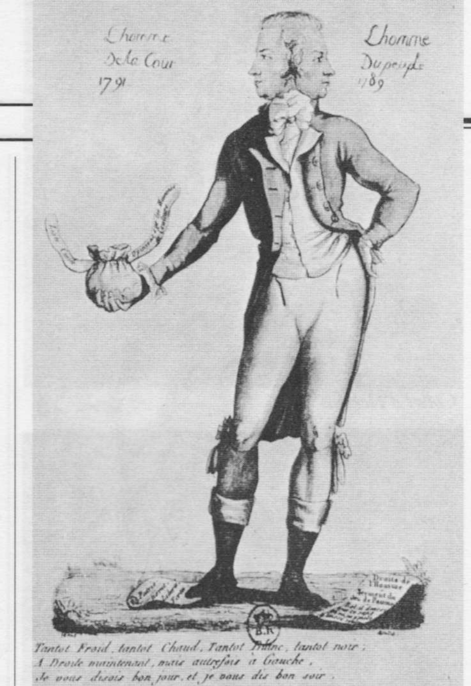
6 - Albert Mathiez, *La Révolution française,* A.Colin/10/18, 1978, vol. 1, p. 219.

7 - Jean Jaurès, *op.cit.,* p. 1063-1066.

8 - Rappelons que ce n'est pas lors de la réunion de l'Assemblée législative en octobre 1791, comme on pouvait souvent le lire dans nos manuels scolaires, mais dès les 10-11 septembre 1789, quand il était question de définir les pouvoirs respectifs du roi et de l'Assemblée (rapports entre l'exécutif et le législatif), qu'apparaît pour la première fois la fameuse distinction entre Droite et Gauche, les députés partisans d'un pouvoir royal fort se groupant (par hasard) à droite du président de l'Assemblée nationale, et leurs adversaires à gauche. Ce vocabulaire sera ensuite adopté dans l'usage politique de tous les pays.

9 - Ces phrases citées par la plupart des auteurs consultés (F. Bluche, S. Rials et J. Tulard, *La Révolution française,* PUF/QSJ, 1989, p. 57 ; A. Mathiez, *op.cit.,* vol. 1, p. 222 ; A. Soboul, *Histoire de la révolution française,* Idées/Gallimard, 1962, vol. 1, p. 264 : M. Vovelle, *La Chute de la monarchie 1787-1792,* Le Seuil/Points-Histoire, 1972, p. 164...) sont tronquées dans F. Furet et D. Richet, *La Révolution française,* Hachette/Pluriel, 1973, p. 143, où le passage significatif concernant l'avenir de la royauté ne figure pas.

10 - Le Club des Jacobins fut fondé à Versailles en mai 1789 dès la réunion des Etats généraux par quelques députés bretons du Tiers Etat. Son nom officiel était Société des amis de la Constitution. Installé à Paris en même temps que l'Assemblée, il accueille tout citoyen pouvant payer une cotisation de 25 livres (somme élevée, correspondant à un mois de salaire environ d'un ouvrier). On y rencontre donc des patriotes aisés et de grands seigneurs libéraux. Le Club des Cordeliers, ou Société des Droits de l'Homme et du Citoyen fut fondé par Danton en juillet 1790. La cotisation n'y est que deux sous par mois, et le recrutement et le style sont plébéiens.



Barnave



Barbaroux



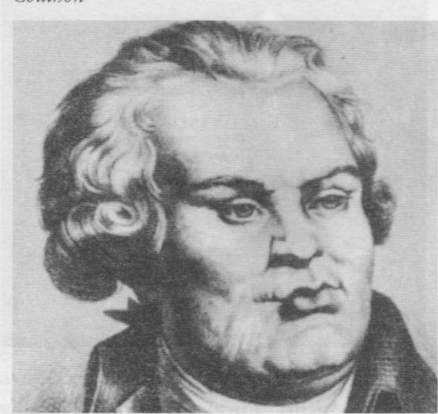
Billaud-Varennes

Brissot




Collot d'Herbois


Condorcet


Couthon

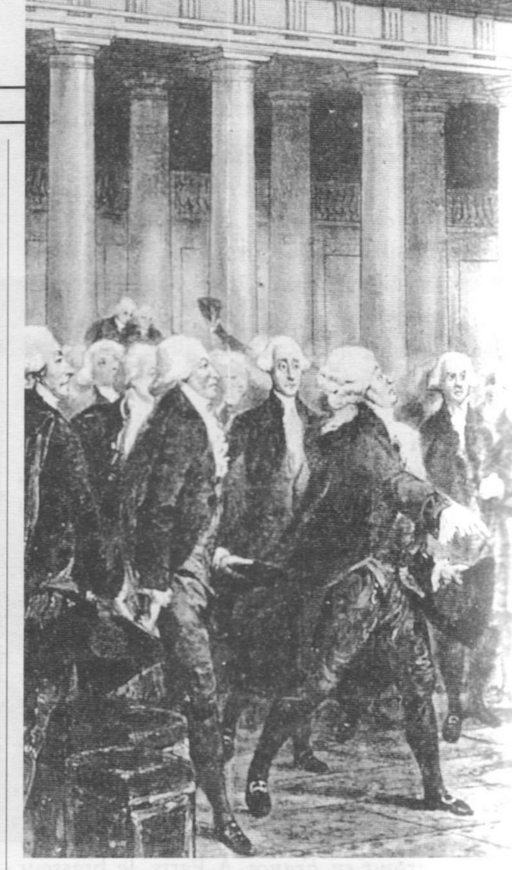

Danton et Grégoire ci-dessous

par le maire de Paris, Bailly, et commandée par La Fayette) va sceller dans le sang de plusieurs dizaines de manifestants tués la rupture entre les bourgeois « modérés », royalistes constitutionnels et les patriotes démocrates, qui incarnent le peuple et qui souhaitent la fin de la monarchie et l'instauration de la république. Cette évolution n'est pas sans effet sur le débat constitutionnel, puisque le caractère censitaire du droit de vote est aggravé (on réserve ce droit aux plus riches des Français) et le pouvoir exécutif restitué à Louis XVI. Aussi bien, la première constitution écrite de la France, qui sera adoptée le 3 septembre 1791, reste-t-elle une œuvre extrêmement fragile face à l'idée républicaine, dont la cohérence repose sur le lien intime entre égalité civile et question sociale, intéressant une partie de la société bien plus grande que celle des principaux bénéficiaires de la Révolution.

La fragilité de la Constitution est directement liée à la personne du roi. Louis a accepté le pouvoir exécutif d'autant plus facilement qu'*il ne s'est jamais senti lié par les signatures et les serments, qu'il estimait avoir donnés sous la contrainte.* Or cette duplicité fait que *le compromis entre le droit divin et la souveraineté nationale est radicalement impossible* [11], et d'autant plus que pendant près de trois mois la France a vécu réellement en république, le roi ayant été suspendu après la fuite à Varennes. Installé dans ses prérogatives, il représente plus que jamais une source de divisions et un agent actif de la politique *qui va précipiter la France dans une aventure guerrière de vingt-cinq ans.*

L'idée de République

A la droite de la nouvelle Assemblée (la Législative, 1er octobre 1791-10 août 1792), se trouve maintenant Barnave et ses partisans. Ils croient pouvoir utiliser Louis XVI pour leur cause, mais deviennent en fait son instrument contre La Fayette, que le couple royal « déteste en silence ». Pour se débarrasser du « héros des deux mondes », ils font élire contre lui à la mairie de Paris le jacobin Pétion, qui aura pour adjoint le cordelier Danton ! A gauche, la plupart des députés sont groupés autour de Brissot et du couple Rolland, les futurs Girondins, qui se méfient à la fois de l'action populaire et de la duplicité du monarque ; ils veulent bien se servir des émeutes pour neutraliser le roi, à condition que celui-ci ne soit pas renversé. Une petite fraction de cette gauche jacobine rejette franchement le pouvoir royal et aspire au suffrage universel et à la république. On y trouve des députés comme Carnot, Chabot ou Merlin de Thionville, qui sont liés au Club des Cordeliers et à Robespierre (qui, de


23 juin 1789, face au marquis de Dreux-Brézé qui ... fameuse apostrophe : « allez dire à ceux qui vous envoie...

20 juin 1792, la foule envahit les Tuileries. Le roi se co... son veto aux décrets de l'Assemblée. Pétion, maire de Par...





a u nom du roi, les députés de se retirer, on prête à Mirabeau sa

même que les autres membres de la Constituante, ne fait pas partie de la Législative). Dans son ensemble, la gauche est de plus en plus suivie dans sa méfiance envers le roi par la masse des députés du Centre, dits « indépendants » ou « impartiaux » (qu'on appellera « Plaine » ou « Marais » à l'époque de la Convention).

n bonnet révolutionnaire qu'on lui présente mais ne revient pas sur
ss it à calmer la foule et rassure le roi.

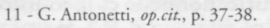


Les forces politiques composent donc un dispositif très compliqué et tout en mouvement. Mais comme l'observe Jaurès, en évoquant *Quinet, qui veut plier l'histoire à la conscience* (et qui est à l'origine de la thèse du « dérapage » reprise par F. Furet), ... *souvent la logique profonde des choses est plus hardie que la logique de l'esprit. La réalité révolutionnaire concluait à la République avant que la conscience française fût préparée à conclure de même : c'est cette discordance entre les nécessités nouvelles des événements et les habitudes persistantes des esprits même les plus audacieux qui fait le drame de l'histoire : et ce drame, il n'est pas au pouvoir du moraliste hautain de l'abolir*[12].

De fait, les responsables politiques, y compris les plus virulents ennemis de la royauté, n'avançaient qu'avec prudence et hésitations : Robespierre eut, le 13 juillet 1791 encore, *les paroles les plus équivoques* sur la république ; *le langage de l'abbé Grégoire fut plus net,* mais lui non plus n'ose pas dire que s'il y a une incompatibilité entre le roi et la Révolution, *nous sommes prêts pour la liberté républicaine* ; quant au *vieux Vadier,* député du Tiers de la sénéchaussée de Pamier, qui prononce le 17 juillet 1791 un discours terrible, il fait croire à tous *que l'homme qui parle du roi avec cette violence est au moins préparé à l'idée de la République.* Or, le surlendemain, le décret sur l'inviolabilité royale ayant été adopté, Vadier déclare à la tribune : *Je déteste le régime républicain, je le crois subversif et inconciliable avec notre situation politique.* Mais plus tard, *il se vantera de son discours contre le roi et se garda bien de rappeler son désaveu de la République*[13]...

La Royauté abolie

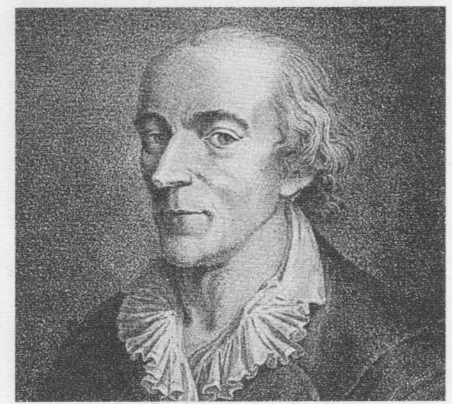
La question de la guerre va agir comme un accélérateur, dans la mesure où les soupçons se confirment que Louis XVI est en connivence avec les monarchies d'Europe, qui préparent l'agression contre la France révolutionnaire. Après la première insurrection parisienne contre le roi (20 juin 1792) et la proclamation de « la Patrie en danger » (11 juillet 1792), le manifeste du duc de Brunswick, le 25 juillet, met le feu aux poudres : reprochant les atteintes portées aux *grands intérêts* des princes allemands



11 - G. Antonetti, *op.cit.*, p. 37-38.
12 - *Op.cit.*, vol. 1, p. 398.
13 - *Ibid.*, p. 1050-1051.



La Fayette



Pétion



Robespierre



Santerre et Vadier ci-dessous





LE MINISTRE
DE L'INTÉRIEUR,

Aux Corps Adminiſtratifs.

Le 21 Septembre 1792, l'an 1.er de la République.

LA CONVENTION NATIONALE eſt formée ; elle prend ſéance, elle vient de s'ouvrir. François ! ce moment ſolemnel doit être l'époque de votre régénération. Juſqu'à préſent vous avez été, pour la plupart, ſimples témoins d'événemens qui ſe préparoient ſans que vous cherchaſſiez à les prévoir, qui ſurvenoient ſans que vous en calculaſſiez les ſuites, & dans le jugement deſquels les paſſions des individus ont ſouvent mêlé des erreurs. La maſſe entière d'une Nation long-temps opprimée ſe ſoulevoit de laſſitude & d'indignation ; l'énergie de la Capitale frappa la première le coloſſe du deſpotiſme. Il s'abaiſſa devant une Conſtitution nouvelle ; mais il reſpiroit encore & cherchoit les moyens de ſe rétablir. Ses efforts multipliés l'ont trahi, & ſes propres manœuvres pour anéantir les effets de la Révolution, nous ont amené une Révolution dernière & terrible. Dans ces années d'agitations & de troubles, ſi de grandes vérités ont été répandues, ſi des vertus, méconnues des peuples eſclaves, ont honoré notre Patrie, de honteuſes paſſions l'ont déchirée.

Circulaire de Roland. « Vous allez, Messieurs, proclamer la République, proclamer la Fraternité ; ce n'est qu'une même chose... »

RÉPUBLIQUE FRANÇOISE.

DÉCRET
DE LA
CONVENTION NATIONALE,

Du 19 Octobre 1792, l'an 1.er de la République Françoiſe.

Invitation aux Amis de la Liberté & de l'Égalité, de préſenter à la Convention des plans, des vues & des moyens propres à donner une bonne Conſtitution.

LA CONVENTION NATIONALE invite tous les amis de la liberté & de l'égalité, à lui préſenter, en quelque langue que ce ſoit, les plans, les vues & les moyens qu'ils croiront propres à donner une bonne conſtitution à la république Françoiſe.

Appel aux amis de la liberté de faire parvenir leurs projets de constitution à l'Assemblée. Signé par Monge.

Du 4 Décembre 1792, l'an 1.er de la République Françoiſe,

Portant que quiconque propoſeroit ou tenteroit d'établir en France la Royauté, ou tout autre Pouvoir attentatoire à la Souveraineté du Peuple, ſera puni de mort.

LA CONVENTION NATIONALE décrète que quiconque propoſeroit ou tenteroit d'établir en France la royauté, ou tout autre pouvoir attentatoire à la ſouveraineté du peuple, ſous quelque dénomination que ce ſoit, ſera puni de mort.

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE, le Conſeil exécutif proviſoire mande & ordonne à tous les Corps adminiſtratifs & Tri-

Réponse de la République à la menace monarchiste et fédéraliste.

Du 10 Juin 1793, l'an ſecond de la république Françoiſe,

Relatif à l'impreſſion, diſtribution & envoi aux Départemens, Municipalités & Sociétés populaires du projet d'Acte conſtitutionnel.

LA CONVENTION NATIONALE, ſur la propoſition d'un membre, décrète que le projet de conſtitution ſera imprimé en placard & envoyé aux départemens, & directement aux municipalités & aux ſociétés populaires ;

Qu'il en ſera donné dix exemplaires à chaque membre de la Convention, qu'il ſera imprimé dans le bulletin ;

Que le projet d'acte conſtitutionnel ſera mis à la diſcuſſion demain midi, & qu'elle ſera continuée à la même heure dans chaque ſéance, juſqu'à ce qu'elle ſoit entièrement décrétée.

Viſé par l'inſpecteur. Signé DELECLOY.

Après la chute des Girondins, la Convention décide qu'elle s'occupera de la Constitution tous les jours, de midi à six heures du soir.

par la Révolution, et se proposant *de faire cesser l'anarchie dans l'intérieur de la France, d'arrêter les attaques portées au trône et à l'autel, de rétablir le pouvoir légal,* le commandant de l'armée prussienne promet, en cas de résistance, *une vengeance exemplaire et à jamais mémorable, en livrant la ville de Paris à une exécution militaire et à une subversion totale*[14].

Devant l'impuissance des députés, les élus des 48 sections de Paris [15] se constituent en Commune insurrectionnelle, après avoir renversé la Commune légale dans la nuit du 9 au 10 août 1792. Le lendemain, à l'appel des insurgés, le peuple des Sans-Culottes rejoint par des volontaires de province s'empare du château des Tuileries. Le roi est arrêté, c'est la fin de la monarchie, et aussi de l'Assemblée législative. Le peuple de Paris doit faire face aussitôt aux armées prussienne et autrichienne, qui marchent depuis les frontières de l'Est sur la capitale pour délivrer Louis XVI.

Au rythme de *La Marseillaise* notamment, qu'elle fait entrer dans l'histoire de la France et dans celle du monde, l'*armée de tailleurs et de savetiers* fait reculer une armée de métier le 20 septembre à Valmy. Le même jour, se réunit à Paris une nouvelle assemblée, la Convention, élue au suffrage universel masculin après le 10 août, pour donner au pays une nouvelle Constitution. Le 21 septembre, le député parisien Collot d'Herbois intervient pour demander que l'Assemblée accomplisse sans tarder le vœu national et décrète l'abolition de la royauté. A l'unanimité, la royauté est abolie.

Le lendemain 22, à la demande de Billaud-Varenne [16], *la Convention décida qu'à compter de la veille, les actes publics, au lieu de dater de l'an IV de la liberté, porterait la date de l'an premier de la République. C'est sous cette forme que la République fut proclamée et que son nom fut inscrit officiellement dans la Révolution. C'était une sublime nouveauté dans l'histoire du monde* [17].

Etat unique

Aussitôt, les débats font rage entre Girondins et Montagnards, à savoir les Républicains modérés qui forment la droite de l'assemblée et qui sont pour la plupart des riches notables de province (Brissot, Vergniaud, Barbaroux, Lasource...), et ceux qui ont organisé la Commune insurrectionnelle et la journée du 10 août (Danton, Marat, Robespierre...), avec le soutien du Club des



Une représentation de Valmy.

Jacobins et des Cordeliers. Le 25 septembre, dès l'ouverture de la séance, les Girondins prenant l'offensive veulent exclure de l'Assemblée Marat et Robespierre et cherchent à réduire Paris à 1/83e d'influence comme chacun des autres départements [18].

Certes, le souvenir récent des massacres a assombri les esprits, et *la France était inquiète,* comme l'observe Michelet. Mais, ajoute-t-il, *l'inquiétude, après les massacres de Septembre, n'était pas... d'être massacré... La crainte générale était moins pour la sûreté des personnes que pour la propriété... Les boutiquiers parisiens avaient vu certainement avec beaucoup de peine le massacre des aristocrates ; mais les vols en plein jour commis sur les boulevards les impressionnaient bien plus... L'inviolabilité du domaine féodal étant une fois rompue, les vieux murs s'étant écroulés et les haies ouvertes, beaucoup perdaient le respect des clôtures, la religion des limites* [19].

Mais la haine de Paris, la volonté de ramener sa municipalité aux fonctions administratives, comme le demande le Girondin Barbaroux, ce serait dévitaliser cet organisme dont les chefs ont démon-



tré qu'ils étaient les seuls capables de mobiliser les énergies pour sauver le pays et la Révolution. Marat, en appelant à l'unité reproche précisément aux Girondins d'être des agents de discorde. Au moment où *il est nécessaire pour le salut de la France envahie que toutes les forces s'unissent, que la République soit une et indivisible, ils en projettent dans l'ombre le morcellement, ils rêvent de fractionner le territoire en je ne sais quelle fédération.*

Robespierre de son côté, sans cesse interrompu par ses accusateurs, explique à ceux-ci que le gouvernement qu'ils veulent est *étranger à nos mœurs, étranger à nos principes d'égalité,* et qu'*un amas de républiques fédératives... serait sans cesse la proie des fureurs civiles ou de la rage des ennemis.* Il demande donc de déclarer que la République française formera un Etat unique, soumis à des lois constitutionnelles, uniforme. Un député de la Plaine, le futur Montagnard Georges Couthon, propose alors un bref décret : *la République française est une et indivisible,* qui est voté à l'unanimité par la Convention. *Les Girondins avaient manqué leur coup,* écrit A. Mathiez concluant l'exposé de *cette grande séance du 25 septembre. Impuissants à atteindre Robespierre, ils avaient grandi Marat en lui donnant l'occasion de se révéler tel qu'il était devant la Convention et devant la France. Finalement, Couthon tira la conclusion du débat en proposant de décréter l'unité de la République. On ne discute pas sur la rédaction et on adopta la formule célèbre : « La République française est une et indivisible ». C'était la répudiation du fédéralisme, du projet prêté aux Girondins de vouloir appliquer à la France la constitution des Etats-Unis* [20].

300 projets

Au prime abord, ce ne sont pas leurs origines sociales et des différences d'opinions politiques qui séparent les deux camps, mais leur façon de concevoir l'unité française. *Mais la bourgeoisie hésitait, car elle avait déjà compris qu'elle aurait peut-être à s'appuyer sur les « départements », où beaucoup de ruraux étaient devenus conservateurs pour résister aux audaces de Paris toujours capable de faire surgir du pavé une émeute de non-possédants.* Or, *pour la grande majorité des Français, le despotisme de l'Etat central* avait *toujours mieux valu que les tyrannies locales,* et *les classes inférieures, qu'il s'agît des habitants des campagnes ou des prolétaires des villes, paraissaient plutôt pencher vers le pouvoir unique auquel elles se souvenaient d'avoir toujours recouru contre les abus de leurs seigneuries particulières* [21].

On comprend donc que le débat sur la structure de l'Etat républicain fut d'une importance fondamentale pour l'objet propre de la Convention, appelée à établir la Constitution qui devait fonder le nouveau régime. Elus le 29 septembre, les 9 membres du comité de constitution

14 - M. Chaulanges, A.-G. Manry, R. Sève, *Textes historiques 1789-1799. L'époque de la Révolution,* Delagrave, 1972, p. 57-59.

15 - Circonscriptions électorales conservées après les élections des députés à l'Assemblée législative. Elles deviennent les lieux de réunion des citoyens « passifs », c'est-à-dire des citoyens pauvres privés de droit de vote. C'est dans les sections des quartiers du centre et de l'est de Paris qu'apparaissent au printemps 1792 les Sans-culottes animés d'un esprit démocratique et égalitaire.

16 - Billot-Varenne (1756-1819), professeur laïc au collège de Juilly, puis avocat et substitut du procureur de la Commune de Paris après le 10 août. Député à la Convention, il sera membre du Comité du salut public en 1793.

17 - J. Jaurès, *op.cit.*, vol. 3, p. 264-265.

18 - A. Mathiez, *op.cit.*, vol. 2, p. 25.

19 - *Op.cit.*, vol. 2, p. 40.

20 - *Op.cit.*, vol. 2, p. 30.

21 - Pierre Lafue, *Histoire du peuple français. De la Régence aux trois révolutions (1715-1848),* Nouvelle Librairie de France, 1952, p. 191-193. Le règne de Louis XI par exemple, est à cet égard tout à fait éloquent, et même celui de Louis IX. P.M. Kendall, *Louis XI,* Fayard, 1974, p. 501 et suite. M. Bourin-Derruau, *Temps d'équilibres temps de ruptures XIIIe siècle,* Ed. du Seuil/Points-Histoire, p. 214.

DÉCRET
DE LA
CONVENTION NATIONALE,

Du 4 Juin 1793, l'an ſecond de la République Françoiſe,

Portant que les Enfans nés hors le mariage, ſuccéderont à leurs père & mère.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport de ſon comité de légiſlation, décrète que les enfans nés hors le mariage, ſuccéderont à leurs père & mère dans la forme qui ſera déterminée. Ordonne l'impreſſion du rapport & projet de décret, & en ajourne la diſcuſſion juſqu'à ce qu'elle ait entendu ſon comité de légiſlation, tant ſur le mode d'adoption que ſur les ſucceſſions en général, ce comité demeurant chargé de préſenter ce travail ſous le plus prochain délai.

Reconnaissance des droits de l'enfant naturel par la République.

Du 8 Juin 1793, l'an ſecond de la république Françoiſe,

Portant qu'il ſera établi dans chaque Département une Maiſon de Secours, deſtinée à recevoir les Pauvres des deux ſexes, perclus de leurs membres.

LA CONVENTION NATIONALE décrète qu'il ſera établi aux frais de la république, dans chaque département, une maiſon de ſecours deſtinée à y recevoir les pauvres des deux ſexes, perclus de leurs membres ou privés de la vue; charge ſes comités d'inſtruction & des ſecours publics, de lui propoſer le mode le plus convenable à employer pour mettre ſur-le-champ en activité ces utiles établiſſemens, & de lui faire demain un rapport ſur les moyens de ſoulager promptement dans toute l'étendue de la république, l'humanité ſouffrante.

« Les secours publics sont une dette sacrée » (art. 71 de la Constitution de 1793).

Des 23 & 28 Mai 1793, l'an ſecond de la république Françoiſe,

Relatifs aux Bâtimens des États-Unis.

Du 23 Mai 1793.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport de ſon comité de ſalut public, voulant maintenir l'union établie entre la république Françoiſe & les Etats-unis de l'Amérique, décrète que les bâtimens des États-unis, ne ſont pas compris dans les diſpoſitions du décret du 9 mai, conformément à l'article XVI du traité paſſé le 6 février 1778.

La République française conserve l'amitié avec les Etats-Unis d'Amérique.

Du 13 Juin 1793, l'an ſecond de la république Françoiſe,

Relatif à l'ouverture d'un Concours pour la compoſition des Livres élémentaires deſtinés à l'Enſeignement national.

LA CONVENTION NATIONALE, ouï le rapport de ſon comité d'inſtruction publique, décrète ce qui ſuit :

ARTICLE PREMIER.

Il ſera ouvert un concours pour la compoſition des livres élémentaires deſtinés à l'enſeignement national.

II.

Il ſera formé une commiſſion d'hommes éclairés dans les ſciences, les lettres & les arts, pour juger entre les différens ouvrages qui ſeront envoyés, ceux qui mériteront la préférence.

III.

Le comité d'inſtruction publique eſt chargé du choix des perſonnes qui compoſeront ladite commiſſion, & d'en ſoumettre la liſte à l'approbation de la Convention.

IV.

« La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens » (art. 22 de la Constitution de 1793).

Du 30 Mai 1793, l'an ſecond de la république Françoiſe,

Relatif à l'établiſſement des Écoles primaires.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport du comité de ſalut public, décrète ce qui ſuit :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura une école primaire dans tous les lieux qui ont depuis quatre cent juſqu'à quinze cents individus.

Cette école pourra ſervir pour toutes les habitations moins peuplées, qui ne ſeront pas éloignées de plus de mille toiſes.

II.

Il y aura dans chacune de ces écoles, un inſtituteur chargé d'enſeigner aux élèves les connoiſſances élémentaires, néceſſaires aux citoyens pour exercer leurs droits, remplir leurs devoirs & adminiſtrer leurs affaires domeſtiques.

DÉCRET

DE LA

CONVENTION NATIONALE,

Du 7 Septembre 1793, l'an ſecond de la république Françoiſe, une & indiviſible,

Qui déclare traîtres à la Patrie & hors de la loi, les François qui ont accepté ou accepteroient des fonctions publiques dans les parties du territoire François envahies par l'ennemi.

LA CONVENTION NATIONALE décrète ce qui ſuit:

ARTICLE PREMIER.

Tous les François qui ont accepté ou accepteroient ci-après, des fonctions publiques dans les parties du territoire de la république envahies par les puiſſances ennemies, ſont déclarés traîtres à la patrie & hors de la loi.

II.

Tous les biens des perſonnes mentionnées dans l'article précédent, ſont confiſqués au profit de la république.

Viſé par l'inſpecteur. Signé BLAUX.

Avis aux collaborateurs...

Du 6 Septembre 1793, l'an ſecond de la République Françoiſe, une & indiviſible,

Contenant des Meſures de ſûreté, relatives aux Étrangers qui ſe trouvent en France.

LA CONVENTION NATIONALE, conſidérant que les puiſſances ennemies de la République, violant les droits de la guerre & des gens, ſe ſervent des hommes même en faveur de qui la nation Françoiſe exerce journellement des actes de bienfaiſance & d'hoſpitalité, pour les diriger contre elle; & que le ſalut public lui recommande des meſures de sûreté, que ſes principes d'union & de fraternité avoient juſqu'ici rejettées, décrète ce qui ſuit:

ARTICLE PREMIER.

Les étrangers nés ſur le territoire des puiſſances avec leſquelles la république Françoiſe eſt en guerre, ſeront mis en état d'arreſtation dans les maiſons de sûreté, juſqu'à ce que par l'aſſemblée nationale, il en ſoit autrement ordonné.

Aux origines de l'internement des ressortissants étrangers en temps de guerre.

Du 25 Août 1793, l'an ſecond de la république Françoiſe, une & indiviſible,

Relatifs aux Subſiſtances.

1.° LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu ſes comités d'agriculture & de commerce, rapporte le décret du 1.er juillet, qui autoriſe les adminiſtrateurs des départemens & des diſtricts qui éprouvent la diſette des ſubſiſtances, à en faire acheter chez les particuliers.

Autoriſe le Conſeil exécutif à faire les réquiſitions néceſſaires pour l'approviſionnement des départemens qui manqueroient de ſubſiſtances, & à prendre toutes les meſures néceſſaires pour l'exécution de ces réquiſitions.

Viſé par l'inſpecteur. Signé BLAUX.

Collationné à l'original, par nous préſident & ſecrétaires de la Convention nationale. A Paris, les jour & an que deſſus. *Signé* MALLARMÉ, *ex-préſident*; AMAR & MERLIN de Douai, *ſecrétaires.*

Le droit de propriété est borné par le droit à l'existence d'autrui.

Du 28 Août 1793, l'an ſecond de république Françoiſe, une & indiviſible,

Qui fait défenſes, ſous peine de forfaiture, aux Corps adminiſtratifs de prendre aucun Arrêté ſur des matières de légiſlation, ou autres qui ne leur ſont pas attribuées par la Conſtitution.

LA CONVENTION NATIONALE, après avoir entendu le rapport de ſes comités de légiſlation & des finances, caſſe & annulle l'arrêté pris par le conſeil général du département du bas Rhin, le 14 de ce mois, ſur la forme de procéder contre les auteurs & complices des manœuvres employées par les ennemis de la république pour décréditer les aſſignats; fait défenſe, tant au conſeil général du département du bas Rhin, qu'à tous autres corps adminiſtratifs, de prendre aucun arrêté ſur des matières de légiſlation, ou autres qui ne leur ſont pas attribuées par la conſtitution, ſous peine de forfaiture; & charge ſes comités de légiſlation & des finances de lui propoſer demain un projet de décret ſur les moyens

L'unité de la République, c'est la même loi pour tous. Décret contre le séparatisme.

appartenaient au groupe girondin (ou « brissotin »), à l'exception de Danton, ministre de la Justice, considéré comme chef de gouvernement depuis le 10 août. Le membre le plus éminent en était Condorcet, le dernier des grands philosophes du XVIIIe siècle. Les travaux du comité furent retardés à cause du procès du roi et du fait qu'on avait admis d'attendre pendant deux mois pour que les meilleurs spécialistes et *tous les amis de la liberté et de l'égalité* en France et dans le monde puissent faire parvenir leurs propositions [22].

Ainsi le comité a dû lire quelque 300 projets. *La plupart reconnaissent que la « démocratie directe » n'est pas praticable et essayent d'y suppléer par l'emploi du référendum, de l'initiative législative, du mandat impératif, de la permanence des Assemblées primaires, du vote obligatoire... L'Allemand Anacharsis Cloots voulait que la République française fût le noyau d'une république universelle... Robespierre n'avait pas déposé de projet de constitution, mais il lut au Club des Jacobins, le 21 avril 1793, l'esquisse d'une nouvelle déclaration des droits de l'homme qui eut un grand retentissement.* S'il considère que l'égalité des biens est une chimère, il refuse de ranger la propriété parmi les droits naturels et de la considérer comme « inviolable et sacrée ». Il fait aussi du droit au travail et du droit à l'assistance des droits naturels fondamentaux et, comme Anacharsis Cloots, il avance des considérations internationales : *celui qui opprime une seule nation se déclare l'ennemi de toutes*, etc.

Document fondateur

Finalement, le comité adopte sans modification le projet rédigé par Condorcet, un *texte long et terne de 402 articles précédés d'un préambule ennuyeux.* Pouvoir exécutif fort, tendance au fédéralisme, nouveau découpage communal pour noyer l'influence des Sans-Culottes, des ouvriers et des artisans des villes parmi les paysans, importance donnée aux assemblées primaires, sont les principales caractéristiques du projet girondin.

Les débats se prolongeant, on n'en est qu'à la Déclaration des droits à l'époque où le conflit entre Girondins et Montagnards atteint son point culminant (mai 1793). Après l'insurrection des Sans-Culottes parisiens (2 juin 1793), qui imposent l'arrestation de 29 députés girondins, les Montagnards reprennent de façon accélérée le travail sur le document fondateur, qui aboutit le 24 juin. Si quelques voix réclament le droit de vote pour les femmes, on en reste au suffrage universel masculin, y compris les étrangers sous certaines conditions [23].

Dans l'ensemble, le droit social prime sur les droits individuels, et l'égalité sur la liberté. Toutefois, les Montagnards font de *l'insurrection...le plus sacré et le plus indispensable des devoirs.* Le pouvoir exécutif à mettre en place est faible et l'Assemblée toute puissante, et dans l'élaboration des lois on veut l'action la plus directe des citoyens. En politique extérieure, *le Peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations ; il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien. Il donne asile aux étrangers bannis de leur patrie pour cause de la liberté. Il le refuse aux tyrans.*

Mais la guerre ne pouvait être gagnée et la Révolution sauvegardée sans un pouvoir exécutif fort. Après le référendum et la fête associée à la célébration du 10 août, la constitution de 1793 fut enfermée dans une *somptueuse « arche » en bois de cèdre pour y être conservée jusqu'à la paix.* De fait, la Constitution de l'an I ne devait jamais être appliquée. *Malgré cela*, pense J. Godechot, *la Constitution de 1793 a, dans l'histoire de la France une importance capitale. Elle devait rester un exemple et un modèle pour les démocrates : Babeuf, Buonarroti, Levasseur (de la Sarthe) en feront l'éloge. Ils en transmettront le souvenir aux rares démocrates de l'époque impériale et de la restauration. Grâce à eux, ce souvenir atteindra les républicains de 1848, qui s'efforceront de prendre pour guide la constitution de 1793. Plus loin encore, les grandes idées, les principes directeurs de cette constitution, ont guidé les constituants de 1946 ; et la première constitution de 1946 portait en de nombreux articles les marques de sa lointaine origine.*

Julien Papp

22 - Jacques Godechot, *Les institutions de la France sous la Révolution et l'Empire*, PUF, 1951, p. 273-289. *Les Constitutions de la France depuis 1789*, GF-Flammarion, 1995, p. 69-92.

23 - L'article 4 montre que pratiquement tout étranger de 21 ans domicilié en France est admis à la citoyenneté française. Attribuer la naissance de la xénophobie et du nationalisme à l'esprit de la Constitution de 1793 est à notre sens complètement erroné. Ainsi P. Lefue, qui écrit dans l'ouvrage cité., p. 193 : *conséquence logique de la souveraineté du peuple, le nationalisme est né et ne cessera de se fortifier*, ne reconnaît que comme facteur d'exacerbation la guerre étrangère et la guerre civile. C'est le défaut, me semble-t-il, de nombre d'historiens que d'être plus attentifs à la « logique » qu'au contexte historique.



Lamartine et « la question sociale »

Les angoisses d'un voyageur au crépuscule de la révolution de 1830

« Les voyages sont l'éducation de la pensée par la nature et par les hommes... Mais l'homme cependant en voyageant ne se quitte pas lui-même ; les pensées qui préoccupaient son siècle et son pays, quand il a quitté le toit paternel, le suivent et le travaillent encore en route »[1]. Parcourant l'Orient de juin 1832 à l'automne 1833, Alphonse de Lamartine s'adonne effectivement à des considérations politiques et sociales sur la révolution de juillet 1830 et l'avènement de la monarchie orléaniste de Louis-Philippe.

Le *Résumé politique du voyage en Orient*, publié à la suite du récit de voyage proprement dit [2], permet au poète, notable déjà riche et reconnu [3], d'affirmer un renversement de ses convictions politiques et de s'interroger sur l'angoissante « question sociale » émergeante.

La révolution de juillet 1830 et l'angoissante problématique sociale

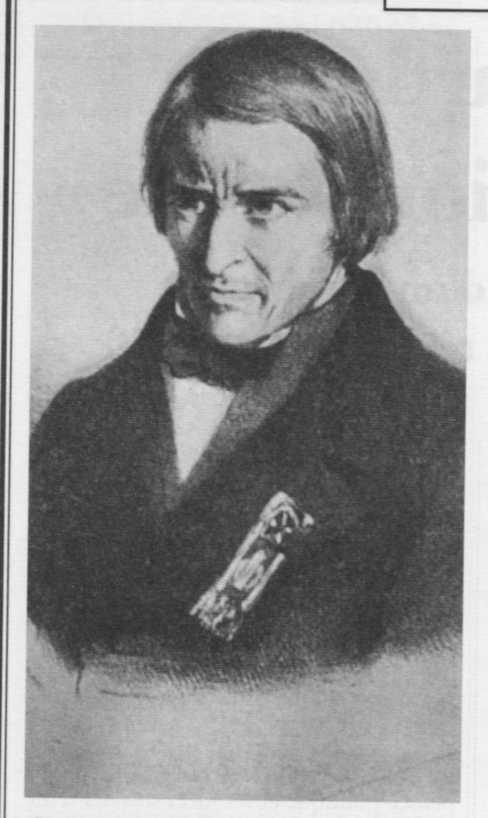
Jusqu'alors Lamartine, issu de la noblesse mâconnaise et formé par les écoles jésuites, se revendiquait de la tradition légitimiste et de la pensée contre-révolutionnaire de Joseph de Maistre. Mais 1830, les barricades et le peuple de Paris en arme, sont pour lui une révélation, le choc angoissant d'une possible remise en cause de l'ordre social. Le périple en Orient qu'il entreprend alors s'apparente tout autant à une quête spirituelle, à une recherche littéraire qu'à une prise de distance avec les événements politique et ses inquiétudes sociales. La révolution « n'est pas finie » affirme-t-il en guise d'introduction à ce *Résumé politique* ; mieux même, il entrevoit la main de la Providence dans la ferveur révolutionnaire de juillet 1830 [4].

Lamartine perçoit avec finesse la problématique sociale plus que politique qui a émergé en juillet. La «question des prolétaires » lui semble désormais la grande question du XIXe siècle. Cette prise de conscience l'incite à en analyser les causes et à dégager des remèdes salutaires : « L'idée de révolution c'est-à-dire de changement et d'amélioration, n'en éclaire pas moins l'esprit, n'en échauffe pas moins le cœur... Aujourd'hui on commence à saisir le plan providentiel de cette grande action entre les idées et les hommes »[5]. C'est alors que se dévoile la pensée politique et les idées sociales d'un poète inspiré par l'idéalisme chrétien et l'utopie socialiste. Lamartine déploie avec toute sa verve les pensées presque stéréotypées du « conservatisme évolutionniste » dans la droite lignée de Lamennais et de Saint-Simon.

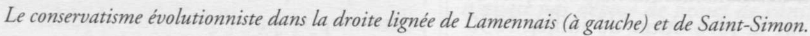
L'ordre établi et la question du prolétariat

A l'instar des philosophes des Lumières, de Saint-Simon, de Michelet, Lamartine estime que l'âge d'or est à venir : La révolution « n'est pas finie ; l'œuvre est tellement plus grave et plus haute »[6]. Mais ce qu'il attend de ce sens de l'histoire, ce qu'il entrevoit en 1830, c'est l'avènement d'un âge de vertu et de religion, une époque de charité. Pour Lamartine comme pour Lamennais [7], la liberté est d'origine chrétienne et la vérité est d'essence divine mais l'homme ne se meut que par la raison éclairée de son intelligence.

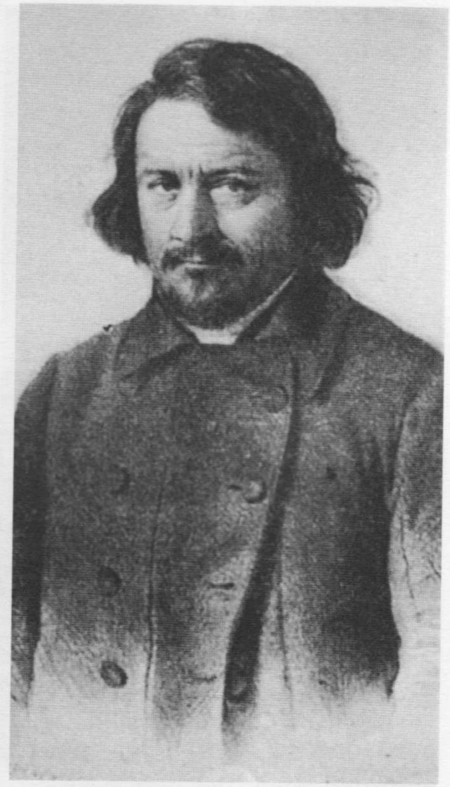
1 Lamartine : *Voyage en Orient. Souvenirs, impressions ; pensées et paysages pendant un voyage en Orient*, Paris, Hachette et cie, 1835, p.507.
2 Lamartine : Idem, p. 507-534.
3 Certaines de ces œuvres ont été de vrai succès en librairie telles *Méditations* (1820), *La mort de Socrate* (1823) ou encore *Harmonies poétiques et religieuses* (2 Volumes, 1830). En 1825, Lamartine est par ailleurs nommé par le gouvernement de Charles X chargé d'affaires à Florence et en 1829 il entre à l'académie française.
4 Lamartine : p.508.
5 Lamartine : p. 508.
6 Lamartine : p.508.
7 Lamennais : *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, Paris, 2 volumes, 1817 et 1820.







Le conservatisme évolutionniste dans la droite lignée de Lamennais (à gauche) et de Saint-Simon.



Un socialisme d'inspiration évangélique avec Pierre Leroux.

L'inspiration évangélique, presque messianique, de son discours, le recours à la Providence dans sa philosophie de l'histoire, lui permettent de justifier la chute des Bourbons en juillet 1830 et l'échec de la Restauration. Lui, le légitimiste convaincu, compare la faillite du régime de Louis XVIII et de Charles X à un parjure. La Restauration, après la révolution de 1789 et l'empereur honni, avait reçu de la Providence la mission de conduire la France et de préparer le règne de la charité politique et sociale. Elle a échoué car «la question du prolétariat» s'est affirmée avec force au milieu d'un océan d'indifférence.

« La situation des prolétaires doit être résolue »[8], il en appelle à la raison et à « la charité sociale ». Si la raison selon Lamartine est providentielle, le principe de « charité sociale » s'affirme bien comme un fait de l'homme vertueux et raisonnable. Ce dont il est question ici c'est de la réalisation de l'égalité sociale et de l'avènement de la dignité morale : « La charité c'est le socialisme, l'égoïsme c'est l'individualisme »[9]. Mais de quel socialisme parle le poète et que recouvre le principe antinomique d'individualisme ?

La pensée de Lamartine apparaît donc comme « progressiste », son socialisme d'inspiration évangélique se rapproche en ce sens des «utopistes » du début du XIX[e] siècle. Pierre Leroux, saint-simonien convaincu, n'idéalise t'il pas le travailleur chrétien et son œuvre à la fois morale et sociale [10] ? L'ordre nouveau dont se prévaut Cabet ne se réfère t'il pas au « Christ prolétaire »[11] ? Mais Lamartine se distingue des « socialistes utopiques » par son attachement indéfectible au droit de propriété. C'est là le cœur et la raison de son questionnement social, la cause de ses inquiétudes face aux révolutionnaires de 1830, c'est aussi l'assise beaucoup plus large de ses réflexions politiques et sociales.

La propriété chez Lamartine est presque sacralisée. L'ordre social qui se fonde sur elle lui semble le seul viable ; c'est l'ordre même de Dieu. S'il en appelle à la charité c'est bien pour conserver cette ordonnance divine. Pour éviter la subversion et donc les risques sur le droit de propriété, il demande le philanthropisme des possédants.

« C'est de la situation des prolétaires qu'est née la question de la propriété » affirme t-il ; or la propriété doit être protégée, « condition sine qua non de toute la société »[12]. Pour ce faire Lamartine interpelle les possédants et leur reproche leur individualisme. Mais cette critique n'a de sens qu'au regard du conservatisme social dont il se fait le chantre. S'il cherche à convaincre les possédants d'une nécessaire et vitale « charité sociale », c'est à la fois par humanisme chrétien mais aussi par prévoyance. Il s'agit d'accorder quelques adoucissements aux masses pour prévenir l'explosion sociale et tout atteinte à la propriété.

Lamartine croit à la sagesse et au bon sens salutaire pour vaincre la misère. Il se situe là dans la lignée du christianisme sociale du pasteur anglais Charles Kingsley ou de Lamennais. Il ne s'agit pas de remettre en cause l'ordre social mais de le préserver grâce à l'intelligence et à la bonne volonté. S'il pourfend l'égoïsme et l'individualisme c'est pour éviter la subversion sociale liée à la misère, c'est pour convaincre et inciter les possédants à la philanthropie. « La charité, c'est le socialisme » affirme t-il ; ce socialisme c'est celui du respect des valeurs morales traditionnelles, c'est celui de la coopération et de l'association, c'est celui des petits propriétaires, des petits commerçants, des petits artisans dont le rôle en juillet 1830 a été essentiel. Finalement Lamartine reflète les « progressistes » de son temps partagés entre l'utopie sociale et le socialisme chrétien.

L'expansion coloniale : la bonne conscience d'un exutoire social

En 1830 l'inquiétude sociale et l'angoisse d'une remise en cause de l'ordre établi submergent le poète au prise avec son obsession du droit de propriété. Le «péril d'une plèbe sans culte »[13] hante le voyageur en Orient de 1832-



L'insurrection du 28 juillet 1830. Les barricades et le peuple de Paris en arme sont un révélation pour Lamartine.



Portrait au crayon de Théodore Chassériau. Lamartine en 1832.

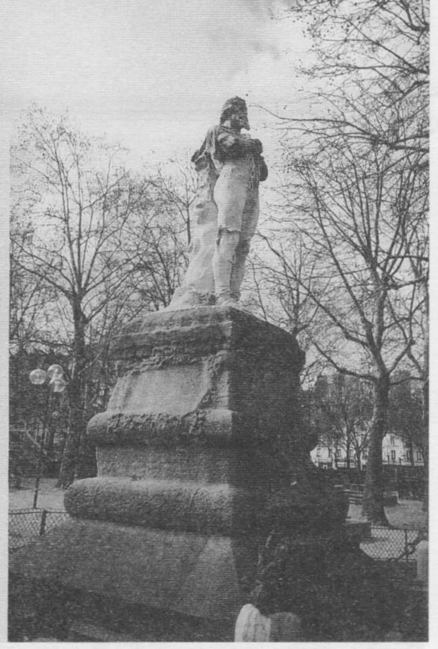
1833. C'est au cœur même de l'empire ottoman qu'il entrevoit alors l'utopie d'une colonisation susceptible à la fois de civiliser l'Orient et de résoudre la « question sociale » de l'Occident. Ce lyrisme mêlé de romantisme et de saint-simonisme, le conduit à considérer l'écroulement de l'empire turc et le salutaire besoin d'expansion de l'Europe : « Un besoin incontestable résulte pour la France et pour l'Europe, un besoin d'expansion », il y a « une grande crise civilisatrice en Europe et une crise d'ordre inverse en Asie… L'excès de vie qui va déborder chez nous peut et doit s'absorber sur cette partie du monde »[14]. Dans son esprit c'est donc bien par l'expansion « coloniale » qu'on stimulera l'industrie européenne, bénéfique pour les prolétaires et salutaire pour la propriété. Lamartine propose de partager l'empire ottoman entre les puissances européennes, à titre de protectorat, et d'y créer des villes libres ou des colonies européennes mêlées aux populations orientales qui « ne demandent que propriété, sécurité et liberté »[15]. La nécessité de « charité sociale » trouve ici son pendant avec l'ébauche, dès 1832-1833, d'une théorie de l'expansion. Les prémices d'une justification sociale et civilisatrice du colonialisme, comme le fera plus tard Jules Ferry, sont posées.

L'homme de 1848

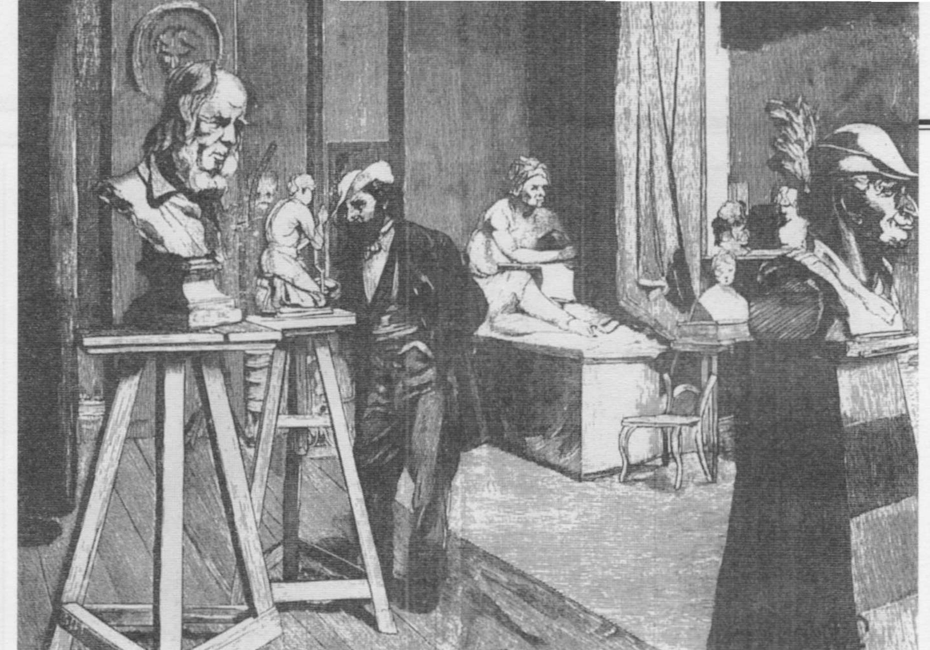
Le *Résumé politique du voyage en Orient* permet à Lamartine, avant son ascension politique, d'abord comme député de Berges et de Macon puis comme ministre des affaires étrangères et chef du gouvernement provisoire de 1848, d'exposer ses angoisses sociales après la révolution de juillet 1830 et ses pensées politiques. On y découvre le tenant de l'ordre établi, assise d'un droit de propriété quasi-sacralisé. Et pour garantir cette ordonnance divine, Lamartine en appelle à « la charité sociale » et à la philanthropie de l'expansion coloniale. A la croisée des chemins des « progressistes » et des conservateurs du début XIX[e], le poète s'affirme déjà comme l'homme de 1848. Ses convictions et ses principes sont affirmés ; ils ne seront pas démentis : « La charité bien ordonnée est nécessaire pour empêcher la richesse d'être oppressive et la misère d'être envieuse et révolutionnaire »[16].

David Vinson

8 Lamartine : p.514.
9 Lamartine : p.514.
10 Pierre Leroux : *De l'humanité, de son principe et de son avenir*, Paris, 1840.
11 Etienne Cabet : *Voyage en Icarie*, Paris, 1840.
12 Lamartine : p.514-515.
13 Henri Guillemin : *Lamartine*, Paris, Le Seuil, 1987, p.69.
14 Lamartine : p.515-516.
15 Lamartine : p.526 et 530.
16 Lamartine : *Lettre à Martin Doisy*, 5 octobre 1843.



Le Monument à Michel Servet, place de la mairie du XIVe arrondissement à Paris.



Atelier de Jean Baffier (dessin Marc Aurèle).

Jean Baffier ou l'intolérance monumentale...

La renommée du sculpteur français Jean Baffier (1851-1920) n'a guère dépassé son Berry natal, et encore faut-il remarquer, qu'en l'espèce, sa postérité est très sélective. Les œuvres de l'artiste sont peu montrées au public, sauf dans quelques musées de province (à Bourges et Sancoins dans le Cher, à Châteauroux dans l'Indre et à Nevers dans la Nièvre) et grâce à quelques monuments publics qui n'ont pas été détruits ou déplacés — les plus connus sont certainement le *Monument aux Enfants du Cher morts en 1870* érigé à Bourges en 1907 et le *Monument à Michel Servet* inauguré l'année suivante, sur la place de la mairie du XIVe arrondissement de Paris. Le reste de l'œuvre sculpté de Baffier fut condamné à l'invisibilité, soit parce que les bronzes furent fondus pendant l'Occupation dans le cadre de la campagne de récupération des métaux non-ferreux, soit parce qu'on ne prit guère soin des plâtres originaux fragiles, selon un manque d'intérêt plus large pour la sculpture « académique » du XIXe siècle, ou encore parce qu'il s'agissait de pièces d'arts appliqués – cheminées monumentales, surtouts de tables, drageoirs et autres candélabres – qui furent longtemps condamnées à la désaffection du public et d'une majorité de conservateurs de musées. Le premier mérite, et ce n'est pas le moindre, de l'ouvrage abondamment documenté et richement illustré de Neil Mc William est d'avoir réussi à réunir cette œuvre éparse et démembrée, plongée dans l'oubli.

Un sentiment revanchard

Professeur d'histoire de l'art à l'université de Warwick et spécialiste reconnu du XIXe siècle français, l'auteur retrace le parcours de cet artiste, fils de vigneron, qui, avant de fréquenter l'École des Beaux-Arts de Nevers et l'École des Arts décoratifs à Paris, eut la révélation de sa vocation de sculpteur devant la cathédrale de Nevers où il fit son apprentissage de tailleur de pierre. Ces détails pourraient paraître superficiels, tant ils sont récurrents dans la légende de la formation des artistes du XIXe siècle – Rodin, qui publiera en 1914 un livre sur les *Cathédrales de France* appartient aussi à cette génération et s'inscrit dans cette même lignée revendiquée des tailleurs de pierre issus du Moyen Age. Mais comme le montre Neil Mc William, cette éducation première, pour ne pas dire primaire, façonnera durablement la personnalité, l'œuvre et les engagements de Baffier. Les années de jeunesse de l'artiste sont également marquées par la Guerre de 1870 qui interrompt momentanément sa formation, l'oblige à retourner en province jusqu'en 1875, reporte sa carrière parisienne et le dote d'un puissant sentiment revanchard. C'est en effet dans le sillage de l'Année terrible et dans l'effervescence politique des décennies 1870-1880 que Baffier devient un sculpteur jouissant d'une renommée certaine, même s'il continua, pour des raisons économiques, à être le praticien de quelques sculpteurs tels Gautherin, Aimé Millet, Aubé et Rodin.

Un esprit simple et franc...

Neil Mc William a opté pour une lecture de l'œuvre de Baffier, augmentée d'une biographie de l'artiste. Ce parti pris judicieux lui permet d'appréhender l'évolution de l'œuvre du sculpteur, tant du point de vue plastique qu'à travers les objets et les sujets, en écho au parcours politique du citoyen. Encore qu'il soit difficile de dissocier les deux, tant les engagements de Baffier sont entiers, ainsi que le montre Neil Mc William, à partir d'une documentation exhumée d'archives, de collections et de fonds demeurés jusqu'alors inexplorés. En sept chapitres d'une grande densité, l'ouvrage propose donc aux lecteurs une approche de « l'intolérance monumentale » de Baffier, pour en reprendre le titre efficace.

Cette histoire s'ouvre sur une sorte de fait divers : le 9 décembre 1886, le sculpteur blesse de sa canne-épée le député parisien Germain Casse, qu'il avait soutenu lors des élections législatives de 1885 et dont la conduite l'a déçu. L'artiste déclare avoir voulu punir « ceux qui gouvernent mal ». Arrêté, il est traduit devant la Cour d'assises de la Seine en avril 1887. Considéré comme un simple d'esprit, jugé irresponsable et relaxé, Baffier quitte le Palais de justice sous les acclamations du public. L'artiste avait dû son acquittement à une apparente naïveté et à un tempérament jugé sanguin. Le rapport médical d'un aliéniste avait d'ailleurs conclu au manque de pondération d'un esprit simple et franc. Six mois avant de l'agresser, Baffier avait pourtant déjà publié une tribune violente contre le député Casse, sous le titre Le Réveil de la Gaule ou la Justice de Jacques Bonhomme, prouvant que l'altercation physique était en quelque sorte préméditée. Ce fut la première méprise concernant la personnalité et l'action de Baffier, dont l'antiparlementarisme revêtait une forme violente. Dans la lignée de cette incompréhension, le personnage de Jacques Bonhomme que l'artiste exposa au Salon de 1885, avec sa musculature puissante, son visage courroucé, ses pieds plantés dans la glaise et sa hache menaçante, n'était pas qu'un beau morceau réaliste et expressif de sculpture dédiée à un homme du peuple. Comme l'explique Neil Mc William, il s'agissait d'une sorte de double du sculpteur décidé à venger une « nation émasculée par l'Allemagne » depuis la Guerre de 70. Véritable « justicier des Gaules », Jacques Bonhomme-Baffier se proposait de revitaliser la France par l'instauration d'une « République franco-gauloise » qui colportait un désir de revanche.

La méprise

Dans les mêmes années 1880, en marge des concours pour des monuments publics destinés à honorer des figures révolutionnaires, dont la III[e] République revendiquait l'héritage, Baffier réalisa plusieurs sculptures. La méprise se poursuit, car les personnalités honorées par Baffier sont des révolutionnaires ambigus et violents – Marat (1885), Saint-Just (1886) ou Danton (1888) – auxquels le sculpteur donne souvent des expressions terribles, que renforce un traitement plastique tourmenté. L'histoire que retrace aussi Neil Mc William du Marat, acquis par la Ville de Paris, refusé par nombre de quartiers de la capitale, et qui trouva finalement un emplacement discret au parc Montsouris, est donc moins anecdotique qu'il n'y pouvait paraître. Par une nouvelle confusion, la Révolution française était surtout pour Baffier le moyen d'honorer Thermidor, ainsi que le démontre Neil Mc William, en développant une série de comparaisons avec les sculptures de nombreux statuaires parisiens contemporains de l'artiste berrichon, qui furent des acteurs de la « statuomanie » de la III[e] République.

Quiproquo sur le personnage

La commémoration de la guerre franco-prussienne fut l'occasion d'un autre quiproquo. Entre 1896 et 1907, Baffier réalisa à destination de la ville de Bourges le *Monument aux Enfants du Cher morts pour la Patrie*, rapidement surnommé *L'Homme-taureau*. Le projet connut plusieurs modifications. Et du programme initial, il ne resta que la statue de *L'Espoir*, ainsi définie par le sculpteur : « J'ai représenté un jeune fils de la terre de Gaule. Bien appuyé sur son sol natal, sa main droite tient la charrue, son œil regarde au loin, interrogeant l'horizon et cherchant à reconnaître son ennemi. De sa main gauche, il presse sur son cœur le glaive sacré qu'il tirera pour défendre son champ, sa famille et sa foi... ». Renouant avec la fureur du bûcheron *Jacques Bonhomme*, *L'Homme-taureau* était loin des valeurs républicaines. Semblable aux figures de paysans, greffeurs, bergers ou vignerons et aux scènes rustiques qui fondent son œuvre, *L'Homme-taureau* était apparemment conforme au naturalisme républicain des années 1870-1910. Mais la parenté de cette œuvre avec les figures terriennes du nationalisme barrèsien, conjuguée au rejet viscéral du naturalisme de Zola et à la celtomanie de l'artiste doublée d'une fascination pour l'identité gauloise, font de ce monument un hymne à la race et à la revanche, dont la violence est mise en lumière par Neil Mc William, grâce à des comparaisons avec d'autres représentations contemporaines de Gaulois, beaucoup plus idéalisées et romantiques. Neil Mc William poursuit son propos avec le *Monument à Michel Servet*, qui devait rendre hommage au philosophe et médecin catalan brûlé sur ordre de Calvin, à Genève, en 1553. Dans le contexte des grandes luttes républicaines en faveur de la laïcité, Baffier conçut un monument très expressif, illustrant le martyre de Servet, dans une veine expressive semblable à celle du *Monument au Chevalier de La Barre* d'Armand Bloch, initié par la Libre Pensée. Mais cette sculpture publique avait été commandée à l'artiste, par le comité des Amis de la Liberté de Conscience, que présidait le pamphlétaire boulangiste, nationaliste et antidreyfusard, Henri Rochefort, en riposte catholique à plusieurs sculptures parisiennes érigées par des sociétés républicaines et laïques : le *Monument à Etienne Dolet*, libre-penseur brûlé vif par l'Inquisition en 1546 et le *Monument au Chevalier de La Barre*, supplicié à l'âge de 19 ans, en 1766, pour n'avoir pas salué une procession religieuse. La méprise était encore à l'œuvre, dont Neil Mc William décrypte ici soigneusement l'ampleur.

Une apparence folklorique

Neil Mc William s'intéresse ensuite à l'engagement nationaliste et antidreyfusard du sculpteur, que redouble un antisémitisme virulent. Grand lecteur de Drumont, de sa *France juive* et de son journal *La Libre Parole*, Baffier se consacra à ces causes sur plusieurs fronts. Il pétitionne, souscrit à deux reprises au Monument Henry et félicite Drumont de son initiative : « Quel succès remporte votre liste et quel courant d'idées indique votre souscription ! C'est touchant et ça nous revenge un peu... », s'exclame-t-il avant de poursuivre : « Entre vous, qui êtes un grand ouvrier, et moi, qui ne suis qu'un petit artisan, il y a aujourd'hui des vibrations que bien des gens ne pouvaient pas soupçonner il y a seulement un an ». Baffier publie aussi une plaquette intitulée *Objections sur la médaille à Monsieur Zola offerte à propos de l'Affaire Dreyfus*, où il critique moins la médaille gravée par son confrère Alexandre Charpentier « qui a eu le grand talent de tirer une belle œuvre d'un vilain homme », qu'il ne s'en prend à Zola le naturaliste, l'auteur d'un roman insultant pour la paysannerie : « *La Terre* de M. Zola était non seulement un mauvais livre, mais aussi une mauvaise action », explique-t-il, posant par ailleurs que « L'Italien Zola qui joint à la perfidie latine la rapacité sémitique, déversant depuis trente ans les produits empoisonnés de son âme corrompue sur tout ce qui restait de sain et de noble dans nos traditions celtiques [...], entre dans la catégorie des ennemis de la France, autrement à craindre que les Bismarck et autres guerriers redoutables ». Choqué que l'on puisse, en reconnaissance de son engagement, offrir une médaille à Zola, Baffier créa à son tour, et sur l'initiative de l'Action française, une médaille qui fut remise en juin 1907 au général Mercier « justicier du traître Dreyfus ». Neil Mc William étudie dans le détail les implications de l'engagement antidreyfusard et nationaliste de Baffier dans une œuvre d'apparence « folklorique », mais qui fut sérieusement mise au service de l'identité nationale. C'est là l'apport décisif de cet ouvrage que de démontrer comment l'antirépublicanisme, la celtomanie, le goût pour le passé, la fascination pour la force et la promotion de la culture rurale sous-tendent la personnalité et l'œuvre de Jean Baffier le régionaliste. Dans une lettre adressée en 1898 à Drumont, l'artiste étalait ses titres : « sculpteur berrichon, berrichonnant, président de la Société des Gars du Berry, directeur du *Réveil de la Gaule*, membre du Comité de l'Union Française Antijuive, professeur d'esthétique française à la Jeunesse Antisémite et Nationaliste ». Quand, en 1902, il se présenta vainement aux élections législatives de Saint-Amand-Montrond, dans le Cher, avec un programme de « rénovation sociale et morale », Baffier expliquera dans sa profession de foi, avec un manifeste souci de cohésion : « C'est en considération de ces tendances que j'ai fondé *Le Réveil de la Gaule*, que j'ai été planter un clou dans le ventre à Germain Casse, mandataire renégat et banquiste éhonté, afin d'être logique et conséquent avec mes théories ; que j'ai fondé la *Société des Gars du Berry* en 1888 ; que j'essaie de mettre en attitudes d'hommes des êtres moqués et méconnus ; que j'exalte la vertu du vrai paysan de France qui tient en mains la source de vie, de prospérité et de gloire de notre nation. Voilà pourquoi enfin je glorifie la nature ». La confusion de l'art et de la politique était flagrante. Encore fallait-il en écrire l'histoire. C'est maintenant chose faite avec le présent ouvrage.

L'étude de Neil Mc William s'achève sur la postérité de l'œuvre sculpté de Baffier, dans les années 1920-1930 et jusque sous l'État français de Vichy conduit par un « maréchal paysan ». Les valeurs terriennes, rurales, médiévales, corporatives et régionalistes de Baffier, réunies sous le vocable apparemment désuet de « folklore », ne pouvaient qu'être en harmonie avec l'idéologie de Vichy qui estompa durablement la violence et la dureté d'une œuvre dont le réalisme brutal aurait dû au moins interloquer ses spectateurs. Dans un tel contexte, il est donc peu surprenant que cette étude ait été conduite par un historien d'art anglo-saxon. Augmenté d'un important appareil de notes et d'annexes qui en fait un outil précieux, ce livre devrait, sans plus attendre, être traduit en français. En effet, au-delà de la dimension « berrichonnante » de l'artiste, ce parcours régionaliste vaut pour nombre de sculpteurs dans la mosaïque des terroirs français. Avis aux éditeurs courageux – s'il en reste ? –, car il s'agit là d'une question de salubrité.

Bertrand Tillier

- Neil Mc William, *Monumental Intolerance, Jean Baffier, A Nationalist Sculptor in Fin-de-Siècle France*, Penn State University Press (326 pages).





Les barques du fleuve Niger

Les fleuves et rivières ont toujours des voies de circulation recherchée par les hommes. L'eau source de vie devient moyen de communication et d'échange. Quand on est un tant soit peu marin et qu'on voyage en Afrique on est surpris par les différents types de barques, de pirogues qui naviguent tant sur mer que sur les fleuves. En y regardant de plus près, on est encore plus surpris quand on découvre que l'on traverse la rivière sur une barque cousue… Oui vous avez bien lu, sur une barque cousue !

C'est vrai qu'à nos yeux d'Européens, cette technique de couture semble exclure toute garantie de solidité, mais à l'usage on se rend vite compte que ça tient et qui plus est ça tient bien.

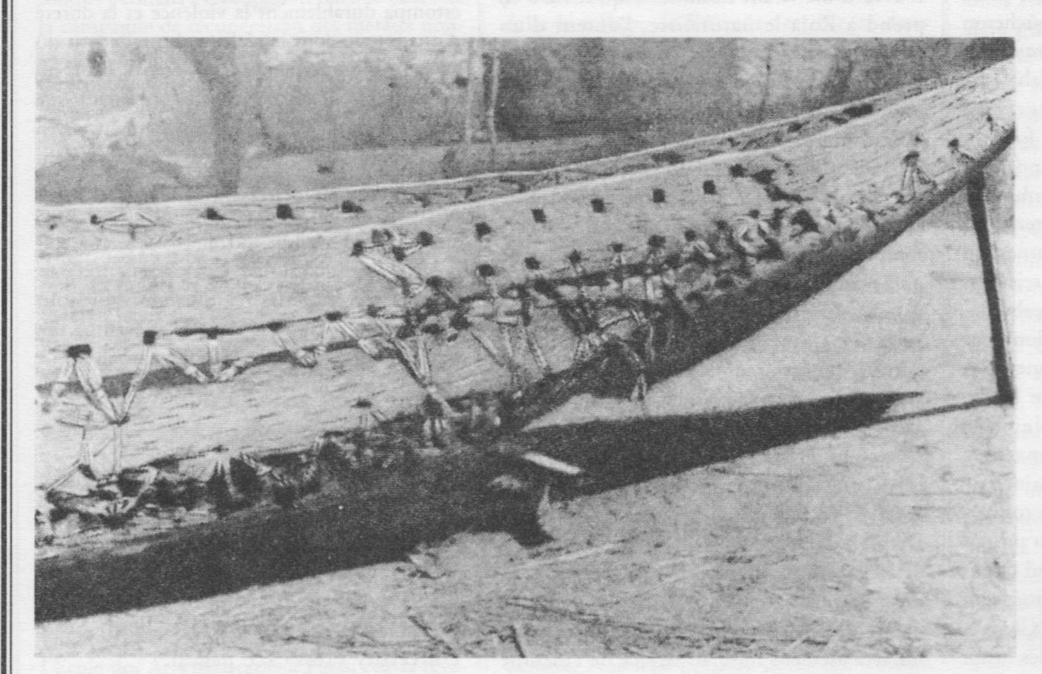
Première remarque, mais est-il nécessaire de le préciser, si de nombreux pays sont encore recouverts d'une forêt importante, pour bien d'autres en milieu sahélien, le bois est une denrée rare en quantité et en qualité. Pas question d'espérer trouver des planches assez longues pour faire des pirogues de 15 voire 18 mètres de long. Il faut donc assembler les diverses pièces de bois. L'ingéniosité et l'astuce viennent alors remplacer l'absence de moyens techniques dits modernes.

Plusieurs types de barques se côtoient sur le fleuve. Les pirogues creusées dans un seul tronc d'arbre sont de dimensions réduites, les extrémités sont taillées en rostre. Elles sont rares dans les zones non forestières. Parfois on rencontre des pirogues formées de deux troncs d'arbres évidés et rassemblés par une ligature médiane, une ligature, des barques de pêche non pontées, non couvertes, allégées et mobiles, pouvant passer à peu près partout, pouvant démarrer rapidement, elles peuvent cependant transporter de 2 tonnes à deux tonnes et demi de marchandises. Les barques de transport, plus longues, plus lourdes, aménagées soigneusement peuvent transporter jusqu'à 10 et 12 tonnes. Mais globalement les formes sont à peu près les mêmes.

Des barques, dont les planches sont assemblées uniquement avec des ligatures se rencontrent dans la région du lac Débo. Elles sont construites avec des planches de palmier Doum très étroites, de 20 à 25 cm sur environ 1,50 mètres de long. . Les planches sont attachées avec des ligatures de cordes, l'étanchéité étant faite avec un bourrelet intérieur et extérieur en paille de riz. La corde est faite en feuille de Doum. Les ligatures doivent être refaites tous les mois.

La construction de la pirogue de Djenné est plus complexe

Chaque village possède son ou ses fabricants de bateaux. Sur le fleuve Niger, ce









Tombouctou. - *Sur les quais de Kabara*

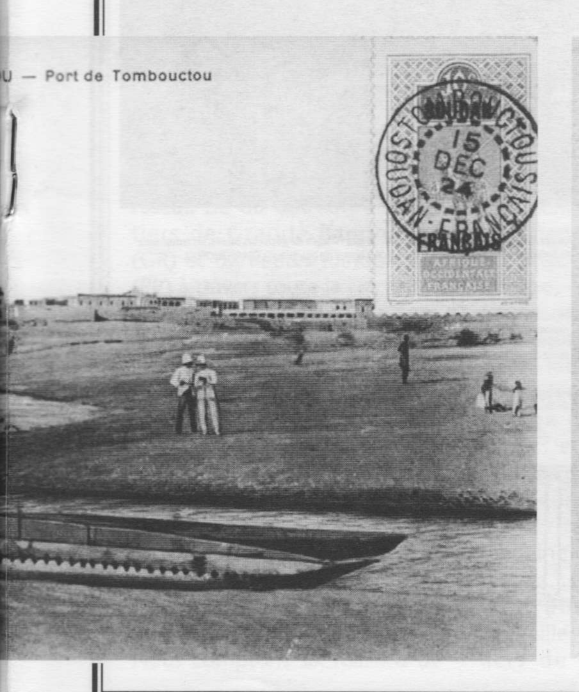
sont souvent des Bozo qui à proximité du fleuve installent leurs chantiers sur des surfaces à peu près planes. Des seccos donnent un peu d'ombre pour protéger l'homme et le bateau. La matière d'œuvre est rare et les barques accidentées, les moindres planches sont récupérées. Cependant les principales pièces maîtresses nécessitent l'achat de bois en provenance de la zone forestière. Le bois employé est du Cailcédrat, du Karité. L'outillage est rudimentaire, ici pas de scie, tout le travail se fait à l'herminette. Les vieilles lames de ressort fournissent volontiers la matière première à leur confection. Un marteau, deux poinçons à feu sorte de pique-feu qui serviront, chauffés au rouge à faire dans les planches la place des clous. Un couteau à large lame servira à calfater. Si l'artisan est important il pourra avoir des tenailles et un rabot, mais ces outils restent encore exceptionnels.

Les clous longs d'une dizaine de centimètres sont effilés vers le bas et leur tête est aplatie. Souvent fait à partir de fer à béton, ils sont forgés sur place.

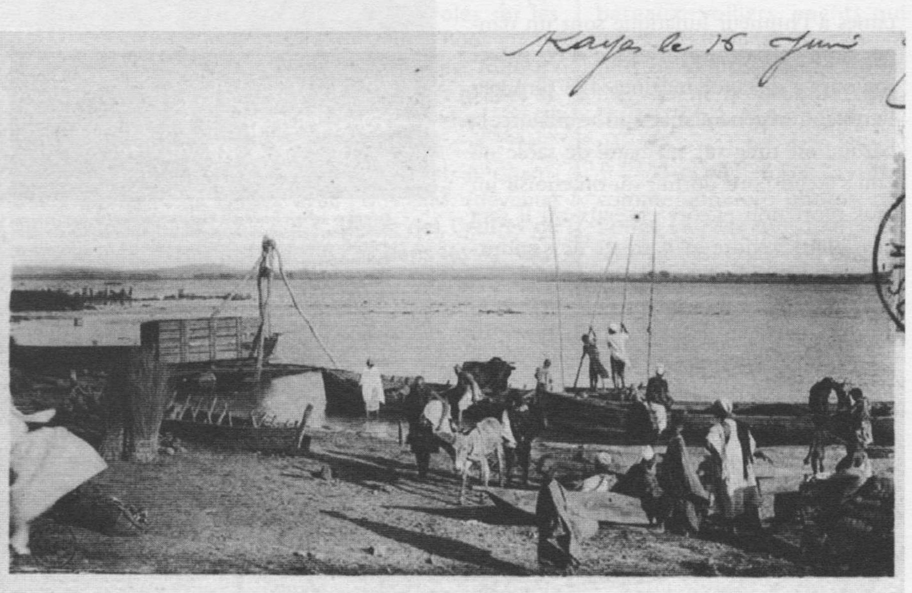
La pirogue se construit par moitiés, l'avant et l'arrière. L'artisan trace le gabarit de la demi-coque sur le sol. La largeur est d'environ le dixième de la longueur totale de la barque. Les planches qui vont former le fond sont assemblées en un grand puzzle, l'art du constructeur consiste à appareiller ces planches de différentes factures. Les planches sont taillées en biseau de 10 à 12 centimètres pour permettre le recouvrement. Les planches sont ensuite clouées, un chiffon enduit de beurre de karité ou de farine de baobab est intercalé entre les deux planches. Les trous sont faits au fer rouge et c'est un clou d'un diamètre légèrement supérieur au trou qui complétera l'assemblage. La tête du clou sera rabattue pour boucher l'orifice. Le fond de la pirogue est posé sur un vieux mortier ou sur une pièce de bois afin de donner la forme définitive du fond du bateau. Un éperon est taillé dans une pièce de bois qui servira de rostre.

Alors seulement commence l'ajustage des bordages. Les planches inférieures, les gabords doivent être fixés avec grand soin. C'est d'elles que viendra la solidité de l'embarcation. Fixés au fond par un simple biseau, ils sont assemblés selon le même principe. L'épaisseur de la planche est de l'ordre de 4 centimètres, sa longueur est de 1,20 mètres. Ces planches sont fixées par une double rangée de clous traversant les biseaux et une rangée de clous moins serrée fortement inclinés, traversant la planche de bord et la planche de fond. Au-dessus de ces bordages inférieurs on en monte d'autres jusqu'à une hauteur jugée convenable dans le prolongement du rostre. Chaque planche n'a pas de formes bien définies. On peut ainsi avec une ou deux voire trois rangées de bordages superposés aux gabords.

Les deux demi-coques étant construites, il faut les assembler. L'artisan fait des trous où passeront les cordages à 7 ou centimètres du bord. On commence à attacher les coques l'une à l'autre. La ligature



U — Port de Tombouctou



SÉNÉGAL et SOUDAN. - Le Niger à Bamako


Les Berges du Sénégal au commencement de la saison sèche à KAYES (Ht-Sénégal - Niger)

30 — Gao - L'arrivée de la pirogue postale.

commence sur un bord, se poursuit de trous en trous, passe par le fond et remonte de l'autre bord.. d'un trou à l'autre se faisant face est établie une ligature de 6 à 7 tours de corde puis deux ligatures selon les diagonales du carré. Au point où la ligature enjambe la fente, les brins sont serrés par une petite surliure. Un tampon de corde de 2 à 3 cm d'épaisseur vient s'intercaler dans la fente de séparation. Les espaces laissés libres sont bouchés avec de la filasse ou des chiffons enduits de beurre de karité et rentrés en force. Les cordes sont tressées en fibre de Dâh, variété d'hibiscus. La ligature achevée, la barque est enduite de beurre de karité et mise à l'eau pour resserrer les cordes.

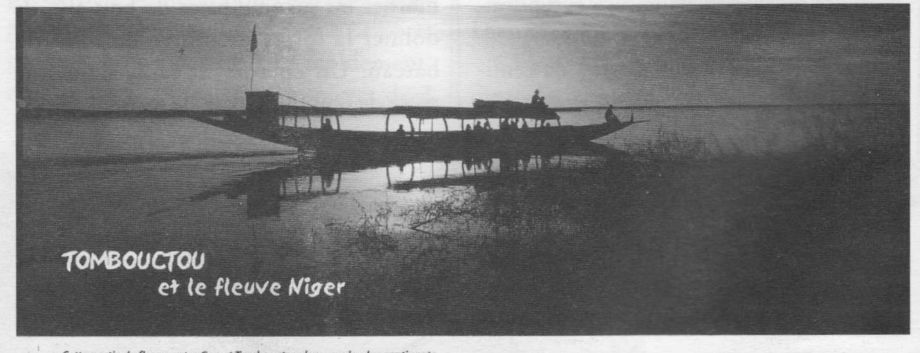
L'accastillage et le gréement sont construits par l'acheteur : les roufs, le mât, les planches d'appui ou les marchepieds, les perches et les pagaies

La barque pour naviguer correctement doit être légèrement plus chargée à l'avant qu'à l'arrière. Sur trois hommes d'équipage, un se trouve toujours à l'avant.

La navigation est presque toujours riveraine, la remontée du fleuve à la perche est étroitement liée à la rive. Les hippopotames à l'humeur lunatique sont un danger pour le bateau qui essaie d'en passer toujours à distance maxima. Les pirogues s'arrêtent en général à la nuit tombante, la barque est tirée sur un banc de sable où l'on s'étend pour dormir ou on choisit un bras mort non encore en eaux où il sera possible d'étendre sa natte et de s'endormir à la musique des moustiques.

Près d'un siècle après l'envoi de ces cartes postales, les barques sont toujours utilisées sur le Niger et sont devenues un attrait touristique pour les occidentaux avec des offres de navigation notamment entre Gao et Tombouctou comme on peut le voir ci-dessous sur cet extrait de catalogue de l'agence "Point Afrique". D'autres agences proposent également cette remontée dans le temps vers le rêve réalisé de René Caillié en 1828 et, encore plus tôt, en 1795, celui de Mungo Park, écossais de 24 ans, qui fut le premier européen à revenir de sa folle expédition et à pouvoir dire qu'il avait vu le mystérieux fleuve des sables.


Tombouctou. - *Vue sur le fleuve à Kabara.*



Cette partie du fleuve entre Gao et Tombouctou demeure la plus captivante.
À bord d'une pinasse aménagée, vous vous laissez lentement envahir par les paysages qui défilent devant vous : l'activité des villages de pêcheurs bozos, les troupeaux d'animaux des bergers peuls qui s'abreuvent dans le fleuve, les dernières dunes du Sahara qui se noient sur les rives... Au terme de ce voyage : TOMBOUCTOU.
Vous découvrez la ville mythique à travers ses ruelles étroites et ensablées.
Retour en 4x4 par les pistes du Sahel...

Jours 1 et 2 : Accueil à l'aéroport de Gao par notre équipe et embarquement sur le fleuve Niger sur la pinasse aménagée pour Tombouctou. Navigation sur ce majestueux fleuve qu'est le Niger appelé Dialiba par les Songhaï. La pinasse s'engage dans

dans les marchés locaux (le mouton du méchoui par exemple) ou dans les campements peuls. Le soir, installation du camp et bivouac auprès du feu sur les plages.

Jour 3 : Ghir n'Igheren, le "Fleuve

discerner. La pinasse accoste au soir au port de Tombouctou : Koriomé. Dîner et nuit en chambres d'hôtes ou à l'hôtel dans la ville sainte de Tombouctou.

Jour 4 : Journée libre à Tombouctou. Vous pouvez visiter la

Jours 5 et 6 : Retour par le Sahel en 4x4. Haltes aux villages songhaï de Temera ou Bamba. Bivouac dans le sable.

Jour 7 : Arrivée dans la matinée à Gao. Découverte de la cité des Askia (le tombeau des Askia, le

l'aéroport pour l'embarquement.

Ce circuit comprend : la pension complète (sauf boissons et déjeuner à Tombouctou), les bivouacs, le transport en 4x4 avec chauffeur, la pinasse avec équipage et cuisinier et le guidage à Gao.

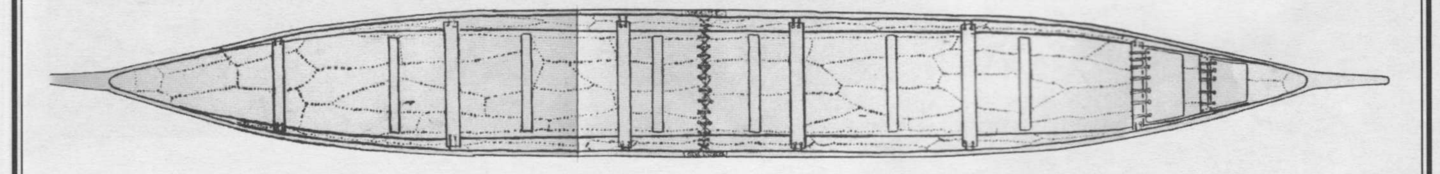
NB : Ce circuit peut être inversé avec un départ de Gao en véhicule 4x4 et un retour

Dates : penc
tableau des

Encadrement
Matelas mou
Portage : par
Niveau : pour

378 €

Documentation : Les barques du moyen Niger par A. Pitot et J. Daguet 1948.
Iconographie : J-M Bergougniou.





MÉMOIRE AJISTE : TÉMOIGNAGES

Faut-il nous plaindre ou nous réjouir ?

1946. Feu de la Saint-Jean : collecto au feu de bois.

Je voudrais brosser un tableau de notre vie à la Libération, et la comparer à celle qui est la nôtre en l'an 2003.

– **Rappelez-vous, les amis, quand en 1944**, nos petits groupes d'Ajistes marchaient sur les routes désertes au pas cadencé, en chantant : "Gars de l'usine, venez avec nous". Nous sommes aujourd'hui des millions de randonneurs de tous âges !

– **Quand nous arpentions le goudron** des Nationales désertes, nous bénéficions maintenant d'un très large réseau de 60 000 km de Sentiers de Grande Randonnée (GR) et de Petites Randonnées (PR) à travers toute la France.

– **Quand nous bivouaquions et campions** sous nos tentes minces, sans double-toit, nous montons aujourd'hui des guitounes fonctionnelles ultra-légères. Ou bien nous plantons des châteaux de toile de 40 m², sans parler de tout l'équipement transporté. Ajoutons les innombrables caravanes et camions aménagés qui sillonnent le pays, accueillis dans des milliers de terrains de camping. Nous comptons six millions de campeurs en France !

– **Quand nous pédalions** péniblement sur nos lourds vieux clous sans dérailleur, aux pneus fendillés et souvent crevés. Nous roulons maintenant sur des vélos de course à 18 vitesses, sans parler des millions de V.T.Tistes qui escaladent en pédalant, collines et terrains accidentés.

– **Quand en 1939** d'après le Guide du C.L.A.J. ("Centre Laïque des Auberges de Jeunesse") 152 Groupes Locaux, dynamiques en diable, aménageaient, géraient avec des personnalités locales 403 AJ et Relais, ô certains sûrement un peu "cabanes à lapins" avec couchage sur des paillasses. Mais quel formidable dynamisme, pour en quelques années monter sans beaucoup de crédits un tel réseau dans toutes les régions !

– **Aujourd'hui les Amis de la Nature** gèrent en France 76 chalets et gîtes, la F.U.A.J. (1) dispose de 184 AJ classées de un à quatre sapins. Certaines de véritables palaces avec machine à laver, clés magnétiques, etc... Elle annonce 130 000 adhérents, elle accueille des dizaines de milliers de jeunes, et totalise 1 500 000 nuitées. Mais que sont devenues les si actifs et formateurs clubs d'usagers ?

– **Quand nous partions** vers l'Algérie, l'Angleterre, la Grèce, c'était en stop ou en bateau. Maintenant, les avions permettent de se rendre partout, jusqu'en Chine ou à la Réunion en quelques heures.

– **Quand en 1949**, nous les "oiseaux migrateurs", nous nous sommes envolés sur les routes du monde, nous étions quelques centaines. Aujourd'hui des dizaines de milliers de "routards" sillonnent, sac au dos, notre planète !

– **Quand en 1948**, au Champel, avec l'U.N.C.M. (devenue U.C.P.A. Union des Centres de Plein Air) et dans les AJ nous attaquions le ski, sans tire-fesses, nous damions nous-mêmes nos pistes que nous montions et descendions joyeusement. Aujourd'hui des millions de skieurs envahissent des centaines de stations qui tissent la toile d'araignée de leurs remontées mécaniques, toujours plus haut, toujours plus nombreuses.

Quand en 1956, avec l'U.N.C.M. nous descendions la Vallée Blanche en ski l'hiver, et à pied, encordés, l'été, nous étions presque seuls. Maintenant la télécabine de l'Aiguille du Midi déverse chaque jour 3 000 skieurs qui transforment cette splendide vallée en un boulevard bien encombré.

– **Quand nous louions à la journée** de lourdes barques à rames pour voguer sur nos rivières. Nous voyons maintenant dans tous les ports de plaisance d'innombrables bateaux, voiliers, yachts qui valent des fortunes, qui passent plus de temps à terre qu'en mer, que je ne peux pas, bien sûr, et ne souhaite pas posséder.

Quand nous avions comme appareils photos, des boîtes carrées qui donnaient des petits clichés noirs et blancs plutôt flous. Maintenant, tout un chacun possède un appareil perfectionné produisant de belles photos couleurs. De très nombreux adeptes mitraillent en caméscope couplé avec un ordinateur permettant de reproduire des merveilles.

– **Quand nous lancions** "Jeunes du monde entier, Salut !" en accueillant quelques milliers d'étrangers, la France d'aujourd'hui reçoit dans les 75 millions de touristes devenant

un secteur très important de notre économie.

– **Quand nous contactions par courrier.** Qui n'a maintenant le téléphone ? Et les 16 millions de portables qui permettent d'être joints partout et appeler de presque n'importe où. J'avoue ne pas en posséder. Et le courrier électronique qui lui aussi se développe permettant de transmettre une lettre en deux secondes presque instantanément de l'autre côté du monde.

– **Quand nous encouragions les jeunes travailleurs** à passer leurs loisirs dans la nature, loin de leurs laides banlieues, aujourd'hui, lors des week-ends d'été, la majorité des habitants désertent leur ville pour la mer, la montagne, la campagne.

– **Nous allions au cinoche,** voir sur des sièges de bois des films noir et blanc qui nous semblaient formidables et dont nous parlions pendant des jours. Toute fête, toute réunion ou mariage se passait en chantant, dansant et jouant durant des heures. On chantait partout, au travail, en marchant et dans les trains et les bus.

– Maintenant la télé, avec ses nombreuses chaînes câblées est la distraction favorite et permanente du Français qui la regarde 16 h par semaine minimum. Nous y subissons des gens qui chantent, dansent et jouent pour nous et qui nous débitent plusieurs films chaque jour. La télé nous comble-t-elle ? Passionne-t-elle les jeunes ? Mais sa suppression ne déclencherait-elle pas une révolution !

– **Sur de vieux phonos nasillards,** nos parents écoutaient ravis Edith Piaf, Tino Rossi, Charles Trénet et chantaient avec eux.

– Aujourd'hui, des chaînes supersophistiquées, des sonos assourdissantes, des baladeurs, nous déversent en permanence des tonnes de décibels, d'une qualité d'écoute exceptionnelle. Des milliers de jeunes passionnés écoutent en concert leurs idoles. Mais nous ne chantons plus !

– **En 1936, des familles ouvrières logeaient encore dans une pièce-cuisine** mal chauffée à la cuisinière, sans eau, ni WC, ni électricité, éclairées au gaz ou à la lampe à pétrole. On se lavait dans une cuvette en semaine et dans une bassine "en grand" le dimanche ! Episodiquement, on allait aux douches municipales.

– Maintenant, même en HLM, leurs petits enfants bien chauffés disposent du confort classique et se baignent tous les jours ! 50 % des Français sont propriétaires de leur logement et 30 % possèdent une résidence secondaire, où ils travaillent d'arrache-pied, week-ends et congés pour en faire de petits châteaux.

– **Avant-guerre, faute de sous, nous n'achetions,** et encore à crédit, qu'un demi-litre de vin, 250 g de sucre, 125 g de beurre ou de café à la fois. Pendant la guerre, nous avons eu très faim. Une faim de loup permanente qui nous tenaillait l'estomac et nous obsédait. On se couchait le ventre moitié creux ; on partait le matin presqu'à jeun en rêvant aux pantagruéliques repas d'avant...

– Aujourd'hui, chacun mange à sa faim et même, dans les temples de la consommation, les gens remplissent de pleins chariots bourrés de nourriture plus ou moins naturelle, de choses plus ou moins utiles. Allons-nous devenir, comme aux USA, où se fabrique une génération d'obèses, gavés de sucreries, menacés de cholestérol ? Chaque jour, ils intègrent des grammes dont ils ne peuvent plus se débarrasser ensuite. Alors se vend une nourriture allégée, moins riche ! Avec du lait écrémé, des repas où pain, patates, beurre, sauces, glaces sont exclus. Après la bouffe congelée réchauffée au micro-ondes, on se demande ce que mangeront les hommes demain.

– **Nos ancêtres paysans et citadins se déplaçaient à pied, en carrioles,** les artisans en charrettes à bras avec leurs matériaux et les marchandises en chars hippomobiles, les familles en train et chacun avait son vélo, très utilitaire.

– Maintenant, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, on ne se déplace plus à pied. Chaque famille a sa voiture, parfois deux. Nos villes, nos routes sont envahies de bolides bruyants, polluants mais si pratiques, bien qu'ils tuent 8 000 personnes par an. Ils permettent de se rendre partout, sans souci des horaires et malgré les bouchons, au ski, à la mer, à la campagne. D'interminables files de dangereux camions déplacent les stocks et ronflent sur toutes nos autoroutes. A quand le ferroutage ?

– **Dans notre enfance, quelques Patros et Amicales Laïques** organisaient en se concurrençant, clubs sportifs, cinémas et activités pour les enfants des quartiers populaires.

– Nous avons maintenant des Maisons de Jeunes, Centres Sociaux, Foyers Ruraux avec beaucoup d'animateurs. Même les petites villes ont des stades, des piscines, des gymnases. Ajoutons les Associations en tous genres qui offrent mille sortes d'activités à tout un chacun.

– **Quand nous sortions de la Communale avec notre Certificat d'Etudes en poche,** nous possédions notre bâton de maréchal ! Fils d'ouvriers, nous ne pouvions espérer qu'être ouvrier à notre tour ! Quant aux fils de bourgeois, quelques dizaines de milliers d'entr'eux passaient le Bac et partaient étudier à l'Université, une par région et où les fils d'ouvriers n'étaient que 3 %.

– Aujourd'hui, après l'école obligatoire poussée à 16 ans, la majorité des élèves entre en lycée, passe le Bac, qui sera obtenu bientôt nous dit-on par 80 % de chaque classe d'âge. Puis beaucoup entrent à l'université où nous comptons 2 millions d'étudiants issus même de milieux modestes. Ce qui entraîne l'écrémage du monde ouvrier privé de ses élites d'antan.

– **Autrefois, faute d'argent, des gens n'allaient pas se faire soigner** et beaucoup mouraient avant leurs 65 ans, sans avoir bénéficié d'un seul jour de leur retraite, comme mes deux parents.

– Aujourd'hui au moindre pet de travers, on court au docteur, au spécialiste même, et l'espérance de vie arrive à 80 ans. Avec la retraite passée de 65 à 60 ans en 1981, plus les départs avant l'heure de nombreux pré-retraités, nous sommes 11 millions de retraités, disons de 55 à 95 ans, mais avec des existences très différentes.

– **Les pensionnés d'antan, faute de moyens** avaient peu de choix pour se distraire. Ils tombaient souvent à la charge de leurs enfants, plus ou moins accueillants. Certains terminaient même leur vie à l'hospice, avec un uniforme, comme les petits vieux de Nanterre.

– Aujourd'hui, avec leur retraite sécu améliorée par leur complémentaire et leurs économies, ils vivent mieux que leurs parents et probablement aussi que leurs enfants quand ils seront à leur tour en fin de carrière. Très solidaires de leurs familles, prenant en charge beaucoup de leurs problèmes, ils reversent dit-on 135 milliards de F. à leurs descendants en difficultés. Quant aux mamies, elles sont toujours volontaires pour garder leurs adorables bouts de choux.

– Privilégiés comme sans doute aucune génération d'anciens ne l'avait été, ils pratiquent les mille sortes d'activités dont ils rêvaient dans leur vie active. De verts retraités sont d'infatigables sportifs, skieurs, randonneurs, cyclistes, bricoleurs, jardiniers. Par milliers ils marchent leur 1 600 km sur le chemin de Compostelle !

– Beaucoup voyagent, visitent leur famille à l'étranger, et partent découvrir le monde. Ils sont la clientèle très appréciée de la filière touristique, de l'agence de voyages à l'hôtellerie. Des mémés jamais sorties de leur trou s'envolent pour la terre Sainte ; des pépés embarquent dans le Transsibérien et se retrouvent à Vladivostok. Mais sont-ils respectés comme en Afrique ? Que vaut leur expérience rejetée par leurs enfants bardés de diplômes, évoluant dans l'informatique et l'internet ?

– De nombreux retraités, artistes en herbe, participent à toutes sortes d'activités culturelles : musique, chorale, peinture, poterie, sculpture, informatique, écriture, lecture. Ils sont 11 000 dans l'agglomération lyonnaise, inscrits aux cours de l'Université de Tous Ages. 2 heures durant, tous les jours s'ils le veulent, ils écoutent religieusement la bonne parole.

– Combien sont-ils tous ces bénévoles qui épaulent toutes sortes d'associations culturelles, caritatives, sportives. Ainsi mènent-ils leur existence, tant que leur santé, celle de leur conjoint et leurs forces le permettent.

– **Mais, n'avons-nous pas mérité tout ça ?** Nous avons vécu notre enfance dans la guerre et notre jeunesse dans une France en ruines, pillée comme elle ne l'avait jamais été. C'est notre génération qui, mal nourrie, mal chauffée, a travaillé d'arrache-pied 55 h. par semaine pour déblayer les

décombres, reconstruire le pays, fabriquer les "30 glorieuses". (2)

– **Autrefois, des peuplades entières se mettaient en marche, avec armes et bagages :** les Huns, les Mongols, les Arabes, les Vikings, les Croisés. Ils incendiaient, pillaient les villes, massacraient, violaient les populations. Puis Hitler et Napoléon ont conquis l'Europe jusqu'à Moscou ; Anglais et Français se sont taillés d'immenses empires coloniaux.

– Aujourd'hui, des centaines de millions d'hommes s'ébranlent à leur tour. Ils parcourent des milliers de km. Quelle est cette nouvelle invasion ? Ce sont les touristes, armés d'un appareil photo, d'un passeport et de devises, ils s'envolent découvrir pacifiquement leur planète. Les Américains "font" l'Europe en un mois, les Hollandais traversent l'Afrique, les Japonais débarquent à Paris, les Anglais redécouvrent les Indes, les Français parcourent l'Egypte et les Allemands apprécient la France. Ainsi, dans cet immense chassé-croisé pacifique, se créent de nouveaux citoyens du Monde.

– Quand nous allions en famille, en tram et à pied pêcher en Loire, à 5 km de la maison, aujourd'hui nous naviguons en pénichettes sur la Mayenne, la Sarthe et sur les canaux du Midi, de Bourgogne et de Nantes à Brest. D'autres, en croisière sur de luxueux paquebots, sillonnent la Méditerranée, découvrent ses îles, les Canaries même. D'autres poussent vers l'Islande, le Cap Nord et le soleil de minuit.

– On pourrait encore citer de nombreux aspects de cette évolution. Je sais que toute médaille a son revers que le confort isole, que la télé peut abrutir, que notre nourriture est trafiquée, que des bêtes ont été nourries avec des farines frelatées.

Je sais bien aussi, pour avoir travaillé au Secours Populaire que la misère, les R.M.istes, les chômeurs, les sans-logis, les familles en difficulté, ça existe. Mais nos espoirs ne sont-ils pas en partie réalisés ? De toute façon, notre société mondialisée ne peut retourner en arrière. Seraient-ils nombreux les Français souhaitant revivre comme il y a soixante ans ?

En conclusion, chaque période a ses avantages et ses inconvénients. L'idéal serait de conserver les bons d'autrefois et d'adopter les agréables de maintenant. Est-ce possible ?

Mais si l'on nous proposait d'avoir 20 ans aujourd'hui, ou les avoir en 1946, quelle solution choisirions-nous ?

Georges Douart

(1) Fédération Unie des Auberges de Jeunesse.

(2) Titre d'un livre du Professeur Jean Fourastié qui inventa l'expression.

NOTE D'ÉCOUTE

CHANSONS NOIRES ET ROUGES



Le groupe lorrain « Les amis d'ta femme » a choisi la date du 1er mai dernier pour la sortie de son quatrième album. Date symbolique pour ce groupe de rock très populaire du côté de Nancy qui, avec ce disque « noir et rouge aussi un peu » entend bien s'inscrire dans la continuité de la lutte libertaire.

Ces rockeurs connus et appréciés pour leurs chansons délirantes et irrespectueuses ont cette fois décidé de se mettre on ne peut plus sérieusement au service de la révolution. Ces cancres qu'ils ont toujours été, ce sont eux qui en revendiquent l'expression, se prennent pour des historiens et y réussissent bien en proposant une relecture de moments forts depuis la commune jusqu'à la galère mondialiste d'aujourd'hui. Autant d'évocations réussies et illustrées par les textes de treize chansons souvent célèbres qu'on peut donc lire tout en les écoutant. C'est *La Canaille* (1870), *La Semaine sanglante* (1871), et *Elle n'est pas morte* (1885) pour évoquer la Commune. Voilà *Le Sang des martyrs* (1887) pour le 1er mai de Chicago et les pendaisons qui ont suivi. *La Dynamite* (1893) vient rappeler Ravachol, Vaillant et les nihilistes. Avec *La Grève des mères* (1905), et *La Java des bons enfants* (1912) c'est le temps de l'avant-guerre et des illégalistes pour tomber avec *La Chanson de Craonne* (1917) dans l'enfer de 14-18.

Détour par le texte du côté de Makno et Cronstadt pour retrouver le chant de guerre des anarchistes espagnols : *A Las barricadas* (1936).

Le Prisonnier (1955), *Ballata per lianarchico Pinelli* (1970), *Sois fainéant* (1977), *et La Java du caniveau* (2000) nous font parcourir la décolonisation avec les guerres d'Indochine et d'Algérie, les années de plomb en Italie, l'après mai 68 et le chapitre en cours de la mondialisation de la misère.

Sons, rythmes et voix surprennent un peu à la première écoute pour des oreilles habituées, sur ces paroles-là, à d'autres accents autrement vibrants. Mais cette interprétation d'aujourd'hui qui donne envie de bouger, de danser, de s'agiter tout en s'imprégnant des paroles, est la bienvenue. Décidément voilà des chansons qui ne vont pas s'éteindre de sitôt. Elles sont dans nos mémoires et auraient pu en rester là. Avec ces drôles « Amis d'ta femme » les voilà parties vers d'autres générations qui pourront ainsi retrouver les racines de leur mal-être et de leurs révoltes nécessaires pour en sortir.

A noter que ce trio infernal s'est séparé de son chanteur principal mais s'est étoffé de trois autres musiciens pour se lancer dans une tournée. On les verra et entendra cet été notamment à Vesoul, Aubusson, Dijon et l'automne venu ils sont attendus à Toulouse, Calais, Dunkerque et Le Mans. Pour plus d'infos 03.83.35.18.33

CV

ANTHOLOGIE SONORE DE LA PENSÉE FRANÇAISE PAR LES PHILOSOPHES DU XXe SIÈCLE



En ces temps de contestation des médias, il n'est pas inutile de rappeler la mémoire des ambitions culturelles entretenues par la radio de service public.

Les Éditions Frémeaux et associés s'emploient assidûment à sortir des réserves de l'INA (Institut National de l'Audiovisuel) et donc de l'oubli, quelques éléments d'émissions qui jalonnent le parcours de la pensée française, exprimée au micro par ses représentants les plus éminents.

La dernière publication parcourt en six disques les grands courants qui ont animé la pensée philosophique du XXe siècle.

On peut y entendre les voix d'Henri Bergson, de J.-P. Sartre, de Raymond Aron, de Gaston Bachelard, de Michel Foucault, de Maurice Merleau-Ponty, de Gilles Deleuze, de Vladimir Jankélévitch mais aussi, moins connues du grand public, celles du philosophe marxiste Louis Althusser, du spécialiste de la civilisation arabe, Henri Corbin, de l'historien de la philosophie, François Châtelet, de Georges Canguilhem ou d'Alexandre Koyré.

C'est l'honneur des chaînes culturelles comme les anciens : Programme National , la Chaîne Nationale (1945-1958), France II (1958-1963) ou, aujourd'hui, France Culture d'avoir osé proposer cet accès à la culture , au risque du reproche de non-rentabilité, à des auditeurs éloignés par leur statut social ou leur situation géographique des pôles d'acquisition de connaissances .

J.J.L.



1933 : LA RADIO DEVIENT L'INSTRUMENT PRIVILÉGIÉ DES PROPAGANDES

« La propagande est l'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé en vue de faire participer activement ou passivement à son action, une masse d'individus psychologiquement unifiés par des manipulations psychologiques et encadrés dans une organisation. » Jacques Ellul définissait ainsi le souci, pour un pouvoir, politique ou affairiste, de transmettre des messages ou des opinions à une collectivité que la radiodiffusion permettait d'atteindre immédiatement. La pratique par les pouvoirs développera la tentation d'un usage discrétionnaire, c'est-à-dire unilatéral et progressivement fermé à la discussion ou à la contestation.

Lénine avait été le premier à évaluer le pouvoir de la radio[1]. Dans un autre modèle de société, ce sont les entrepreneurs, soucieux de faire connaître leurs produits à un public étendu, qui, les premiers, au début des années 1920, en saisirent l'efficacité pour diffuser la publicité au moment où les stations de radiodiffusion commençaient d'émettre, aux États-Unis, puis en Grande-Bretagne, à destination d'un public global mais indifférencié. Le même projet, en France, était alors combattu par les défenseurs du service public opposés à une démarche purement commerciale[2].

Lénine lors d'un enregistrement.

La naissance de la propagande par la radio

A l'occasion de l'élection présidentielle aux États-Unis, en novembre 1920, un journal de Pittsburgh utilisa une station expérimentale (KDKA) pour diffuser la victoire de Warren Harding, avant la presse imprimée. L'exploitation de l'événement a fait oublier l'initiative d'un ingénieur néerlandais qui diffusait déjà depuis un an des programmes musicaux à la Haye (PCCG). En 1924, une chaîne américaine de radio retransmettra la Convention du parti Démocrate mais, d'une manière générale les pouvoirs politiques manifestent de la méfiance à l'égard d'un moyen de communiquer l'information qu'ils ne contrôlent pas encore.

Grande-Bretagne : une royale démocratie

En Grande-Bretagne, le roi George V s'exprime pour la première fois, en 1924, à la BBC, à l'occasion d'une Exposition consacrée à l'Empire britannique. Il prendra l'habi-

1-Voir « La radio en U.R.S.S. » in Gavroche n° 61, janver-févier. 1992)

2- Nikola Tesla, un grand savant injustement ignoré dans la galerie des célébrités qui ont développé la radio, avait projeté de construire, en 1900, sur la côte est des États-Unis une station de diffusion mondiale.

tude, à partir de 1932, d'adresser ses vœux à ses vingt millions de sujets par ce même canal. Quatre ans plus tard, c'est à la radio que son fils aîné, appelé à lui succéder sous le nom d'Édouard VIII, annoncera qu'il renonce, par amour, à la Couronne. aussi, et en particulier grâce à ses stations d'ondes courtes, Les cérémonies du couronnement de George VI, deuxième fils du défunt George V, auront les honneurs de la jeune télévision anglaise dont c'est le premier grand reportage en direct. Il s'agit d'entretenir la ferveur nationale à l'égard de l'institution monarchique mais la radio est aussi le lien entre le pouvoir central et les territoires éloignés de l'Empire.

Les hésitations françaises

En France, en 1924, le ministre des finances, Etienne Clémentel, qui avait prévu de présenter sur Radio-Paris un projet d'emprunt, en fut empêché par son collègue des PTT. En 1928, Raymond Poincaré, interdit toute intervention politique à la radio pendant la campagne électorale. Le premier homme politique à s'adresser aux Français sera, en 1930, André Tardieu, Président du Conseil ouvert à la modernité. Sa présence jugée excessive par ses adversaires politiques lui vaudra le surnom « d'Homme au micro entre les dents »[3]. Deux ans plus tard, l'un de ses successeurs, Gaston Doumergue, s'y exprimera régulièrement pour rendre compte de son action.

1933 : les Nazis s'emparent de la radio

Le Traité de Versailles, signé à Versailles en 1919, redécoupait l'Europe et imposait à l'Allemagne vaincue une occupation et des limitations de souveraineté qui eut pour effet d'exacerber le sentiment national. Un habile ambitieux, Adolf Hitler, trouva sur ce terrain l'occasion de développer son désir de pouvoir. Dans *Mein Kampf* publié en 1925, il exploitait ainsi les frustrations de ses compatriotes et développait ses projets de gouvernement. La


Septembre 1936, discours de Hitler à Nuremberg.

propagande serait l'instrument privilégié de la réalisation de ces projets grâce un usage à la fois brutal et répétitif de messages dont le livre constitue le catalogue.

La fonction de la propagande y était décrite en termes simplistes et méprisants voire insultants pour ceux auxquels elle était destinée :

« Ne voit-on pas la tâche d'un dirigeant moins dans la conception d'un plan que dans l'art de faire comprendre à un troupeau de moutons à têtes vides, pour mendier ensuite leur bienveillante approbation ? [...] La grande masse d'un peuple se soumet toujours à la puissance de la parole. » (chap. III) ... « Toute propagande doit être populaire et placer son niveau spirituel dans la limite des facultés d'assimilation du plus borné parmi ceux auxquels elle doit s'adresser. Dans ces conditions, son niveau spirituel doit être situé d'autant plus bas que la masse des hommes à atteindre est plus nombreuse » [La masse] « a toujours besoin, dans sa lourdeur, d'un certain temps pour se trouver prête à prendre connaissance d'une idée, et n'ouvrira sa mémoire qu'après la répétition mille fois renouvelée des notions les plus simples... »[chap. VI].

L'auteur soulignait ailleurs la « bestialité » des masses.

En janvier 1933, les élections législatives ne donnèrent au Parti nazi qu'une majorité relative. C'était suffisant pour que le vieux Maréchal Hindenburg, Président de la République dite de Weimar, désigne comme Chancelier Adolf Hitler qui avait développé depuis dix ans, un parti présenté comme national et socialiste, sur les bases d'un mécontentement populaire amplifié par une crise économique sans précédent. Il est alors aisé de désigner dans le gouvernement social-démocrate l'absence d'une volonté clairement exprimée et d'en imputer la responsabilité, d'une manière non démontrée, aux juifs dont la présence est loin d'être majoritaire dans les instances de pouvoir. La démagogie ne s'est jamais encombrée d'évidences.

Le projet hitlérien peut être résumé selon deux thèmes essentiels: la propagande intensive et l'antisémitisme.

Hitler se disait obsédé par la propagande des Alliés, cause essentielle - pour lui - de la défaite allemande pendant la première guerre mondiale.

Pour faire passer son message nationaliste et socialiste, Hitler désigne des coupables : les juifs dans un pays où l'antisémitisme est récurrent .

Après la parution de *Mein Kampf*, les thèmes essentiels seront constamment répétés, parfois édulcorés, dans les assemblées du parti national-socialiste (NSADP).

Le projet des nazis, dans lequel le cynisme l'emporte sur le simplisme, trouvera son application dans le déploiement d'une propagande qu'on dirait aujourd'hui "multimédia" parmi lesquels la radio va occuper une place essentielle.

L'Allemagne disposait déjà, avant la première guerre mondiale, de puissantes stations radiotélégraphiques intercontinentales. Elle poursuivit, après sa défaite, son équipement dans le domaine de la radiophonie qui permettait de diffuser des messages au plus grand nombre. L'exploitation pratique : puissance des émetteurs, équipement des foyers, était affaire de moyens. Les pays à l'économie la plus avancée s'employèrent à les développer.

Dans le gouvernement du III[e] Reich, l'organisation de la propagande sera confiée à Josef Gœbbels qui, depuis plusieurs années, a déjà désigné à destination d'une opinion inquiète, les cibles responsables de tous les désordres, les juifs et les communistes. Un auteur allemand l'a désigné comme le « cerveau de cette manipulation des âmes » n'hésitant pas à reconnaître en lui l'un des rares hommes intéressants du Troisième Reich. Il s'y révélera comme un maître de la haine dans la pratique du pouvoir exercée dans le mépris des autres.

La radio, dont le réseau couvre déjà la totalité du territoire allemand, Prusse orientale comprise, s'impose comme un moyen de communication de masse que le pouvoir nazi va investir en

3- Détournement de « l'homme au couteau entre les dents ».

priorité. Elle est au cœur du dispositif de propagande préparé par Goebbels, organisateur de la propagande du Parti. On sait que les émissions peuvent être reçues sans qu'une dépense importante soit imposée aux auditeurs. La fabrication et la commercialisation à faible prix d'un récepteur populaire (*Volksempfänger*) favorisera bientôt l'équipement des foyers. Son utilisation discrétionnaire s'inscrit dans une pratique totalitaire entretenue par une propagande constante puis par la terreur. Les élites bourgeoises de la nation ont déjà adhéré au projet d'un rétablissement des valeurs de la nation et de l'ordre . Elles soutiennent un projet qui préserve leurs intérêts et rétablit leur pouvoir sur la sphère économique.

La radio est développée comme un moyen de démocratie directe mais unilatérale. Le Führer s'adresse sans intermédiaire au peuple dont les contestations ne sont pas admises à l'antenne.

Le 1er février, au lendemain de sa désignation comme Chancelier, Hitler prononce sa première déclaration *Aufruf an das deutsche Volk* (Proclamation au peuple allemand) à la radio et non devant le Reichstag, comme la tradition et la courtoisie parlementaires l'avaient établi.

Quelques mois plus tard, dans un discours prononcé à Berlin à l'occasion de l'inauguration, en août, de l'exposition annuelle de la radio, Gœbbels désignera la radio comme le « huitième pouvoir ».

Le nouveau directeur de la radio, Eugen Hadamovsky, doit sa nomination à un militantisme récent mais actif au service du Parti nazi plutôt qu'à une expérience acquise dans le domaine de la radiophonie. Il a organisé la diffusion radiophonique des réunions électorales de Hitler. Il est un de ces « hommes nouveaux » qui doivent « bannir toutes les conceptions anciennes de la Radio qui doit devenir cent pour cent nationale-socialiste, de manière à ce qu'elle serve à imprégner entièrement la nation de l'esprit nouveau. »

Dès l'installation du Führer à la Chancellerie, il publie les « Directives officielles pour les émissions de la Radiodiffusion allemande ».

Il expose également son projet d'une radio mise au service du Parti : *Ein Volk! Ein Reich! Ein Rundfunk!* [4] » dans *Propaganda und nationale Macht* (*Propagande et pouvoir national*) :

Il associe habilement à l'encadrement des représentants sélectionnés des auditeurs «...Cette corporation doit englober la radiodiffusion dans sa totalité ; elle sera alors le plus fort élément pour la formation de la volonté nationale. » C'est aussi une mise en pratique d'une propagande active et non plus seulement passive telle que Goebbels l'esquissait en mars :

« Nous avons créé un Ministère de l'éducation populaire et de la Propagande. Ces deux titres ne signifient pas la même chose. L'éducation populaire est essentiellement quelque chose de passif ; la propagande, elle, est quelque chose d'actif... »

La présence de la parole nazie comme la retransmission des premières grandes manifestations du Parti sont quotidiennement présentes sur les ondes voire diffusées plusieurs fois.

« Les Nazis ont su utiliser l'incertitude et la paresse [de l'opinion] face aux situations complexes et aux problèmes apparemment insolubles. Le vide se fait alors dans l'opinion publique. On le comble par ces succédanés que sont les slogans dont on martèle inlassablement les esprits. »

Le contenu des programmes quotidiens d'information est décidé au Ministère de la Propagande. La vérité officielle est encadrée de telle manière que le recours aux procédés habituels de la désinformation - vérités partielles, omission, comparaisons douteuses - est inutile .

Une émission régulière, *L'heure de la nation*, doit développer le sentiment patriotique par « des chants, discours ou Conférences, évocation des épisodes glorieux du passé. » Les programmes exaltant la valeur militaire se multiplient dans le cadre d'un mouvement de « régénération ».

Désormais les manifestations de masse mises en scène par le ministère de Gœbbels sont retransmises. Elles doivent entretenir le sentiment de cohésion nationale qui est l'un des thèmes essentiels de la propagande. Lorsque les grands rassemblements hitlériens seront diffusés, il sera recommandé aux possesseurs de poste d'ouvrir leurs fenêtres et de pousser le niveau sonore d'écoute afin que les voisins ou les promeneurs puissent entendre la voix du Führer. L'écoute de la radio devient un devoir civique. Pour unifier la diffusion, une coordination associe trois stations qui disposaient précédemment d'une certaine indépendance, Cologne, Francfort-sur-le-Main et Stuttgart.

La radio sera aussi un instrument de propagande sinon une arme vers l'étranger. « La radio ne reconnaît pas les frontières créées par la Nature ou par l'Homme. Elle s'insinue dans le territoire des autres peuples. » déclarera un dignitaire nazi. Les pays de culture germanique sont visés en premier lieu ainsi que l'affirmera l'un des reponsables : « Nos émissions s'adressent à tous les peuples de langue et de culture allemande où qu'ils soient... »

Dès le 18 mars 1933, une personnalité nazie a adressé par la radio un salut aux « camarades » autrichiens. Les émissions de propagande seront ensuite relayées à Vienne où la police découvre un émetteur clandestin exploité par des nazis autrichiens. En 1938, la radio coordonnera les opérations d'occupation de l'Autriche (Anschluss).

En 1934, une campagne ardente a été dirigée vers le Territoire de la Sarre qui doit se prononcer par référendum sur le rattachement ou non au IIIe Reich.

C'est de ce territoire réintégré en 1935 dans le *Vaterland* que le gouvernement nazi lancera en direction de l'Alsace et de la Lorraine une campagne plus perfide au moyen d'émissions dramatiques, *Hörspiele*, dans lesquelles les auteurs rappelaient la (pseudo)-"germanité" historique des deux provinces de l'est français. Deux magazines, l'un, quotidien, *Echo de la frontière*, l'autre, hebdomadaire, *Programme alsacien*, constituent l'ordinaire de la propagande.

Après quelques années de pratique, un bilan d'étape établira que « la radio a été complètement politisée et est devenue la voix de la nation. » «C'est la plus moderne, la plus puissante et la plus révolutionnaire arme que nous possédions pour combattre un monde ancien et fini... »

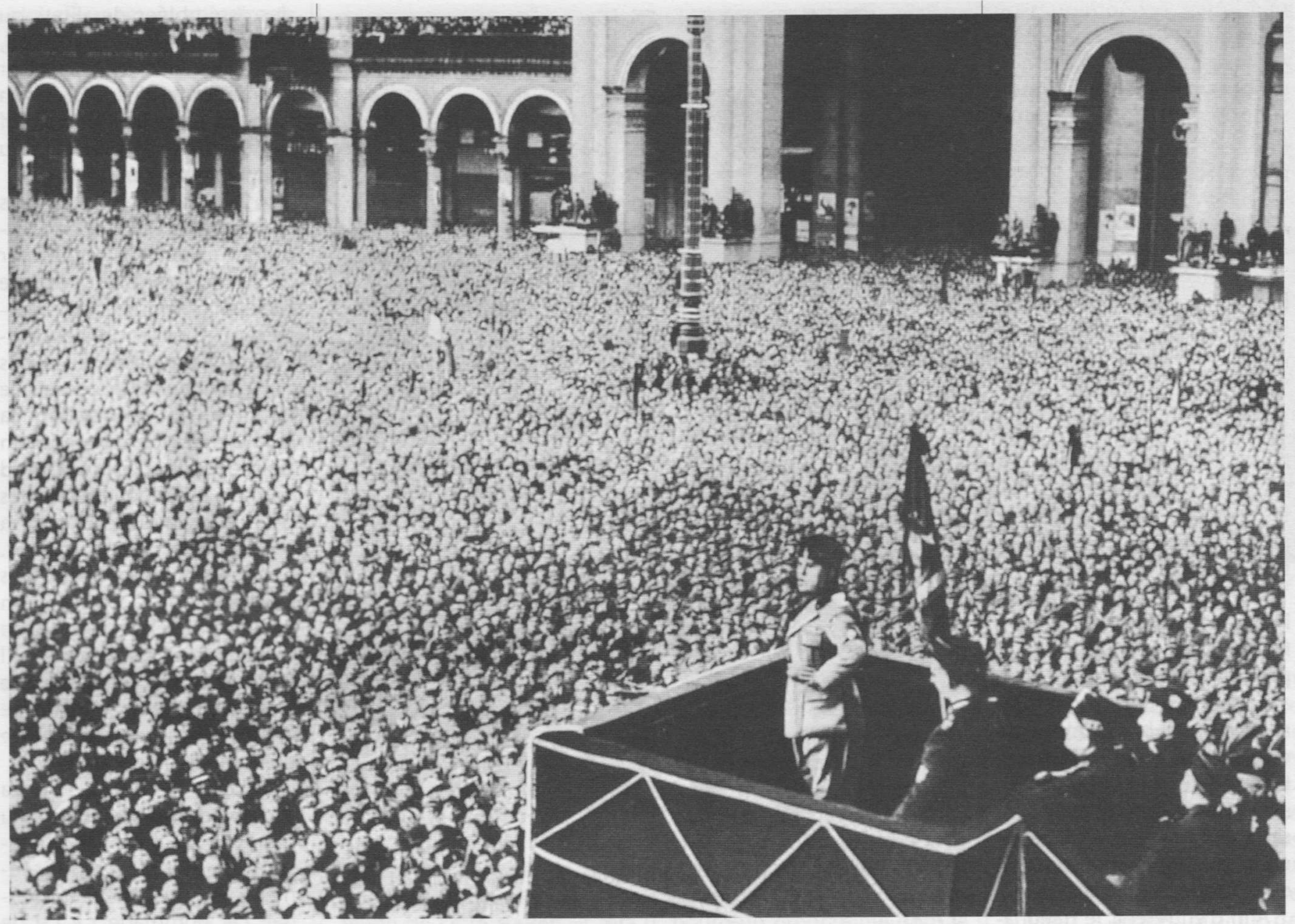
L'Italie fasciste

Benito Mussolini gouverne l'Italie depuis octobre 1922 avec le soutien du Parti National Fasciste (*Partito Nazionale Fascista*, fort de plus de 300 000 adhérents à la fin de 1921). Le *Duce* a conquis le pouvoir contre un régime démocratique dépourvu d'autorité face aux désordres. La parole démagogique séduit d'emblée par un emprunt provisoire au discours socialiste dont elle dénonce, par ailleurs, l'avatar révolutionnaire circonstanciel. Toutefois, le fascisme ne dispose pas d'un corpus doctrinal ni de partisans nombreux comme le NSDAP hitlérien [5].

Un Service de Presse (*Uffizio Stampa*) a été créé dès 1922. C'est l'organe de la propagande du gouvernement. La prise de contrôle des moyens d'informations sera plus lente qu'en Allemagne mais stimulée par le modèle nazi à partir de 1933.

Au début des années 30, l'Italie, qui compte à peine 40 millions d'habitants, est un pays en retard de développement. La radiodiffusion, en particulier, ne couvre pas encore l'ensemble du territoire. On compte environ 300 000 postes récepteurs pour une population d'environ 41 millions d'habitants, soit 7,3 postes pour 1 000 habitants. Pour compenser

4- « Un peuple, un Reich, une Radio ! » sur le modèle de « Ein Volk! Ein Reich! Ein Führer »



2 novembre 1936, Mussolini s'adresse à une foule immense rassemblée à Milan.

une production insuffisante de l'industrie radioélectrique, l'Italie importe les récepteurs populaires *Volksempfänger* que l'Allemagne nazie a commencé de fabriquer.

Divers observateurs, italiens et étrangers, s'accordent pour reconnaître que le régime de Mussolini n'a guère utilisé la radio comme instrument de propagande, avant 1930 : « Pendant quelques années, l'Eiar ne fut pas un domaine relevant de l'action de propagande fasciste [...] Le gouvernement se contentait de contrôler la radio comme l'une parmi d'autres des activités du pays. »

Le régime fasciste n'en a pas moins encadré la jeune radio. Des fidèles, des proches, mais aussi des représentants de l'industrie électrique ont ainsi été placés aux postes de responsabilité. Ces derniers se sont engagés derrière le *Duce* dont le programme politique et les méthodes de gouvernement conviennent à leurs intérêts. A la fin des années 20, leur présence fait presque oublier la finalité de la radiodiffusion. Le directeur de l'EIAR, Arnaldo Mussolini, rend public un programme riche de bonnes intentions: « A partir d'aujourd'hui l'Eiar place dans son vaste programme un nouvel élément qui pourra avoir une grande efficacité dans les domaine de l'idéal et de la morale [...]

Nous sommes persuadés que la radio-diffusion - cette nouvelle chaire qui vient se placer entre l'école et le journal - et qui va connaître un développement rapide - peut donner des résultats de grande valeur dans la culture, les missions d'éducation, afin d'élever [...] en chacun la vie de l'intelligence et de l'esprit[6] »

Le discours sera tout à fait différent lorsque le *Duce* haranguera les foules depuis le balcon du Palais de Venise (Piazza Venezia, à Rome). On imagine l'impact qu'aurait eu la télévision chargée de retransmettre les gesticulations et les mouvements de menton. Mussolini avait, comme tout dictateur, le sens des effets visuels. A l'époque, seul le micro pouvait répercuter dans une rhétorique caricaturale réduite à de courtes phrases un discours qui exprimait en quelques idées simples mais démagogiques les menaces proférées envers les adversaires ou les ennemis, l'exaltation d'un nationalisme primaire qui séduit les masses.

Des chroniques ciblées seront bientôt diffusées, à destination de la jeunesse, des paysans, des ouvriers et plus généralement des citoyens. Leur titre révèle les objectifs du régime: *Dalla civiltà liberale a la civilta facista* in *Chronache del regime* (De la civilisation libérale à la civilisation fasciste, « Programme national », 23 septembre 1936), *Politica colonizzatrice del regime* (Politique colonisatrice du régime) in *Cronache dell'agricolture* (28 janvier 1939), *Motivi essenziali della difesa della razza* (Motifs essentiels de la défense de la race , « Programme national », 22 janvier 1940).

Le régime fasciste est soucieux de faire passer son message politique mais surtout d'imposer une pratique gouvernementale. L'écoute de la radio est un devoir civique, comme en d'autres régimes totalitaires. La radio que Marinetti a désignée comme la « parole électrique » doit former la nouvelle conscience politique. En novembre 1933, une émission de commentaires d'actualité trouve sa place dans les programmes : *Cronache del regime* (« Chroniques du régime »)

L'information est, bien entendu, sous le contrôle étroit du pouvoir fasciste. Chaque jour, les stations doivent consacrer deux heures aux communications du gouvernement qui peut aussi intervenir par nécessité. Les interventions sur des sujets

5- Selon Hannah Arendt, Mussolini « qui aimait tant l'expression d' "État totalitaire", n'essaya pas d'établir un régime complètement totalitaire et se contenta de la dictature et du parti unique. »

6- Mussolini Arnaldo: Gli eroi della volontà (Les héros de de la volonté). Déclaration sur Radio-Milan le 6 février 1930.

politiques, économiques ou financiers sont soumises à autorisation. Le régime a le souci de faire passer son message et sa volonté au plus grand nombre des italiens et, plus tard, aux voisins ou aux colonisés.

Mussolini soulevait l'enthousiasme des foules rassemblées Piazza Venezia, à Rome lorsqu'il annonçait une « Italie fasciste et impériale... »[7] Le projet colonial a l'Éthiopie pour cible. Suivant encore le modèle d'un Reich expansionniste, le *Duce* occupera l'Albanie en 1939.

La propagande radiophonique a préparé l'opinion des pays concernés. C'est la mission de *Radio Bari*, installée en 1932 sur la côte orientale de l'Italie méridionale. Elle diffuse à partir d'août 1933 un programme d'information en albanais *Gazeta Shqipetare* soutenu par la Chambre de commerce italo-orientale. L'année suivante, la station sera la première, dans le bassin méditerranéen, à émettre en langue arabe à destination de l'Afrique du nord.

Afin d'entretenir le nationalisme, associé dans la conscience itailenne à la primauté de la Ville éternelle, comme centre mondial de la chrétienté, la radio diffuse de nombreuses causeries religieuses. Le pape Pie XI s'est exprimé sur les ondes, pour la première fois en 1931.

Le Saint-Siège dont la station radiophonique a été inaugurée en 1931 en développe les moyens d'émission afin d'assurer la diffusion universelle de sa mission.

Le 1er avril, le début de « l'Année sainte » (d'une durée de six mois) est l'occasion d'une diffusion en plusieurs langues - italien, anglais, français - par un émetteur en ondes courtes inauguré deux mois plus tôt. En juin, la visite d'une délégation de catholiques chinois est l'occasion pour le pape Pie XI de s'adresser à une communauté lointaine.

Espagne : la radio déstabilise la République

La Constitution adoptée en 1931 a mis en place à Madrid un gouvernement républicain. L'événement a été annoncé par la station *Unión Madrid* de Barcelone. Ce gouvernement de gauche affronte une opposition de droite qu'il tente de contenir par des mesures maladroites de ses responsables. En août 1932, l'un de deux-ci, le général Sanjurjo tente de soulever ses partisans par un appel à l'insurrection depuis la station de Séville. Sans succès mais quatre ans plus tard, un autre général, Franco, lance un appel radiodiffusé depuis l'une des îles Canaries. C'est le « Manifeste de Las Palmas », première étape d'une conquête qui s'achèvera 7 ans plus tard par l'établissement de la dictature.



Roosevelt en campagne électorale.

États-Unis : un discours "démocrate"

Franklin Delano Roosevelt est élu en novembre 1932 au moment où la dépression engendrée par la crack boursier de 1929 est à son maximum. Son premier souci est de rétablir la confiance puis de dynamisme des entreprises, du commerce et celle des consommateurs. La première urgence est de réduire le nombre des chômeurs.

Il a évalué le profit politique de l'usage de la radio à l'occasion de la campagne électorale de 1928 en soutenant la candidature d'Al Smith (battu par le Républicain Herbert Hoover) : « J'ai tenté l'expérience d'écrire et de prononcer mon discours pour le seul bénéfice de l'auditoire radiophonique et pour la presse plutôt que pour l'effet qu'il pourrait avoir sur les délégués à la convention...[8] » Élu Gouverneur de l'État de New York, Roosevelt s'adressera à ses concitoyens par l'intermédiaires des stations locales.

Roosevelt installé dans ses nouvelles fonctions le 4 mars 1933 choisit de rendre compte à ses concitoyens sans intermédiaire.

En décembre 1932, le réseau NBC a offert au nouveau Président la possibilité de s'exprimer chaque semaine, s'il le souhaite, pendant un quart d'heure. La première intervention est diffusée depuis la Maison Blanche, le 12 mars à 22 heures. Elle a pour objet de redonner confiance aux Américains dans leur système bancaire en leur expliquant sa nécessité et son fonctionnement : « J'ai conscience que les nombreuses déclarations des assemblées des États ou de Washington, la législation, les règlementations du Trésor exprimées le plus souvent en langage bancaire ou législatif doivent être expliquées au citoyen moyen... »

« Différant par le ton des émissions de Hitler et de Mussolini, qui étaient reçues par le public sur un fond de foules hystériques, les causeries de Roosevelt ressemblaient à un échange d'idées dans une sorte de conseil de famille. » En renouvelant la forme de la communication politique, le Président rend compte avec pédagogie des premières décisions qu'il a déjà prises. C'est un succès. un demi-million de lettres parviennent à la Maison Blanche au cours de la semaine suivante. Marshall Mc Luhan dira plus tard que cette nouveauté médiatique avait « forgé une nouvelle unité tribale... ».

C'est le début de la « démocratie directe ». Au moment où il prenait l'habitude de s'adresser directement au pays, Hitler lui rendait cet hommage : « J'ai de la sympathie pour Mr Roosevelt, parce qu'il va droit à son but par-dessus le Congrès, les lobbies et la démocratie... »

Dans une nouvelle intervention, deux mois plus tard, le 7 mai, le Président esquisse une personnalisation du pouvoir que l'urgence des décisions à prendre impose, de son point de vue. Une sorte d'économie organisée est engagée : « La législation adoptée ou en cours de promulgation peut-être vraiment considérée comme la partie d'un plan bien établi... »

Dans le cadre de cette nouvelle volonté, les grandes lignes de ce que l'on connaît comme le *New Deal* sont exposées :

« Nous allons demander au Congrès des lois qui permettent au Gouvernement de soutenir des travaux d'intérêt collectif afin de stimuler l'em-

7- « Una ora solenne ha scocàtta per l'Italia fascista e impériale... » depuis le balcon d'où jadis Laetizia Bonaparte assistait au triomphe de son fils Napoléon.

8- Déclaration à Walter Lippmann, citée par André Kaspi in Frankin Roosevelt (Fayard, 1988).

ploi, directement et indirectement. »

Des programmes de soutien au monde agricole (*Farm Relief Bill*), d'augmentation des salaires ouvriers (*a more fair wage return*), de limitation de la durée du travail et de la surproduction, sont annoncés.

Une réorganisation des transports ferroviaires sera envisagée avec l'assistance du Gouvernement mais le Président se défend du soupçon d'interventionnisme : « On aurait grand tort de considérer les mesures que nous avons prises dans le domaine agricole, l'industrie et les transports comme un contrôle gouvernemental. Il s'agit plutôt d'un partenariat, non dans le domaine des profits qui sont réservés aux citoyens, mais plutôt un partenariat dans la programmation et dans la surveillance de son exécution. »

La propagande de guerre

Le Front populaire, en France, n'a pas su - ou voulu - utiliser à son profit la radio dont le socialiste révolutionnaire avait la charge.

Un ministre de la propagande, Ludovic-Oscar Frossard, figure pour la première fois sous ce titre dans le deuxième cabinet Blum (mars-avril 1938). En 1939, le gouvernement Daladier confie l'organisation des contenus de l'information radiodiffusée dans une situation de guerre à un jeune écrivain, Paul Vialar qui suggère de confisquer les postes récepteurs pour limiter les effets de la propagande allemande. En 1940, un Haut-commissariat à l'information sera institué et confié à un écrivain illustre, Jean Giraudoux.

A partir de 1933, les stations allemandes ne se contentent plus de diffuser la propagande nazie à usage interne. L'expansionnisme du IIIe Reich utilise ses émetteurs frontaliers pour préparer certains de ses voisins à une guerre de conquête. La station de Stuttgart diffuse en français les interventions pronazies de Gabriel Ferdonnet. Correspondant à Berlin de divers journaux depuis 1927, il sera connu, en France, comme le "traître de Stuttgart" pour avoir rédigé les textes de propagande nazie que lisait un speaker sur l'antenne de cette station. Il sera condamné à mort, pour collaboration, par un tribunal français, en 1945.

Depuis 1936, le gouvernement français a mis en place, discrètement, des contre-feux à l'initiative de deux germanophones, Pierre Berteaux et Pascal Copeau dont les émissions sont, depuis Strasbourg, une réponse à celles de Ferdonnet[9]. Le gouvernement de Varsovie leur a demandé un programme pour contrer l'intense propagande nazie

Les Anglais reçoivent de Hambourg ou de Berlin les harangues d'un américain converti au nazisme, Lord Haw-Haw (William Joyce). La propagande nazie diffuse également depuis le Luxembourg un programme dont le titre *Radio-Humanité* tente de tromper l'auditoire communiste. Pendant les années de guerre, la BBC organisera la réponse en utilisant les services d'un journaliste également germanophone, Sefton Demler, présenté sous le pseudonyme de Gustav Siegfried Eins. Les soviétiques, de leur côté, ne manquent pas d'entretenir l'ardeur des anti-nazis en Allemagne.

La déclaration de guerre en 1939 a pour cause immédiate l'invasion de la Pologne par les armées allemandes, le 1er septembre. Une fausse information est à l'origine de cette intervention. Le 31 août, des hommes de main nazis ont investi le studio d'une petite station, Glivice, proche de l'émetteur de Katowice, en Silésie, à proximité de la frontière avec la Tchécoslovaquie pour diffuser une proclamation anti-allemande qui ne sera pas transmise mais néanmoins relayée par les grandes stations du Reich et dénoncée comme un provocation qui justifie l'attaque de la Pologne.

C'est le début d'une guerre

9- *« Un Allemand hitlérien, speaker à la Radiodiffusion française (1937-1940) » in Gavroche n°57/58 (Mai-août 1991).*



« Les Français parlent aux Français » fut le premier programme national diffusé par la BBC vers un pays de l'europe occupée. Photo pendant l'émission de 21h15.

Réflexions sur le mensonge

C'est le titre d'un article publié, en 1943, sous la signature d'Alexandre Koyré, mieux connu des épistémologues que des analystes de la désinformation. On y trouve une actualisation de l'observation d'un phénomène concomitant au développement de la presse à grande diffusion et des médias hertziens : la propagande de masse.

Extraits :

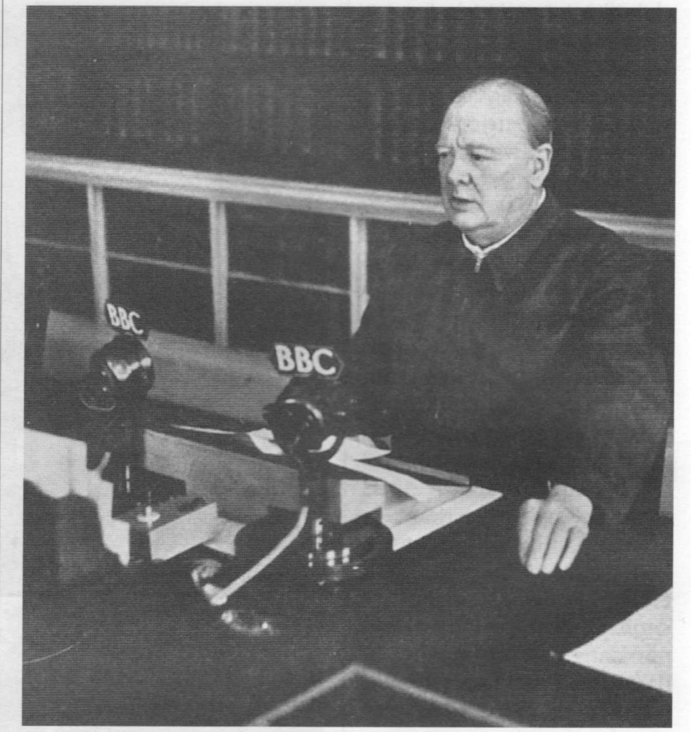
«On n'a jamais autant menti que de nos jours. Ni menti d'une manière si éhontée, systématique et constante. On nous dira peut-être qu'il n'en est rien, que le mensonge est aussi vieux que le monde ou, du moins, que l'homme mendax ab initio, que le mensonge politique est né avec la cité elle-même [...] enfin, sans remonter le cours des âges, que le bourrage de crâne de la Première Guerre mondiale et le mensonge électoral de la période qui l'a suivie ont atteint et établi des records qu'il serait bien difficile de dépasser. [...]

Nous maintenons donc qu'on n'a jamais menti autant que de nos jours et qu'on n'a jamais menti aussi massivement et aussi totalement qu'on le fait aujourd'hui. On n'a jamais menti autant. En effet, jour par jour, heure par heure, minute par minute, des flots de mensonges se déversent sur le monde. La parole, l'écrit, le journal, la radio...tout le progrès technique est mis au service du mensonge.

[...] Le mensonge moderne - c'est là sa qualité distinctive - est fabriqué en masse et s'adresse à la masse. Or, toute production de masse, toute production de qualité intellectuelle surtout - destinée à la masse, est obligée d'abaisser ses standards...»

Sources : <http://perso.wanadoo.fr/espace.freud.topos/psycha/psychem/mensonge.htm> On peut aussi trouver le texte intégral sur plusieurs sites en cherchant sur "Google" : "Alexandre Koyré".


Le 30 octobre 1941, de Gaulle au micro de la BBC.



Le 4 juin 1940, le « Nous irons jusqu'au bout... » de Churchill à la BBC.

mondialisée pendant laquelle la radio tiendra un rôle essentiel d'information, de désinformation et de contre-désinformation.

La guerre des ondes

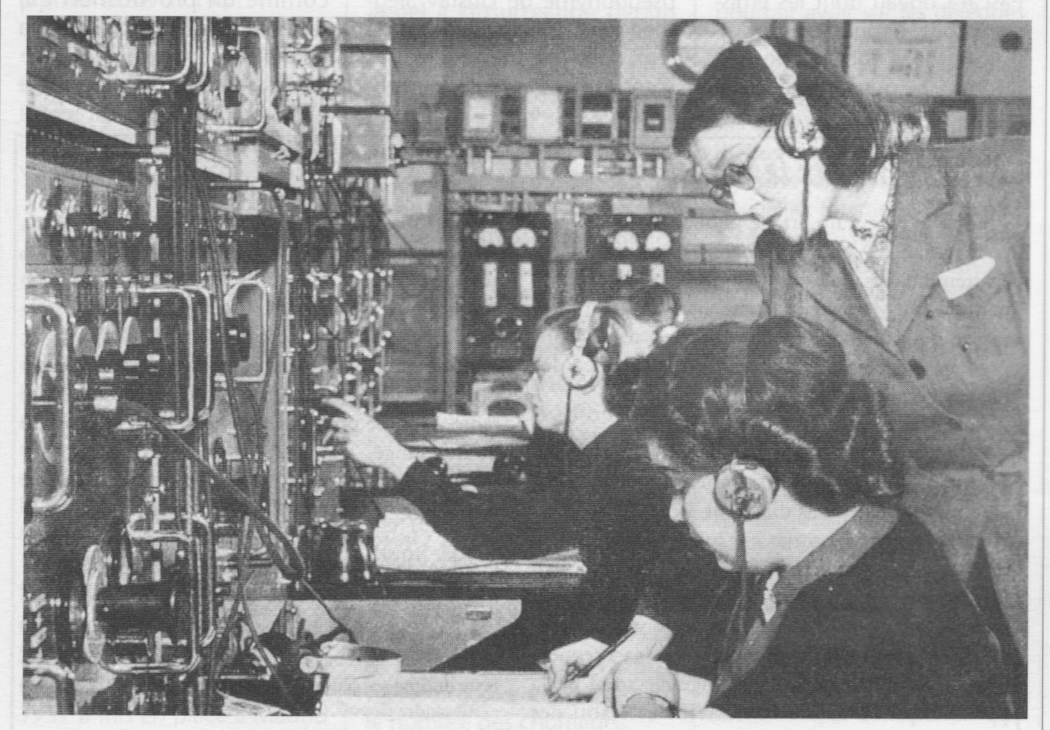
Le Maréchal Pétain, Président du Conseil - le dernier de la IIIe République - désigné le 16 juillet 1940 par le Président de la République Albert Lebrun s'adresse le lendemain à la nation, par la radio, depuis Bordeaux. Il y prononce la fameuse phrase : « je fais à la France le don de ma personne pour atténuer ses malheurs... »

Il n'est pas illogique que chacun des pays engagés dans la guerre diffuse les informations qui servent sa cause nationale. Ce souci sera, à l'occasion, étendu à la necessité de persuader l'auditoire de l'excellence de son action par une propagande dont le monopole ou le champ de diffusion assureront le succès.

Etre réellement informé sera, dès lors, affaire de foi ou seulement de crédulité, mais sûrement une question de patience à la recherche de messages venus de loin ou cryptés par un brouillage.

Les émissions de la France Libre, transmises de Londres par la BBC, sont à cet égard exemplaires. L'appel du général de Gaulle, le 18 juin 1940, a été peu entendu. Les rendez-vous répétés que l'équipe française de Londres entretiendra chez les Français au cours des années suivantes entretiendront l'esprit de résistance qui conduira à la défaite du Reich.

La ligne de démarcation entre la zone sud et la zone nord inclut l'un des deux puissants émetteurs en ondes longues d'Allouis, inauguré en 1939. Il sera affecté à partir de 1941 à la diffusion de programmes à destination des pays occupés. Le second émetteur sera utilisé au brouillage des émissions de la BBC. Deux émetteurs diffusent vers l'Angleterre des émissions de propagande habilement noyée dans une programmation où domine la musique de jazz. Certains auditeurs se souviennent de l'annonce : *Hier Spricht Calais !* (Ici Calais).


Dans les salles de commande de la BBC, les femmes ont remplacé les hommes à la technique.

De la victoire des alliés à la guerre froide

L'armistice de mai 1945, s'il met fin aux combats, introduit l'opposition entre deux modèles de société, le capitalisme et le collectivisme.

Chacune des options aura, pendant près de quatre décennies, le souci de persuader l'opinion de sa supériorité. La radio en sera l'instrument.

L'URSS, dans la tradition de la Révolution d'octobre, a

développé très tôt les moyens de diffuser l'idéologie communiste dans des programmes émis dans de nombreuses langues. L'émetteur en grandes ondes de Moscou, Radio-Komintern a été inauguré en 1927.[10]

Après la fin de la deuxième guerre mondiale, les États-Unis ont entretenu et développé les stations que leur logistique avait apporté au profit des armées en campagne pour la libération de l'Europe tel l' *AFN - American Forces Network* - qui s'installera durablement en Europe pour opposer un modèle à l'autre, communiste. D'autres le complèteront, *VOA - Voice of America -, Radio Free Europe* et *Radio Liberty*. A Berlin, les Américains installent une puissante station, *RIAS - Radio in American Sektor* - émettant en allemand et en anglais. Les programmes, composés de musique de variétés et de jazz, sont attractifs pour les auditeurs des deux Allemagnes (et au-delà...). Ils fournissent au bloc de l'Est les informations dont les populations sont privées. L'écoute de ces stations peut difficilement être interdite quelle que soit la dissuasion tentée par les gouvernements qui la dénoncent comme « crimes idéologiques ». On n'est pas, alors, avare d'emphase.

Les pays sous obédience communiste ont, de leur côté, installé de nombreuses stations qui diffusent leur propagande. Elle a peu d'effet en Europe, sinon à l'égard des militants crédules. Elle est mieux accueillie par le petit nombre des auditeurs du Tiers Monde qui y trouvent l'encouragement à un changement de nature révolutionnaire.

« En 1948, une enquête de la BBC montrait que les principales émissions internationales provenaient dans l'ordre de leur importance, de : la Grande-Bretagne, les États-Unis, la Russie, la France, l'Australie, la Hollande, la Belgique, le Canada, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Roumanie, la Turquie, la Bulgarie, la Pologne, l'Albanie.[11] »

A partir de 1950, la Chine populaire aura le souci de brouiller les émissions du camp adverse. Son activité de propagande internationale réjouira, davantage peut-être, les amateurs à la recherche d'une écoute lointaine sur les ondes courtes que les militants maoïstes !

En Amérique centrale, Che Guevara soulignera dès 1959, le rôle mobilisateur de la radio.

La Conférence de Bandoung qui a réuni, en 1955, les pays dit "non-alignés" parce qu'ils ne se réclament d'aucun des deux blocs - capitaliste ou communiste - développe leur souci d'affranchissement à l'égard des puissances anciennement coloniales qui ont conservé des liens économiques dominants. Le Caire, où le général Nasser a renversé la monarchie égyptienne en 1952, devient le centre de ces mouvements indépendantistes. La radio est un instrument essentiel des mouvements de libération. La station à vocation internationale *La voix des Arabes* est inaugurée en juillet 1953. Elle diffuse des programmes en cinq langues (arabe, anglais, français, grec, italien). En 1960, on en comptera 22, plus que la France n'en diffuse (19) .

Dans la plupart des pays européens, la radio est exploitée par le secteur public qui les préserve alors d'une autre propagande envahissante, la publicité. Le renouveau libéral, à partir des années 70, a fait disparaître ces obstacles à la liberté d'entreprendre...ou de manipuler les consciences. La publicité qui a envahi les "grilles" de programmes est une forme de propagande dont les bonnes intentions restent à démontrer.

La radio bousculée par l'arrivée de la télévision : prééminence de l'image

On peut tenter d'évaluer l'impact des propagandes totalitaires des années 30, si leurs opérateurs avaient disposé de la transmission de l'image et surtout de l'intervention sur les images.



Premier grand reportage en direct par la télévision anglaise avec le couronnement de George VI en 1937.

A la veille de la deuxième guerre mondiale, la télévision promet de contribuer à la vérité de l'information grâce à la réalité des images diffusées en direct. La transmission du couronnement du roi d'Angleterre, George VI, en 1937 est une mise en scène élaborée entre le Protocole de la monarchie et les exigences des techniciens. Elle indique déjà que le reportage peut être mis en scène.

Le nouveau média se développera dans le grand public en Europe à partir des années 50 dans des institutions de service public qui laissent aux majorités de gouvernement le contrôle des programmes. La continuité de la diffusion en direct laisse (théoriquement) peu d'opportunité de dissimulation de l'événement. Seule la présence d'esprit de celui qui choisit les images à transmettre peut occulter certains épisodes. On doit à cette réaction immédiate des opérateurs de n'avoir jamais vu le général de Gaulle, affligé d'une mauvaise vue, trébucher en descendant d'une estrade. En revanche, voir Khrouchtchev frapper le pupitre de l'ONU de son soulier est un événement médiatique spectaculaire sinon diplomatique.

L'enregistrement magnétique à partir de 1960, puis, une décennie plus tard, les moyens d'intervention a posteriori - montage et effets spéciaux (trucages électroniques et post-production) - permettront la diffusion de contenus satisfaisants pour les pouvoirs, politique puis affairiste lorsque la publicité imposera les contraintes de l'entrepreneur commanditaire.

Depuis les dernières années du vingtième siècle, le développement des images virtuelles permet de créer des images dont la conformité ne cessera de se distancier par rapport à la réalité.

Jean-Jacques Ledos

10- « La radio en U.R.S.S. » in Gavroche n° 61, janv.-fév. 1992.
11- Fouad Benhalla : « La guerre radiophonique » (Revue Politique et Parlementaire, 1984).


Photo G. Ragache

A l'exposition universelle de 1900 : le Palais de l'électricité

Belle époque pour un entrepreneur

L'Exposition universelle de 1900 fut pour un jeune entrepreneur en bâtiment et travaux publics comme une opportunité professionnelle. Elle lui fournit l'occasion de remporter ses premières médailles et de nouer des contacts avec des professionnels de haut niveau lors de ce vaste chantier. En effet, l'un des monuments les plus visités de cette exposition (et plus encore admiré la nuit) fut sans conteste le Palais de l'électricité. Bien calé au fond du Champs de Mars, occupant un espace considérable et mis en valeur par un spectaculaire « Château d'eau » qui constituait à lui seul une attraction, il ne pouvait échapper à l'attention des visiteurs, en particulier le soir quand il s'illuminait grâce à « la Fée Électricité ».

De tous les points de Paris on verra cette allégorie...

Ce palais devint « le clou féerique de l'exposition » comme l'écrivit un contemporain, A. Da Cunha : « Bien que tous les palais du Champ de Mars soient différents comme architecture, ils procèdent pourtant d'une idée d'ensemble, de façon à ce que l'intérêt soit gradué et aille en augmentant à partir de ceux qui longent la Seine jusqu'à la pièce principale, comprenant tout le fond du Champ de Mars, nous voulons parler du Palais de l'électricité et du château d'eau qui lui est accolé. » Et Da Cunha précisait que la statue qui couronnait l'édifice, « le Génie de l'électricité » se trouvait à la même hauteur que les tours de Notre-Dame : « De tous les points de Paris on verra cette allégorie qui est en même temps un emblème : elle marque l'apogée des applications de la science aux besoins journaliers de notre existence. » Il est vrai qu'en 1900 l'électricité triomphe à la fois comme symbole de modernité, d'efficacité et comme preuve d'une application possible au plus grand nombre de « la magie de la science ». Nous sommes dans une époque de « scientisme » triomphant, où le doute sur les bienfaits de la technologie n'est pas permis.

Or, Ernest Ragache fut un des entrepreneurs qui réalisèrent cette considérable bâtisse. Ce fut pour lui un challenge important. À l'époque, il était dans la force de l'âge (trente-trois ans l'année de l'inauguration), et c'était une sorte de défi qu'il devait relever car les délais étaient impératifs : « Adjugés au profit de Monsieur Ragache, les ouvrages de maçonnerie en élévation furent entrepris à la fin de juillet 1899 et achevés le 1er avril 1900 » c'est-à-dire en à peine huit mois, souligna Alfred Picard, commissaire général de l'exposition. Car tout devait être prêt pour l'inauguration, le 14 avril 1900. L'entrepreneur parviendra à remplir correctement ce cahier des charges particulièrement serré si l'on en juge par le rapport d'Alfred Picard et plus encore par la médaille d'argent qu'il obtint et dont il sera légitimement fier pendant plusieurs années.

Certes les médailles distribuées furent nombreuses et certains artisans qui n'en avaient pas obtenu engagèrent même des recours pour obtenir cette récompense. Elles étaient attribuées par un jury indépendant mais sur propositions écrites et motivées des architectes. Ensuite le jury tranchait en fonction de la qualité de la réalisation. Ernest, qui avait réalisé une grande partie du gros œuvre et de la maçonnerie ne fut, bien entendu, pas seul sur cet important chantier. De nombreux confrères œuvrèrent aussi à cet édifice dont l'entreprise Crouilbois, un couvreur spécialisé dans le métal, l'entreprise E. Monnet, spécialisée dans le zinc repoussé, qui eut beaucoup d'ouvrage en raison du dessin complexe des décorations faîtières : « Monsieur Monnet a exécuté la décoration en Zinc repoussé de la crête du Palais de l'électricité », signale l'architecte Hénard en vue de lui obtenir in extremis une récompense ; l'entreprise Julien, également spécialisée dans le zinc repoussé, réalisa la spectaculaire statue du « Génie de

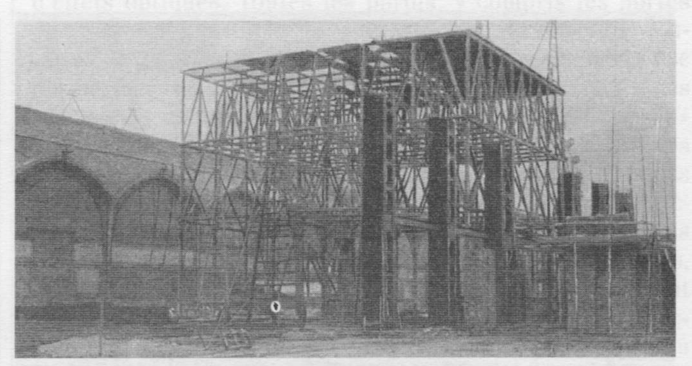
Le Palais de l'électricité et le Château d'eau : effet de nuit.

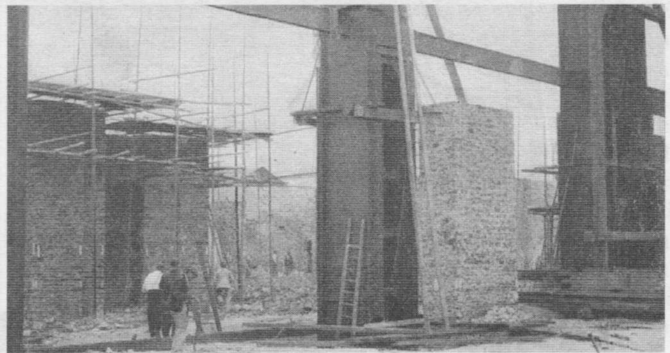
l'électricité » qui couronnait l'ensemble ; « Les 240 panneaux en mica des grandes étoiles furent exécutés par M. Choquet-Goddier » ; l'entreprise Ch. Blanc assura la peinture et la dorure de la crête ; l'entreprise Cornillon pour les décors et la peinture intérieure ; l'entreprise Leperche pour les escaliers en fer et enfin l'entreprise Alméras, spécialisée dans la « sculpture, staff, carton et pierre », réalisa les nombreux et complexes moulages décoratifs qui ornaient toute la façade du monument. Or Alméras estimera (une médaille lui sera attribuée en rattrapage) avoir été pénalisé en étant « oublié » lors de la remise solennelle des prix.

Pourquoi un tel désir de se voir récompenser de la part d'Alméras ?

Parce que la médaille constituait pour les milliers d'hommes qui avaient édifié et décoré en quelques mois des bâtisses dont ils savaient par avance le caractère éphémère (ce qui n'est pas dans les habitudes de ces corporations qui travaillent habituellement pour la durée) une trace tangible d'un travail effectué souvent dans des conditions limites, parfois dangereuses. Rien de tout cela n'était pas destiné à perdurer et il ne devait (en principe) n'en rester aucune trace architecturale.

Il est à remarquer que dans « la catégorie 29 » intitulée « Modèles, plans et dessins de travaux publics », le jury présidé par Florent Guillain (et dans lequel figurait Gaston Trélat) fit preuve de discernement car il récompensa des groupes de travailleurs tels l'Association des ouvriers charpentiers le progrès ou les Charpentiers de Paris qui avaient fait du bon ouvrage, mais aussi des novateurs dont le talent allait se confirmer au fil des ans tels Edmond Coignet,. la Société Hennebique et même la Société autrichienne des ingénieurs et des architectes, c'est-à-dire une équipe qui était en train de réaliser le « Vienne Art nouveau » dont tout le monde reconnaît la qualité aujourd'hui. Ce n'est donc pas seulement pour le plaisir de participer à la fête de remise des prix que l'architecte, l'entrepreneur ou l'artisan ainsi récompensé tenait à sa distinction, mais parce que cela pouvait constituer pour lui une publicité, et donc une retombée économique non négligeable. En raison du nombre de visiteurs qui avaient fréquenté l'Exposition,



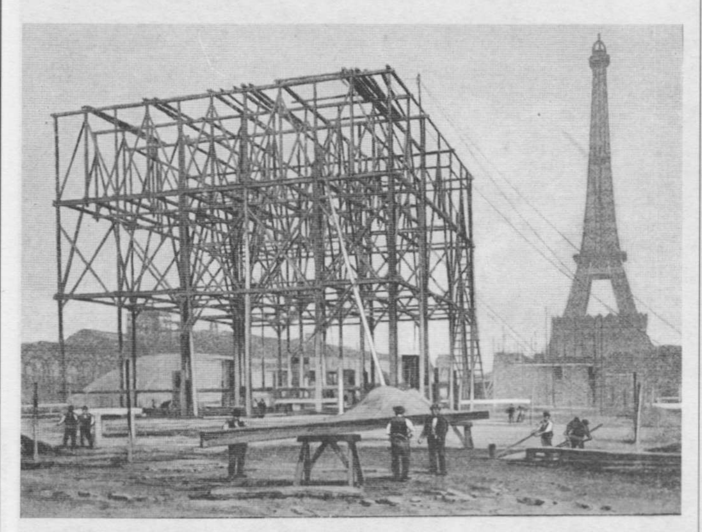




Photos du montage du Palais de l'électricité avec des charpentiers qui apportent des pièces de l'échafaudage.



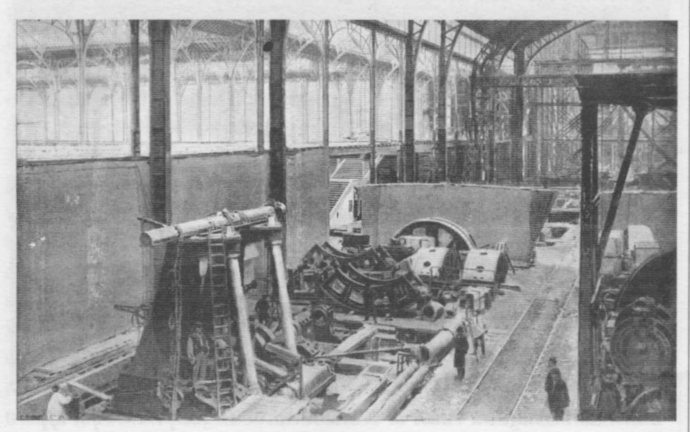
Commencement des travaux de maçonnerie du Château d'eau.



Travaux du Palais de l'électricité.



Juillet 1899, panorama des travaux du champ de Mars.



Montage des moteurs et des dynamos.

l'impact était garanti et les artisans comprirent bien l'enjeu de la référence professionnelle que cela constituait tant par rapport à leurs clients que par rapport à leurs confrères. D'ailleurs, de 1901 à 1909, comme ses confrères, Ernest signalera dans l'annuaire Sageret, lu par tous les professionnels du bâtiment, qu'il avait été « adjudicataire des travaux de l'Exposition universelle de 1900 – Palais de l'électricité et Salle des illusions – Médaille d'argent ». Et, de fait, cela lui vaudra des commandes et des contacts fructueux...

Dentelles de métal

La réalisation de ce « Palais de l'électricité » fut pour tous ses bâtisseurs un grand moment, techniquement problématique, mais très formateur car ils eurent la chance de travailler sous la direction d'un des plus importants architectes du moment, Eugène Hénard en personne, organisateur de toute l'Exposition universelle, qui avait beaucoup investi dans la réussite de ce pavillon qu'il considérait comme un challenge personnel.

Les plans de cet ensemble imposant furent réalisés avec minutie et revus plusieurs fois.

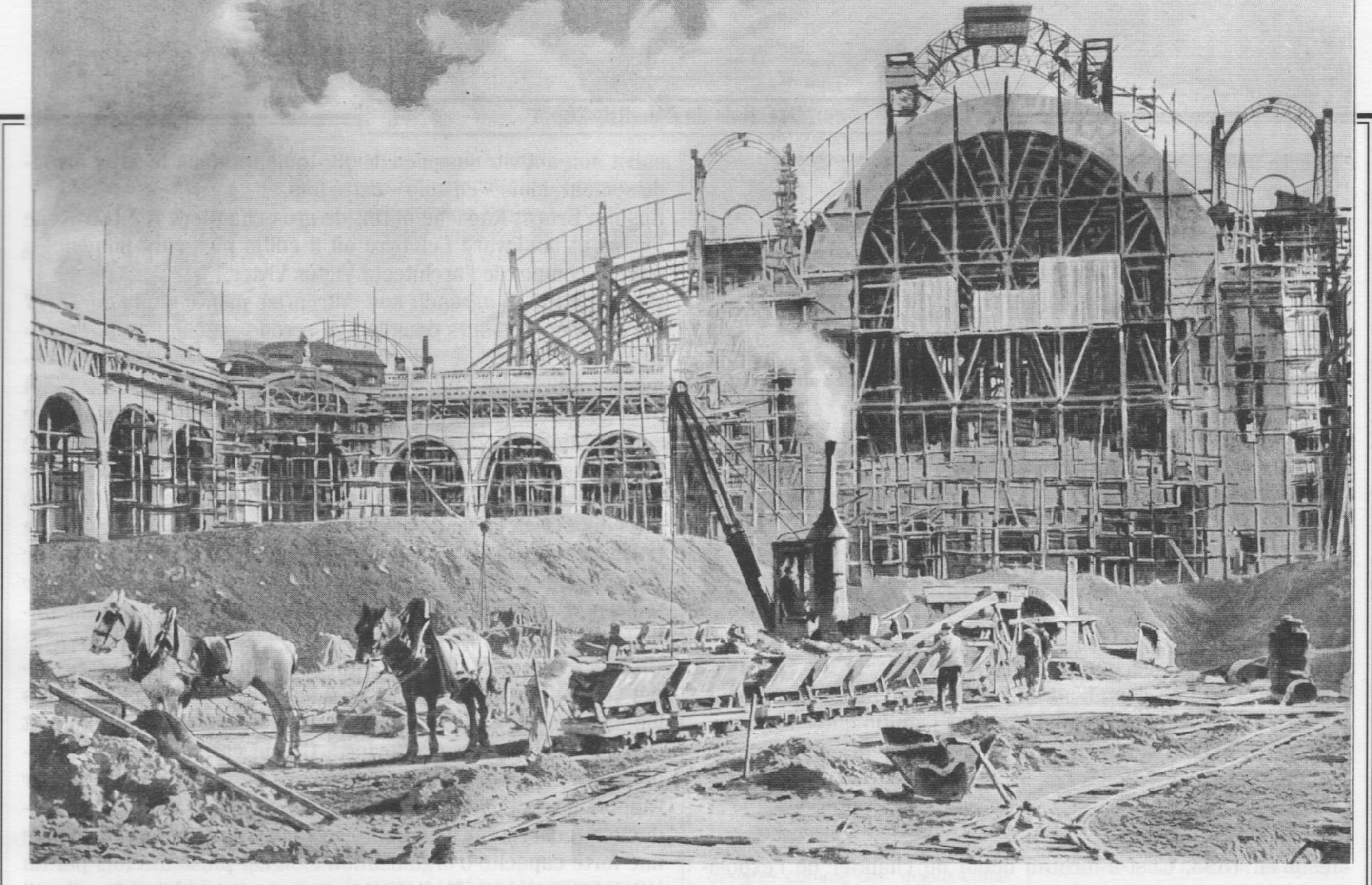
« Derrière le château d'eau, le Palais de l'électricité, œuvre de M. Hénard, profile ses dentelles de métal. Le Génie de l'électricité le domine à une hauteur de 80 mètres », indique la légende d'une gravure officielle. Un nota figurant sur les plans, approuvés par le directeur des services de l'architecture, M. Mouton, et par le commissaire général, A. Picard, signale que « le Palais de l'Électricité a été relevé de deux mètres à l'échelle de la maquette ». Finalement l'ensemble atteignit 80 m de large et 420 m de long (soit toute la largeur du Champ de Mars). À l'intérieur la Société des forges de Franche Comté 8 assura le remontage d'escaliers et de gros éléments de charpentes métalliques récupérés de l'exposition précédente dans la Galerie des machines que le Palais de l'électricité masquait habilement au regard du visiteur.

Le succès du bâtiment fut important et il donna lieu à de nombreuses représentations dont une grande planche illustrée, incluse dans un coffret édité pour l'occasion, qui rappelle (en légende) que cette partie de l'exposition constitue « le décor prestigieux du Champs de Mars, le clou féerique de l'exposition ».

Mais ce Palais de l'électricité n'eut pas qu'une fonction ludique, il avait aussi un rôle économique décisif car c'était là qu'étaient installées toutes les machines qui éclairaient et animaient l'ensemble de l'exposition. Malgré cet aspect fonctionnel, camouflé sous une ossature ornée de moulages de plâtre et de staff, ce fut un des endroits les plus visités de l'exposition. Situé juste dans l'axe de la grande entrée et de la tour Eiffel et accolé au château d'eau, on ne pouvait le manquer. De plus Eugène Hénard lui-même organisa bien la publicité autour de son propre bâtiment...

Une attraction inédite

Car Hénard fut aussi le concepteur d'une vaste salle d'attraction, dite « Salle des illusions », qu'Ernest Ragache réalisa avec lui et pour laquelle il fut aussi primé (une médaille d'argent). Dans son cahier des charges figuraient en effet « les murs et contreforts de la salle hexagonale, d'une épaisseur de 0,50 m en maçonnerie de moellons vieux hourdés au mortier de ciment surcuit du bassin de Paris, avec sommiers en pierre d'Euville pour recevoir les flasques en fonte qui supportaient les consoles à vis des châssis des glaces ». Tout cela fut réalisé dans le plus grand secret car « rompant avec leur tradition de publicité, le commissariat général tenta en 1900 une expérience intéressante de discrétion. Il résolut de préparer sans bruit une attraction inédite, dont le succès lui paraissait certain ». En effet les organisateurs de l'exposition craignaient que le fond du Champ de Mars, consacré surtout à des stands techniques et industriels, ne fût un peu délaissé par les visi-



Le chantier du Palais de l'électricité en février.

teurs au profit de parties plus accessibles et plus ludiques. C'est pourquoi l'accent fut mis sur le Palais de l'électricité et ses effets de lumière, puis au sein de ce Palais même sur une attraction particulière qui ne fut dévoilée qu'à la dernière minute. Dans le cahier des charges, et dans les descriptifs, ne figurait donc jusqu'au jour de l'inauguration qu'une « Salle hexagonale », à l'entrée du Palais, qui était censée être un « hall d'accueil et de réception [...] Ne possédant que des dessins partiels, limités à leur œuvre propre, les entrepreneurs avaient cru travailler à un salon d'honneur baptisé du nom de salle hexagonale ». Dans la première partie de l'ouvrage ce subterfuge pouvait réussir mais, sur la fin du chantier, Ernest Ragache fut surpris par la nécessité de prévoir des scellements de glace partout, y compris aux entrées et sorties, glaces que les techniciens de Saint-Gobain vinrent poser eux-mêmes avec les plus grandes précautions. C'est pourquoi, lui, ses confrères de Saint-Gobain et les compagnons charpentiers qui travaillaient aux finitions, comprirent bien que quelque chose d'inhabituel se préparait en raison des contraintes techniques imposées : « La salle hexagonale était couverte par une coupole dodécagonale formée de douze demi-fermes à treillis. Ces fermes soutenaient, à l'aide d'aiguilles en fer et en charpente, la coupole intérieure en staff de la salle, qui ne pouvait prendre d'appui sur les parois revêtues de glaces ; elles avaient pour support les murs en maçonnerie de la construction. » Tout cela parut anormalement compliqué à des entrepreneurs expérimentés et aux compagnons charpentiers pour réaliser un simple hall d'accueil, ce dont témoigne cette réflexion Alfred Picard : « La mise en place des glaces, effectuée à la dernière heure, leur dessilla les yeux. » Mais le commissaire de l'exposition signale que bien qu'ils aient compris, les entrepreneurs jouèrent le jeu et gardèrent le secret absolu. L'effet de surprise auprès de la presse et des officiels fut total. Cette opération fut « une réussite absolue, dépassant les espérances les plus optimistes, et fut la légitime récompense de Monsieur Hénard ».

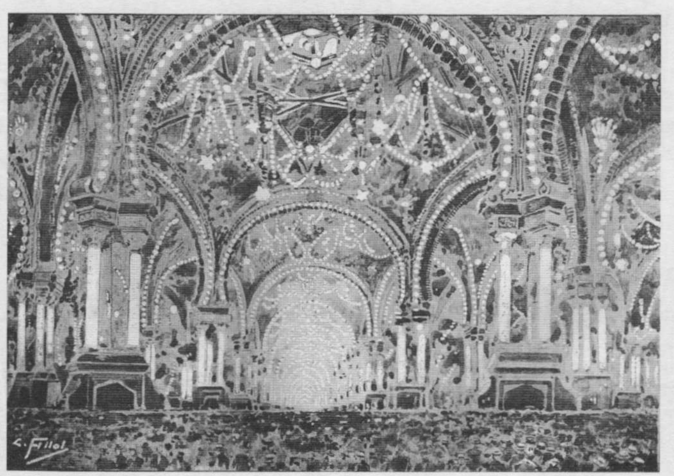
Des files d'attente

En quoi pouvait bien consister cette attraction préparée dans **le plus grand** secret ?

En une alliance nouvelle pour l'époque d'effets électriques et d'effets optiques. Toutes les parois, y compris les portes d'entrée et de sortie de la salle étaient entièrement recouvertes de 84 grandes glaces jointives de 4,68 m sur 2,84 m se faisant face, deux à deux. Une fois les portes refermées, les spectateurs se trouvaient donc dans un « Palais des glaces » progressivement plongé dans la pénombre. C'est alors qu'entrait en jeu toute une scénographie avec musique et effets de lumière car « chacun des éléments de la décoration électrique (grand lustre, étoiles bleues, étoiles rouges, étoiles blanches, appliques d'angle, arcades bleues, rouges, blanches, colonnes blanches, rouges, vertes) était aménagé en circuit distinct ». Cela permettait aux opérateurs (invisibles des spectateurs) de les allumer ou les éteindre séparément ou ensemble, créant ainsi des effets calculés : « Il y avait 3 000 lampes environ. Comme les glaces reproduisaient nettement pour l'œil trois réflexions successives, le spectateur voyait dix-huit salles semblables à celle dans laquelle il se trouvait [...] et donc 54 000 lampes brillaient autour de lui ! » Par un effet de bouche à oreille l'attraction devint très recherchée et il fallut organiser des visites par fournées de 1 000 spectateurs, réduites à dix minutes seulement... Des files d'attente de 4 à 5 000 personnes se formèrent tous les jours. Les officiels, dont le Président de la République et plusieurs souverains étrangers, intrigués et piqués au vif, se firent organiser des séances spéciales, plus longues que pour le public habituel, avec danseuses, acrobates et chorégraphies...

Cette salle eut donc un réel succès, au point que lorsqu'elle fut détruite, Gabriel Thomas, qui avait fait construire un petit théâtre à l'italienne au 10 boulevard Montmartre (l'actuel musée Grévin), fit appel à Hénard pour qu'il lui réalisât (en réduction) une salle semblable. En 1906, il lui demanda d'installer « [...] un Palais des mirages. Dans cette salle hexagonale de 10 mètres de diamètre, constituée de six glaces parallèles deux à deux, le spectateur a l'illusion de voir une multitude de salles juxtaposées. » Ainsi, dans le Paris d'aujourd'hui, peut-on encore avoir une idée (en beaucoup plus petit) de ce qu'était la « Salle des illusions » de l'Exposition de 1900.

C'est donc avec l'animateur principal de l'Exposition, et sur un projet original, qu'Ernest travailla au quotidien pendant plu-



Le Palais des illusions.

sieurs années, dans une atmosphère de « secret » qui avait créé une certaine complicité entre ces hommes qui semblent s'être bien entendus si l'on en juge par l'amitié que conservera Hénard à Ernest Ragache (et réciproquement) pendant des années.

Après l'exposition

Jusqu'en 1898, c'est-à-dire au début du chantier de l'exposition, Ernest avait travaillé en association avec Charles Truffat au sein de la société Truffat-Ragache basée au 225 rue d'Alésia. Or cette entreprise a également participé au grand chantier de l'Exposition universelle et en particulier à l'édification d'un autre bâtiment remarqué à l'époque, le « Palais du génie civil », lui aussi situé sur le Champ de Mars. Dans son rapport Alfred Picard mentionna les travaux de l'entreprise Truffat sur ce palais où elle a réalisé « des hourdis de pans de fer en carreaux de plâtre spéciaux » et divers « revêtements et dallages en asphalte ». Sur ce chantier important pour une petite entreprise, Charles Truffat travailla sous la direction de l'architecte Jacques Armand, qui conçut l'ensemble du « Palais du génie civil » secondé par Théophile Leclerc.

C'est donc dans une atmosphère amicale, voire familiale, et aux côtés de compagnons expérimentés (les Charpentiers de Paris ou l'équipe de Charles Truffat) qu'il connaissait bien, qu'Ernest vécu le grand challenge de l'Exposition de 1900. Grâce aux succès remportés à cette époque, il sera ensuite en mesure de développer sa propre entreprise sise au 195 rue de la Croix Nivert, dans le XVe arrondissement. Après l'exposition, il demeura en très bon terme avec son oncle Truffat qui poursuivit son activité jusqu'en 1908, toujours dans le XIVe arrondissement, mais « en solo » cette fois.

Ensuite Ernest Ragache obtint de gros chantiers rue Olivier de Serres et boulevard Lefebvre où il édifia plusieurs immeubles pour le compte de l'architecte Victor Vivier.

Puis en 1907, il agrandit son entreprise qu'il installa au 73-77 rue Leblanc, toujours dans le XVe arrondissement et il ajouta « gare de Grenelle » à son adresse afin d'en préciser l'emplacement. La proximité du « chemin de fer de petite ceinture » lui permettait de se faire livrer facilement les matériaux de construction. Au 73 rue Leblanc, il construisit un ensemble de bâtiments neufs dont, sur la rue, une solide et fonctionnelle bâtisse en briques claires, sur deux niveaux, abritant ses bureaux et, sur la cour, plusieurs écuries pour ses chevaux de trait et pour une ânesse, ainsi que des entrepôts pour l'outillage, les échafaudages, les matériaux... Donc un chantier important et fonctionnel, clos d'un mur et d'un portail métallique.

Disposer d'un bon chantier était pour un entrepreneur essentiel car c'était depuis ce lieu qu'il organisait tous ses chantiers mobiles, au fur et à mesure des commandes, dans tout Paris et en banlieue, parfois en province. Ce qui caractérise les entrepreneurs en bâtiment (et plus encore en travaux publics) par rapport aux industriels c'est « le nomadisme » du lieu de production, générateur de nombreuses contraintes et qui demande une forte capacité d'organisation : « C'est plusieurs fois par an que l'entrepreneur étudie et implante, souvent à la hâte, l'outil de production nécessaire indispensable à la conduite de nouveaux travaux, tandis qu'il démolit les installations des chantiers terminés ou en voie de l'être », souligne à ce propos Dominique Barjot. Les entrepreneurs avaient donc besoin de place (ils étaient plus au large en banlieue), mais aussi d'être proches du plus grand lieu de construction qui était la ville de Paris. C'est pourquoi à cette époque ils furent nombreux dans les XIVe et XVe arrondissements où subsistaient quelques espaces disponibles et où leur implantation correspondait à une longue tradition.

À la veille de la Grande Guerre, Ernest parvint à une certaine renommée professionnelle et dirigea désormais une société de construction portant son nom qui reçut rapidement de nombreuses commandes publiques et privées. Pendant toute cette période, il travailla souvent avec un petit groupe d'architectes qui devinrent des amis (Paul Gosset, Jean Cahen, Lemaire...) et il en fut de même avec plusieurs entrepreneurs dont Léon Bouchereau ou Huguenin.

Gilles Ragache



Illustré de photos la plupart parues dans *l'Illustration* cet extrait est tiré du dernier livre de Gilles Ragache paru en mars dernier aux Editions Charles Hérissey/Airelles. Après son livre *A l'enseigne du Grand Salon* chez le même éditeur *(voir Gavroche N° 123/124)*, l'auteur poursuit l'histoire de sa famille parisienne. On passe cette fois du monde de l'auberge à celui de la construction et de l'architecture. Les Ragache deviennent ainsi "objets d'histoire" comme l'avait noté Serge Berstein (IEP de Paris) qui présidait le jury de la thèse d'habilitation (HDR) soutenue avec succès par Gilles en novembre dernier. De cette étude très appréciée du jury notamment pour sa qualité d'écriture - "cela se lit comme un roman" - voilà un livre qui nous fera regarder autrement ces immeubles parisiens dits de la belle époque dont 165 recensés aujourd'hui dans 17 arrondissements qui ont vu des Ragache participer à leur construction. On parle souvent de la mémoire des pierres, la voilà rendue bien présente et bien vivante avec ce travail qui a demandé de nombreuses années de recherche bien au-delà des cercles familiaux pour faire parler les archives. Au soir de sa vie en 1951, le dernier des architectes Ragache, porteur d'une tradition rejetée comme vieillerie et sans doute bien amer de ce constat, a vendu à un chiffonnier de Vaugirard plus de quatre tonnes de dessins, plans, projets accumulés pendant plus d'un siècle d'activité ! Voilà qui aurait fait renoncer bien des historiens à tout projet de recherche. Pas Gilles Ragache qui, avec du temps, de la ténacité et du savoir-faire, un peu de chance aussi, a retrouvé les traces lui permettant d'écrire une belle histoire de famille qui nous intéresse. CV.

254 pages - 19 €



AUTOCRITIQUES

Plusieurs livres ont illustré récemment la méfiance que suscitent les médias. Ils ont pour auteurs des journalistes.

La premier, "La face cachée du Monde" *. par Pierre Péan et Philippe Cohen, révèle quelques pratiques au sein du journal. En épousant le libéralisme, le quotidien semble avoir oublié l'exigence d'indépendance voulue et entretenue par son directeur-fondateur, Hubert Beuve-Méry, Le quotidien, devenu élément d'un "groupe" dirigé par Jean-Marie Colombani, ne serait plus au-dessus de tout soupçon ? Quels que soient les excès de la polémique, il est peu vraisemblable que le très libéral Alain Minc ait accepté de rejoindre les instances de surveillance du quotidien pour se satisfaire d'une figuration muette ou neutre.

Dans "Bien entendu... c'est off!"** un ancien journaliste du "Monde" évoque les fausses confidences des hommes politiques, destinées à la propagation d'indiscrétions dont la source doit rester invérifiable. C'est un vieux procédé de manipulation qui fait naître les rumeurs.

Soumission à la réalité de la demande ou à la démarche commerciale d'un pouvoir affairiste ? C'est peut-être la pratique qu'on enseigne aujourd'hui dans les écoles de journalisme si l'on en croit l'ouvrage d'un autre journaliste, François Ruffin : "Petits soldats du journalisme" ***. La nécessité de "faire court" pour ne pas ennuyer élimine tout approfondissement de l'information. L'auteur dénonce cette pratique dans les grands médias hertziens et dans les quotidiens populaires. On ne s'étonne pas que "Le Monde" conteste cette observation dans son édition du 4 mars. Pourtant, le même jour, dans le même quotidien, le journaliste Philippe Labro, de retour des États-Unis, cite les propos d'un confrère américain : « Notre métier, c'est de rapporter. On rapporte ce que dit le gouvernement. Les gens ne restent pas branchés plus de deux minutes. Ils déconnectent vite. Donc, on matraque, on grossit le trait. » Dans les journaux télévisés, l'intervention des envoyés spéciaux est habituellement limitée, à de rares exceptions près, à quinze secondes environ.

La censure existe dans la discrétion des rédactions. C'est ce que raconte un ancien correspondant de TF1, Alain Chaillou, par prudence, sous la forme d'un roman : "La lésion étrangère"****.

Nombreux sont, certainement, les journalistes du "Monde", aussi "engagé" soit-il, qui ne méritent pas le pilori. Ceux du "Figaro", de "La Croix", de "Libération" voire de "TF1", non plus. Toutefois, on devine que leur survie professionnelle dépend de leur soumission à la ligne éditoriale.

On peut, malgré tout, espérer être informé. Une fois par mois, "Le Monde Diplomatique" reste le rendez-vous essentiel. ❑

* Éditions des Mille et une nuits.
** Albin Michel.
*** Éditions Arène, Paris.
**** Éditions Alias etc.

ACTUALITÉ DE L'ANTICIPATION

« Lorsqu'en 1880 *, Albert Robida, mon grand'père, imaginait au milieu de nombreuses autres anticipations le téléphonoscope, il campait devant un vaste écran circulaire un personnage ventru et barbu, assis dans un fauteuil à capitons. Ce personnage fumait placidement son cigare en contemplant avec la même indifférence les horreurs du sac de Pékin, des scènes de révolution ou le ballet de Faust. Albert Robida avait-il donc deviné la fascination qu'exerce l'image animée sur celui qu'il est convenu d'appeler le téléspectateur ? Dans la crainte qu'il éprouvait de l'avenir, mais avec cette lucidité qui lui permit de pressentir (en dépit de la fantaisie apparente du dessin) bien des points faibles de notre civilisation, il avait deviné l'intérêt comme le danger d'une telle domestication des faits au bénéfice de M. Prudhomme. »

Michel Robida : "Télévision, problème du jour" in "La Revue de Paris" 60e année, (8-1953)

* Il s'agit de "La Vie électrique", anticipation publiée en feuilleton dans "La Science illustrée", en 1891. Le texte et les photos seront ensuite réédités à la suite d'un autre ouvrage : "Le Vingtième siècle".

DÉSINFORMATION

Les promesses d'une circulation de l'information qui devait développer une convivialité universelle s'effondrent tous les jours. On s'épuiserait à les énumérer. Au moins, peut-on désigner les manipulateurs, ces conseillers en communication, devenus indispensables à quiconque détient (ou recèle) une vérité qu'il faut occulter. Leur rôle est d'enseigner à dire ce qui convient et de ne pas exprimer ce qui ne convient pas.

Après qu'il se soit produit sur un support médiatique quelconque, tout responsable d'entreprise, d'institution ou seulement porte-parole, est soumis à ce qu'ils appellent un "débriefing", c'est-à-dire en français compréhensible, une correction.

L'art de mentir exige un apprentissage long et difficile. Il avait été initié avant la deuxième guerre mondiale dans les milieux d'un bourgeoisie où l'on pensait que l'avenir appartenait à l'élite instruite. Les années suivantes ont tempéré ces ardeurs dont témoignait, à la Libération, une démarche presque révolutionnaire élaborée dans les milieux de la Résistance afin d'écarter les puissances d'argent de la presse et de la radio. ❑

BIENFAITS COLLATÉRAUX

Les bénéfices de la crise récente sont bien modestes au regard de ce qu'il est cyniquement convenu de désigner comme des "dégâts collatéraux".

On peut toutefois y trouver un scepticisme croissant à l'égard de l'information, en général. L'exclusion des journalistes de ce qu'il est convenu d'appeler - non moins cyniquement - le "théâtre d'opération" suscitait déjà la méfiance à l'égard des informations imposées par des conférences de presse. Jamie Shea, chargé de ces missions de désinformation pendant les opérations en Yougoslavie en avait déjà ridiculisé la pratique.

Certes, la pratique de l'information contrôlée n'est pas nouvelle. En 1917, pour dénoncer le "bourrage de crâne", Jean Galtier-Boissière avait créé "Le Crapouillot" qui ne fut lu ensuite et jusqu'à la mort de son fondateur, en 1965, par une minorité d'intellectuels non-conformistes.

Aujourd'hui, les médias de masse de chacun des camps adverses imposent au monde entier un message unique dont la répétition tente de meubler les programmes et, en réalité, lasse le spectateur-auditeur frustré.

Manipulation et saturation engendrent un scepticisme de masse. ❑

IMAGES

La défaite de l'information est la principale conséquence de la récente guerre en Irak.

Une démarche cynique entretenue par une propagande outrancière a triomphé.

L'image des corps meurtris des victimes civiles était insupportable, sauf aux paranoïaques ivres de pouvoir. Elle n'en rend que plus scandaleuse une autre image, de propagande, celle-là, d'un soldat, portant dans ses bras un enfant blessé. On tue mais on a quand même de bons sentiments !

Le même cynisme a couvert l'agression : « nous cassons tout mais nous réparerons tout... pour le plus grand bénéfice de nos entreprises... » Les Bourses ont salué cette logique qui abolit toute référence à la morale. ❑

CROQUIS

L'opinion se fait et s'entretient avec des images choisies et isolées par des rédactions. Elles induisent une généralisation hâtive par des lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs dispensés ou incapables d'approfondir la question. La propagande impose l'arbre comme une forêt.

Rencontre-t-on chez nous beaucoup de Français - béret basque et baguette de pain sous le bras - conformes à l'image à la Doisneau qui tient lieu d'emblème pour les anti-français d'outre Atlantique ?

En 1989, les images des statues renversées de Staline ont réjoui les vrais et les faux démocrates. Une décennie plus tard, on doute que l'avènement du capitalisme ait amélioré la vie des Russes. Quatorze ans plus tard, la prise de Bagdad par les "coalisés" libère des forces spontanées et primitives sous le regard de pseudo-mercenaires.

Les images des "foules en liesse" dissimulent la rancœur des éléments plus lucides de populations qui ne souhaitent pas accepter une nouvelle tyrannie, moins visible mais plus durable. ❑

ENTENDU...

Un Texan dans l'émission "Interceptions" diffusée le dimanche 13 avril sur France Inter : « Saddam, c'est le diable... c'est lui qui a commandé l'attentat du 11 septembre... il faut en finir avec ces communistes... Ils se disent religieux mais ils ne savent pas qui est Dieu... ».

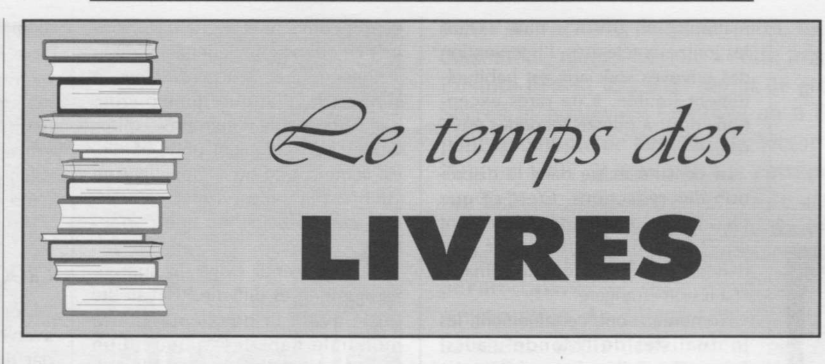
D'un autre Texan : « George Bush est un enfant gâté qui serait bien incapable de faire la guerre... C'est une crapule... Il est scandaleux que ses amis d'Enron soient en liberté alors qu'on refuse un avocat et un jugement aux prisonniers de Guantanamo Bay... »

Un autre témoin souligne la présence, dans les troupes américaines de "pseudo-mercenaires", immigrés sans emploi fraîchement naturalisés.

L'important dans la connaissance de l'opinion, ce n'est pas de savoir ce que pensent les gens mais d'analyser la formation, passive ou active, de leur opinion.

Lire (ou relire) à ce sujet : "L'information, la désinformation et la réalité" par Guy Durandin (PUF, 1993) ou consulter le site : <www.attention-span.net/psyops/psyops.htm>.❑





L'INVENTION DE PARIS
par Eric Hazan

Quel bonheur, quel plaisir, quelle joie de lire ces pages où l'intelligence, la culture, l'humour, la curiosité se glissent de chapitre en chapitre.

Ancien chirurgien, militant des véritables causes, éditeur, le citoyen Eric Hazan, parfait connaisseur de Walter Benjamin, donne l'impression de connaître, par cœur, chaque immeuble, maison, hôtel, rue, ville, boulevard, avenue, impasse de la capitale.

Avec lui, nous sommes dans Paname, dans Paris-fric, dans Paris-Histoire, dans Paris-immortel, dans Paris-abattu par les promoteurs des Empires ou Républiques successives. La disparition de Georges Pompidou, bétonneur pour Paris-Bagnole, a évité des crimes contre l'urbanisme. Ce dangereux personnage cherchait-il à se venger de la ville-lumière ? Toutes les hypothèses restent possibles.

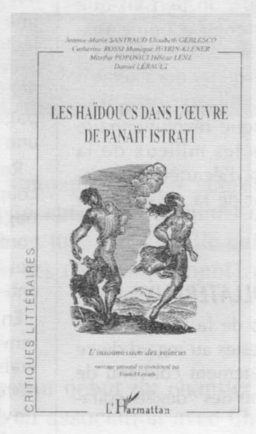
Quand Eric Hazan évoque les barricades de Paris, rappelle les lumineux jours de la Commune (1871), insiste sur la Résistance, il efface, d'une plume parfaite, les immondices et les abjections des très parfaits salauds éjaculant leur fiel sur Paris se dressant contre ses occupants et ses bourreaux à la Thiers, l'abject nabot.

Desmoulins, Gavroche, Baudelaire, Manet, Nadja, Aragon, Scarron, avec d'autres, traversent ce récit.

L'invention de Paris : à lire, relire, apprendre, savourer, déguster.

Pierre Ysmal

Seuil, 462 p., 23 €.



PANAIT ISTRATI

Le besoin de justice et le rejet de l'obéissance considérée comme un crime constituent l'irréductible ligne de vie de Panaït Istrati. Né en 1884, fils naturel d'une paysanne roumaine et d'un contrebandier grec, il quitte sa mère à 12 ans, pratique temporairement une douzaine de métiers pour n'être l'esclave d'aucun ; se fait exempter du service militaire au péril de sa santé ; échappe par la fuite à deux guerres ; refuse de fonder une famille, d'être membre d'un parti, d'une organisation professionnelle. Toutes choses possibles à qui veut appliquer « la révolution d'un seul par le refus d'adhérer à quoi que ce fut ».

Vagabondant au Moyen-Orient, puis en Occident, il rencontre Romain Rolland à Paris en 1922 qui l'encourage à écrire. Il entreprend alors en français une geste de plusieurs volumes sur les Haïdoucs. Si l'auteur s'identifie à ces « hommes échos », en qui toute souffrance résonne, le terme désigne plus précisément les paysans roumains révoltés contre leurs seigneurs ou l'occupant turc. Contraints de s'enfuir dans les forêts pour échapper à leurs oppresseurs, leurs exploits transmis oralement au cours du XIX[e] siècle transforment en justiciers révolutionnaires, ennemis de tous les pouvoirs, ces personnages mi-historiques mi-légendaires.

Entreprise dans l'enthousiasme pour pérenniser et propager au-delà de son pays d'origine cette culture populaire, la saga s'achèvera plus péniblement malgré son succès.

L'écrivain, retourné en Roumanie après dix ans d'absence, y découvre que les atrocités de ses dirigeants contemporains font pâlir les massacres greco-turcs d'antan.

Parti en URSS en 1927 retremper sa foi dans un monde amélioré par la lutte, il voit son rêve socialiste mourir sous les désillusions. Son témoignage, *Vers l'autre flamme*, lui vaudra les torrents d'injures et les calomnies de la clique stalinienne.

C'est le thème des Haïdoucs dans l'œuvre de Panaït Istrati qui fait l'objet d'un ouvrage présenté et coordonné par Daniel Lérault. Psychanalystes et universitaires passionnés par l'univers istratien y réunissent leurs études sur le parcours initiatique, la ballade haïdouque, la présence turque en Roumanie, Istrati folkloriste, sa filiation haïdouque ainsi que des repères bibliographiques.

Traités avec simplicité, ces textes sont accessibles aussi bien aux amis fidèles qu'à ceux qui vont désirer connaître ces bandits bien aimés et leur créateur. Celui-ci meurt à 51 ans dans la solitude et la gêne, « jusqu'au bout combattant seul sous le drapeau de l'homme qui n'adhère à rien ».

Hélène Fabre

Jeanne-Marie Santraud, Elisabeth Geblesco, Catherine Rossi, Monique Jutrin-Klener, Martha Popovici, Hélène Lenz, Daniel Lérault
Les Haïdoucs dans l'œuvre de Panaït Istrati (L'insoumission des vaincus)
Paris, L'Harmattan, coll. « Critiques littéraires », 176 p., 15 €

LES ANNALES N°4
Société des Amis de Louis Aragon et Elsa Triolet

«... Il existe parfaitement des camarades qui ont une position de caractère raciste, colonialiste, il serait vain de le nier, ça existe, et ces gens parlent (cette position n'est pas celle du parti, inutile de le



SÉVERINE & VALLES LE CRI DU PEUPLE
Par Christiane Douyère-Demeulenaere

Nous connaissons bien à Gavroche Christiane Demeulenaere qui a enrichi les colonnes de notre revue d'articles, tels *La Bellevilloise* sur la coopération ou *Les fantaisies de Maxime Lisbonne* le Communard méconnu. Sa connaissance approfondie du XIX[e] siècle et en particulier de *La Commune de Paris,* cette période dramatique de notre histoire, a conduit notre amie à écrire un ouvrage sur Séverine, Vallès et le journal : « Le Cri du Peuple ».
C'est un régal !
On y découvre un Vallès que l'on croyait connaître, une Séverine que beaucoup ignoraient et l'épopée de la revue contestataire, *Le Cri du Peuple,* fruit de leurs efforts conjugués.
L'histoire de la rencontre Séverine-Vallès est le bel exemple d'une amitié sans faille. Pour Séverine, Vallès, c'est « le patron ». Pour Vallès, Caroline Remy dite Séverine, c'est « l'apprentie » ; car ils en sont convenus, Vallès apprendra à Séverine le beau métier de journaliste. Dès leur premier contact à Bruxelles, où Vallès est en exil, Séverine est éblouie « par trop de lumière ». En 1880, l'amnistié Vallès, de retour à Paris après un nouvel exil à Londres, retrouve Séverine qui devient définitivement « son » secrétaire. Pendant cinq ans, le couple, en harmonie parfaite, lutte pour « la Sociale ». Séverine est alors complètement pénétrée de la pensée du « patron » qui était devenue sa pensée propre : « il y avait une telle communauté d'idées entre ces deux êtres qu'ils n'en faisaient qu'un seul ».
Tout naturellement, en 1883, ils fondent ensemble « Le Cri du Peuple » journal populaire engagé qui aspire, comme l'a toujours souhaité Vallès, à fédérer tous les courants rivaux du socialisme, plus prompts à se déchirer qu'à s'unir. Après le décès de Vallès en 1885, le journal connaîtra de plus en plus de difficultés, malgré les efforts surhumains de Séverine pour en reculer la fin.
J'aimerais, chers amis lecteurs, que vous vous précipitiez chez votre libraire préféré pour commander ce captivant ouvrage publié par Payot, collection *Portraits intimes* et disponible au prix de 17,50 €
Vous ne le regretterez pas !

G. Pelletier

Histoire et histoires en BD

La bande dessinée connaît d'immenses succès de librairie avec une poignée de titres vendus à des centaines et des centaines de milliers d'exemplaires. Des tirages dépassent le Goncourt, le Renaudot, l'Interallié, le Médicis, le Fémina, le prix Livre-Inter, le Grand Prix du roman de l'Académie Française. Ne compte-t-elle pas parmi ses membres vieillissants, cette Académie qui fait toujours baver des quarterons de plumitifs soucieux de se déguiser en vert, un Bertrand Mézières auteur de l'inoubliable *Portés disparus* (collection signe de piste, éditions Alsatia Paris) ? Sous son véritable nom de Bertrand Poirot-Delpech il dénonce, à l'automne 2002, la B.D. Regret de n'avoir pas les ventes de Goscinny-Uderzo ? Regret de ne pas avoir créé un personnage exceptionnel ? Regret de ne pouvoir arrêter la fuite du temps ? Nombre d'hypothèses demeurent possibles sur la haine de B.P.-D. éminent chroniqueur du *Monde* (il rêve, dit-on, un jour d'en devenir le patron) pour la bande dessinée.

Le monde comme il va...

Candidat de droite à la prochaine présidentielle, avec Nicolas Sarkozy, Dominique de Villepin, Alain Juppé, ancien Premier ministre, ancien ministre des Affaires Etrangères, chef du mouvement chiraquien, d'organisation de la majorité est, aussi, maire de Bordeaux.



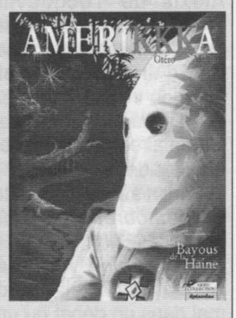
Ce distingué énarque (versant masculin selon ses amis de la délicate Martine Aubry, député du Nord, maire de Lille en sursis) a-t-il pris la peine de lire *Le Singe et la sirène, Le Singe et la Dame Blanche* de Dumontheuil et Angeli ? Une histoire avec des personnages qui n'habitent pas le quartier friqué des Chartrons, ne vont pas en ouikende sur le bassin d'Arcachon, ne sont pas invités dans les châteaux. Ici, les mœurs sont rudes. Le style n'est pas celui de François Mauriac (Bordelais détestant Bordeaux, prix Nobel de littérature en 1952) mais de paumés, de marginaux, de ces gens qui font trembler le bourgeois.



Le capitalisme, le profit, le mépris des autres sont dessinés et mis en mots avec talent dans *Le Diable au port* de Ecken et Lacou. Le deuxième tome *Les Brasiers de Marseille* montre les débuts de la grande peste qui ravage la cité au début du XVIII[e] siècle. Les échevins pourris laissent vendre des tissus corrompus. Un séduisant jeune chirurgien tente d'éviter la tragédie. Il faut d'abord, faire du fric. L'homme en ces temps anciens n'est pas encore le capital le plus précieux. En 2003 la situation n'a pas évolué...

Les Etats-Unis qui avec le sinistre Georges W. Bush, fils de Georges Bush, exigent de fixer le nouvel ordre mondial conservent un fond raciste entretenu de génération en génération.

Les Bayous de la haine, tome 2, d'Amerikkka raconte la lutte en Floride d'un couple de militants anti Ku-Klux-Klan contre des policiers ripoux. Trafic d'alligators, crimes racistes, magouilles avec la justice fleurissent au fil des cases de Nicolas Otéro et Roger Martin. Une fresque à l'évident réalisme.



Delitte et Richelle explorent Les coulisses du pouvoir d'un œil critique et citoyen. *Enquête à la Commission* se déroule de Bruxelles à Londres. Là, aussi, la corruption s'insinue. Les rouages de la Commission européenne ne sont pas impeccables. Les pots de vin permettent des arrangements, favorisent le traitement des dossiers, aident à changer d'existence.

Un sourire après cette série de malfaisants ? Prenez *La Vengeance du chat* de Philippe Geluck. Spirituel, drôle, méchant, gentil, en griffes, en pattes de velours le chat affronte chaque situation avec une souplesse féline. Ce chat, compagnon idéal, fait un instant oublier ce début de XXI[e] siècle.



Pierre Ysmal

Le singe et la sirène, Le singe et la Dame Blanche par Dumontheuil et Angeli, Casterman ; *Les Brasiers de Marseille* par Ecken et Lacou, Hors Collection ; *Les Bayous de la haine* par Otero et Martin, Casterman ; *Enquête à la Commission* par Delitte et Richelle, Casterman ; *La vengeance du chat* par Philippe Geluck, Casterman.

dire) mais il suffit qu'il se dise ces choses parce que de l'extérieur, il faut bien comprendre que les gens qui ne sont pas des communistes, pour eux, tous les communistes en réalité pensent et disent la même chose" affirme, de la tribune du comité central, le 17 janvier 1958, dans l'après-midi, le camarade Louis Aragon.

Ce discours est la pièce maîtresse du n°4 des *annales de la société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet*.

François Eychart rédacteur-en-chef de cette revue veille, aussi, sur *Faites entrer l'infini* avec une vigilance et un enthousiasme réels. Il est dommage qu'il semble accorder une confiance absolue aux témoins de grand âge et à un quarteron de fanatiques de Louis et d'Elsa. F.A. devrait écarter de ces publications des scribouillards disciples de l'illisible Bourdieu. Aragon écrit, sans jargonner, une admirable prose et d'inoubliables vers.

Le 17 janvier 1958, la dernière année de la IV[e] République, Louis dans sa très longue intervention évoque l'Algérie, il admet, dans un strict huis-clos, que le racisme et le colonialisme existent dans les rangs du parti...

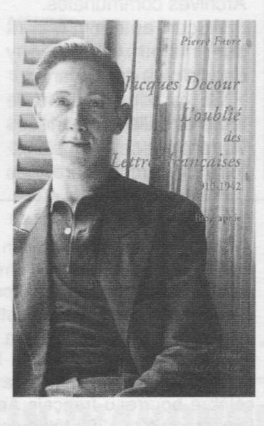
Les "historiens" issus du PCF oublient le plus souvent, ce phénomène fâcheux pour les pimpantes images d'Epinal qu'ils souhaitent transmettre.

Aragon annonce qu'il arrête *Les Communistes,* s'agace devant "l'étouffoir" dont fut victime Le monument d'Elsa Triolet, fait l'éloge de René Jouglet, donne un coup de patte à Romain Rolland.

Ce discours intéressant pour la biographie politique et littéraire d'Aragon mérite une lecture attentive et critique.

P. Y.

Les annales de la société des amis de Louis Aragon et Elsa Triolet. 42, rue du Stade, 78120 Rambouillet.



JACQUES DECOUR, L'OUBLIÉ DES LETTRES FRANÇAISES
par Pierre Favre

Qui connaît en 2003 Jacques Decour? Qui a lu *Le Sage et le Caporal*? *Philisterburg*? *Les Pères*? Qui se souvient de ses notes dans la NRF, de ses chroniques dans *Commune*? Cet oubli est scandaleux car, dans la décennie 1930-1940, Daniel Decourdemanche, agrégé d'allemand, fils d'un financier, a été un militant communiste, un enseignant, un écrivain de haute valeur.

Jean-Baptiste Para, pour le n°878-879 *d'Europa* (2002) avait présenté un dossier consacré à Jacques Decour.

En 1945, dans une brochure des Editions Sociales, Aragon offrit des textes *Comme je vous en donne l'exemple...* La dernière lettre de Jacques Decour est tronquée car la pruderie communiste ne peut admettre qu'un héros aime l'épouse d'un autre, envisage de se remarier avec elle... Aujourd'hui le texte est publié dans son intégralité.

La biographie de Pierre Favre suit l'itinéraire (21 février 1910, Paris XVII[e] - 30 mai 1942, exécution à 9 h 11 au Mont Valérien) de cet homme qui, dès l'été 1940, prend contact avec Jean Paulhan, Georges Politzer, Jacques Salomon.

L'année suivante, il publie les premiers numéros de *L'Université Libre* puis de *La Pensée Libre*. Il élabore et crée le Front national des écrivains, le comité national des écrivains, conçoit les *Lettres françaises.*

Le 17 février, à 22h30, la police française, toujours zélée, l'arrête alors qu'il arrive au domicile de Politzer.

Le 20 mars, il est remis aux nazis.

René Bousquet, l'immonde secrétaire général de la police de Vichy, futur ami de François Mitterrand, entre en fonction le 18 avril.

Pierre Favre d'une plume sage et chaleureuse, affectueuse et compréhensive invite à découvrir ce Jacques Decour. A lire, aussi, son œuvre.

P.Y.

Farrago, éditions Léo Sheer, 380 p., 26 €; Le Sage et le Caporal *suivi de* Les Pères *par Jacques Decour, Farrago, éditions Léo Sheer, 334 p., 20 €.*

LETTRES CHOISIES, SOUVENIRS

par Alexis de Tocqueville

Une citation, une référence, une allusion à Alexis de Tocqueville (1805-1859) sont volontiers recherchés par ceux qui, d'une plume appliquée ou inspirée, rédigent les discours pour les parlementaires, les ministres, les présidents.

Avoir l'air de connaître *La démocratie en Amérique, L'Ancien Régime et la Révolution* voire ses *Souvenirs* ne fait pas de mal dans un débat ou une controverse.

Ce cher Alexis apparaît comme un grand homme, sorte de prophète, idéologue du bon sens. En lisant ses Souvenirs j'ai trouvé ces perles :

«Telles furent les journées de juin, journées nécessaires et funestes. Elles n'éteignirent pas en France le feu révolutionnaire mais elles mirent fin, du moins pour un temps, à ce qu'on peut appeler le travail propre de la révolution de février. Elles délivrèrent la nation de l'oppression des ouvriers de Paris et la remirent en possession d'elle-même. Les théories socialistes continuèrent à pénétrer dans l'esprit du peuple sous la forme de passions cupides et envieuses et à y déposer la semence de révolutions futures, mais le parti socialiste lui-même demeura vaincu et impuissant. »

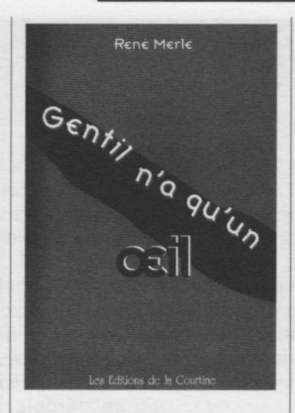
Tocqueville et Thiers même combat : il faut écraser et assassiner le peuple de Paris.

Juin 1848 et printemps 1871, les porteurs de l'espérance ont devant eux les représentants du fric, du travail, famille, patrie.

P.Y.

Quarto/Gallimard.

GENTIL N'A QU'UN ŒIL



« C'est depuis l'agression d'Hyères que la douleur me cingle le front, à l'improviste, une douleur terrible... Le galop est arrivé derrrière moi. et le cri : - Rambaud ! Je me suis retourné. L'homme avait un œil au milieu du front, un troisième œil. Il a crié quelque chose comme : - Et sachez qu'il y a un jugement..

Il a levé le bras. J'ai tiré mon poignard dans le même moment : depuis l'Algérie, le poignard sort tout seul.»

Dès les premières pages de ce livre l'action nous emporte dans une chevauchée jusqu'aux dernières lignes à travers Provence, Vivarais, Dauphiné, Lyonnais et Forez, là où le héros doit porter la parole de la bonne cause républicaine. La France vient de plébisciter Louis Napoléon, bientôt il faudra faire face au coup d'État de 1851...

L'auteur, René Merle, professeur d'histoire et président de l'association *1851 pour la mémoire des résistances républicaines*, nous écrit qu'il a utilisé dans cette histoire beaucoup d'éléments rencontrés dans ses recherches et activités. «J'ai cousu ensemble des épisodes souvent mal connus et parfois inconnus, mais tous bien véridiques, afin de faire passer à travers l'errance de mon héros, les interrogations et les luttes de cette période, qui est un peu une matrice de la nôtre ». L'histoire en roman mais pas un cours d'histoire nous assure René Merle. Et effectivement, ça se lit comme un très bon polar d'aventures dans lequel l'auteur prend plaisir, et nous avec, à attendre les dernières pages pour nous ouvrir les yeux sur ce mystérieux chevalier au troisième œil qui donne bien du souci à notre héros.

René Merle a déjà écrit plusieurs romans et publié de nombreux ouvrages sur l'écriture en langue d'oc et sur les patois du sud-est français. CV

Editions de la Courtine. 176 pages. 19 €

L'HISTOIRE DE BOBIGNY

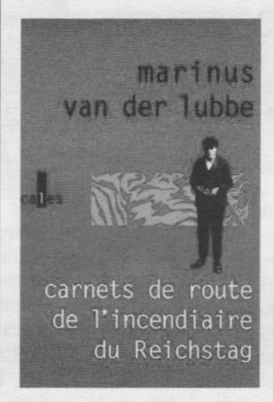
La ville de Bobigny vient de publier « Chroniques balbyniennes, 2300 ans d'histoire ». Réalisé par la direction des ressources documentaires et historiques de la ville en partenariat avec la commission d'histoire locale, cet ouvrage documenté et illustré aide à comprendre l'histoire, mais aussi, les réalités contemporaines de la ville. Les textes ont été rédigés par pierre Canavaggio, historien, avec les contributions de la Mission archéologique de Seine-Saint-Denis. Nombreuses photos, gravures, cartes issues du fonds des Archives communales.

Aucun auteur n'a écrit sur l'histoire de Bobigny depuis plus de 200 ans !

Si les constructions de tours et dalles des années 70 rentrent déjà dans l'histoire de l'architecture, des fouilles archéologiques permettent d'en savoir plus sur les Gaulois de l'âge de fer qui vivaient là. Une histoire locale qui s'inscrit aussi au plan national avec la gare qui vient d'être reconnue comme haut lieu de mémoire. Cette gare est restée célèbre pour son rôle dans la déportation de milliers de familles juives emprisonnées au camp de Drancy.

A noter que l'ancienne imprimerie du journal L'Illustration a été réhabilitée en université.

Ville de bobigny 93009 Bobigny cedex - 192 p - 30 €.



MARINUS VAN DER LUBBE : L'INCENDIAIRE DU REISCHSTAG

Dans la nuit du 27 au 28 février 1933, le Parlement allemand (Reichstag) de Berlin est ravagé par un incendie; très rapidement, fut arrêté Marinus Van der Lubbe, un jeune Hollandais de 24 ans.

Les nazis qui tenaient déjà presque toutes les rênes du pouvoir firent passer cet incendie pour un complot communiste. ils arrêtèrent ainsi un responsable communiste allemand et trois communistes bulgares.

Les communistes affirmèrent qu'il s'agissait d'un complot nazi qui avait pour but de les mettre hors la loi. Pour eux, Marinus était un faible d'esprit manipulé par les nazis. C'est cette version que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les dictionnaires, encyclopédies et autres manuels d'histoire.

Le principal intérêt du livre paru aux éditions Verticales est de rendre hommage à Marinus et de nous présenter sa véritable personnalité.

Marinus est né en 1909 à Leyde en Hollande. Il exerce très jeune le métier de maçon. Un accident de travail lui vaudra une pension d'invalidité partielle. Il devient travailleur précaire et se retrouve souvent au chômage. Il a été membre du parti communiste hollandais mais a été très vite dégoûté par ses méthodes bureaucratiques et autoritaires. Ses positions se sont rapprochées de celles des communistes de conseils. Pour eux les conseils ouvriers doivent être l'expression des travailleurs en lutte qui n'ont pas besoin de directives venues d'en haut. Ils préconisaient l'autonomie des luittes sociales et l'auto-organisation. En 1932, Marinus a été rédacteur d'un journal de chômeurs où il défendait nettement ces positions.

Par ailleurs, Marinus était un routard avant l'heure. A partir de 1928, il fait plusieurs voyages à pied et en auto-stop à travers l'Europe. Il avait essayé d'entrer en Urss mais les autorités avaient refusé de lui donner un visa et il avait été arrêté en Pologne. il avait parcouru le nord de la France, l'Allemagne, la Yougoslavie et la Hongrie. Il souhaitait visiter la Turquie, la Géorgie et même la Chine... La lecture de son *Carnet de route* nous le montre comme un esprit curieux et indépendant, épris d'entraide sociale et défenseur du communisme authentique.

Bien que partisans des actions collectives, les communistes des conseils n'étaient pas opposés à des actions individuelles si elles pouvaient radicaliser la lutte des classes. Aux

THÉATRE



C'est le 13 avril 1919 qu'un entrefilet dans *Le Petit Journal* révèle que la police vient d'arrêter un certain Nandru. Le journaliste, bien introduit dans la police, sort l'affaire en exclusivité encore le lendemain avec cette fois le nom de Henri-Désiré Landru bien orthographié. Un nom qui tiendra la « une » de tous les quotidiens pendant bien longtemps. Le 25 février 1922 Landru est guillotiné à la prison de Versailles par le plus célèbre bourreau français Anatole Deibler. Avant et après Landru, au total, 399 têtes seront coupées par Deibler. Landru, lui, a tué et fait disparaître dix femmes et un adolescent dans sa cuisinière. Deibler, Landru, deux prédateurs, deux tueurs, chacun à sa manière.

Dans une pièce de théâtre récemment écrite et jouée à l'Etoile du nord, Christian Siméon, l'auteur, et Jean Macqueron, le metteur en scène, organisent un face à face entre Landru et Deibler. Qu'ont-ils à se raconter ? Font-ils le même métier ? Quelle est leur histoire et qu'en disent-ils ? Et les femmes ? Qu'en disent-elles ?

Cette « petite conversation » entre le bourreau français et le tueur en série du début du XX[e] siècle vient rappeler que le procès et son instruction furent autant de représentations qui virent l'horreur se transformer en un spectacle médiatique déclanchant bons mots, rires et quasi fascination. Il est vrai qu'au sortir de la grande boucherie de 14-18, les survivants pouvaient-ils s'émouvoir pour quelques femmes qu'un mauvais esprit français, misogyne à souhait, en fit moins des victimes que des objets de plaisanterie.

Le spectacle propose une sorte de théâtre d'ombres ou « rien n'est vrai mais tout peut être... un conte noir pour adultes ». Ce n'est plus de l'histoire mais une légende qu'on raconte en souriant parce que ça fait bien longtemps et que les Landru et Deibler, méchants ogres, ne font plus peur. CV

A l'Étoile du Nord jusqu'au 22 juin

Pays-Bas, Marinus avait déjà brisé les vitres d'un Bureau d'aide sociale. Pour l'incendie du reichstag, c'est tout seul qu'il prit sa décision et qu'il passa à l'action. Comme il l'affirma en détention puis pendant son procès, il n'avait aucun complice. Il pensait que son action pouvait déclencher une résistance plus active au facisme.

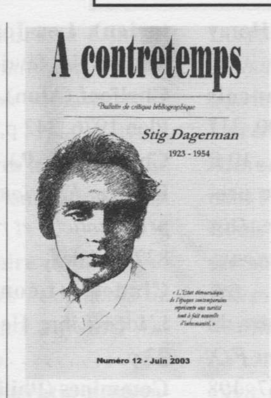
Face aux calomnies communistes et nazies, Marinus était bien isolé. Après la publication d'un Livre brun par les communistes, ses amis hollandais publièrent un livre rouge. Ces informations furent reprises en France par des anarchistes tels qu'André Prudhommeaux ou des défenseurs de l'objection de conscience comme Alphonse Barbé dans la revue *Le Semeur*.

Mais Marinus était un coupable idéal. Il fut décapité le 10 janvier 1934.

Yves Pagès et Charles Reeve ont réuni divers textes de Marinus : son carnet de route, sa correspondance, les articles du Journal du Comité des chômeurs de Leyde ainsi que ses déclarations à la police et pendant son procès. Ils sont complétés par une longue biographie panoramique, divers textes de soutien de l'époque et une postface en forme de réhabilitation.

Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag par Marinus Van der Lubbe ; documents traduits du néerlandais par Hélène Papot ; présentés et annotés par Yves Pagès et Charles Reeve. Verticales, 2003. 294 p. 18 €.

Felip Equy



Avec ce douzième numéro *A contretemps*, bulletin de critique bibliographique, nous emmène dans l'univers de Stig Dagerman (1923-1954), écrivain anarchiste suédois. Ce « personnage inclassable et solitaire » est un peu mieux connu depuis la réédition chez Agone de *l'Ile des condamnés* et la *Dictature du chagrin* et autres écrits politiques.

Ce numéro qui a bénéficié de la collaboration de Philippe Bouquet, un des meilleurs connaisseurs de Dagerman, contribuera à mieux faire connaître une œuvre liée à l'idée libertaire. A 26 ans, Dagerman avait écrit quatre romans, autant de pièces de théâtre, des nouvelles et des centaines d'articles. Il en termine là avec l'écriture pour s'enfoncer dans une grande solitude et, peu d'années après, mettre fin à «son besoin de consolation impossible à satisfaire».

Le numéro précédent de cette revue « exigeante et austère » avait consacré son dossier au livre libertaire au Brésil.

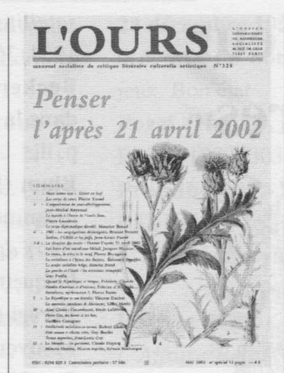
55, rue des Prairies - 75020 - Paris



AGONE

Le dernier numéro de la revue *Agone* invite à la réflexion sur la double lutte que doivent mener les femmes contre l'inégalité de classe et contre l'inégalité de sexe. Un entretien avec Annick Coupé, cofondatrice de Sud après avoir été chassée comme «mouton noir» de la Cfdt, illustre concrètement le thème traité par la revue dans une quinzaine d'articles. La question n'est bien sûr pas nouvelle comme en témoigne la lettre d'un certain Joseph Déjacque, ouvrier parisien exilé après sa participation à la révolution de 1848, adressée de la Nouvelle-Orléans en mai 1857 en réactions contre les préjugés misogynes de Proudhon.

Agone BP 2326 - 13213 Marseille cedex 02.



L'OURS

La revue invite dans son dossier du mois à penser l'après 21 avril 2002. Et si les meilleures réflexions sur le sujet venaient de Suisse ? Jean-Claude Rennwald, un journaliste qui y exerce des responsabilités syndicales et préside la commission Europe du Parti socialiste suisse, donne des explications sur la défaite de Lionel Jospin et surtout présente des pistes pour l'avenir. Il le fait dans son livre «La gauche qui gagne, Cours camarade, le nouveau monde est devant toi » notamment sous la forme de dix commandements de la gauche qui gagne. A retenir avant tout l'idée que la gauche doit répondre aux aspirations concrètes en s'appuyant sur les mouvements sociaux mais doit aussi se montrer capable d'innover et d'imaginer.

L'Ours, 86 rue de Lille, Paris 7ème



Derniers jours de « La grande grève »

L'association « La mère en gueule » poursuit sa sixième année d'existence avec différentes collectivités territoriales, des militants et des associations partenaires qui soutiennent ses actions.

L'objectif principal de l'association consiste à valoriser l'histoire sociale du bassin minier de Montceau-les-Mines à travers un spectacle estival, des animations de son groupe musical « Les Mèreengueules », des conférences et expositions, éditions de journaux internes, de cahiers. Le dernier numéro de la gazette de La Mère en gueule traite des figures populaires de ce bassin minier et en particulier des « Mères » avec des textes écrits en patois. Après le succès de son spectacle « La grande grève », en 2001 et 2002, à noter qu'il sera joué pour une dernière saison les 27-28-29 juin et 2-4-5 juillet prochains. Un autre spectacle est en préparation depuis octobre dernier et verra le jour en juin 2004. Il raconte l'itinéraire d'un groupe de jeunes résistants du champ du Moulin à Montceau-les-Mines pendant la période de 1940-1944. Cette année est consacrée à l'information des comédiens et du public sur cette période.

Dans les années 40, au Champ du Moulin, une bande de jeunes Montcelliens, comme bien d'autres, se sont trouvés confrontés à des événements qui les dépassaient. Ils n'ont pas hésité longtemps. Comme ceux de la Grande Grève, ils n'ont pas voulu se taire. ils se sont battus pour leur idéal, pour un monde plus juste... Ils y ont laissé leur peau. Mais leur idéal a triomphé.

C'est cette histoire que va raconter la Mère en Gueule dans son spectacle «Terrorist».

L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables…

Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Almanach du Sillon 1910. *Intéressant document édité par « le Sillon » de Marc Sangnier.* Paris 1910, 100 p. (couverture défraîchie) . . . . 12 €

Almanach de l'étoile bleue 1932. *Publié par la Ligue Nationale contre l'alcoolisme.* 32 p. . . . . .10 €

Bailly (Auguste), Louis XI. Les grandes études historiques 1936, 410 p. . . . . . . .7 €

Barton (Paul), Prague à l'heure de Moscou. *L'emprise de Moscou sur un pays satellite par un syndicaliste.* Pierre Horay 1954, 355 p. . . . . .8 €

Becker (Jean-Jacques), Les Français dans la Grande Guerre. Laffont 1980, 317 p. ill. . . . . 10 €

Blum (Léon), Commentaires sur le programme d'action du Parti socialiste. *Discours du 21 avril 1919 au Congrès national.* Plaquette de 24 p. . . . . .6 €

Bérégi (Théodore), A travers l'histoire du Mouvement Ouvrier. *Par un militant F.O.* Supplément à P.T.T. Syndicaliste 1967, 198 p. ill. . . . . 10 €

Bertaud (Jean-Paul), C'était dans le journal pendant la Révolution française. Librairie Académique Perrin 1988, 400 p. index . . . . 13 €

Beuve-Méry (Hubert), Réflexions politiques 1932-1952. Seuil 1951, 255 p. . . . . 10 €

Boris (Georges), Servir la République. *Textes et témoignages, préface de P. Mendès-France.* Julliard 1963, 500 p. index . . . . 12 €

Braudel (Fernand), Grammaire des civilisations. Arthaud-Flammarion 1988, 606 p. . . . . 15 €

Braudel (Fernand), L'Identité de la France. *Espace et Histoire.* France-Loisirs 1986, cart. de 308 p. 1ll. . . . . .12 €

Brugmans (Henri), Panorama de la pensée fédéraliste. La Colombe 1956, 157 p. . . . . .10 €

Castellan (Georges), D.D.R. Allemagne de l'Est. Seuil 1955, 412 p. . . . . 8 €

Chabrol (Jean-Pierre), L'Embellie. *Roman. 1936, l'été rebelle.* Plon 1968, cart de 475 p. . . . . .8 €

(Cahiers de Contre-Enseignement Prolétarien), Littérature et Lutte des Classes. 1ère série N°3, mars 1932, 30 p. . . . . 8 €

(Cahiers de Contre-Enseignement Prolétarien), Les Journées de juin 1848. 3e année N°10, février 1933. 36 p. . . . . . .10 €

Chalfont (Alun), Montgomery of alamein. Plon 1976, 342 p. ill. et cartes . . . . 8 €

Charnay (J.-P.), Le suffrage politique en France. *Elections parlementaires, élection présidentielle et référendums.* Mouton 1965, 832 p. index . . . . 30 €

Cladel (Léon), Les va-nu-pieds. L'Idée Libre Herblay 1935, Plaquette de 23 p. . . . . 9 €

Commines (Philippe de), Les 180 jours de Mitterrand. *Histoire du 1er Gouvernement de l'Union de la Gauche 3 avril-2 oct.1978.* Belfond 1977, 236 p. . . . . 6 €

Compère-Morel, Le Socialisme aux champs. Librairie du Parti Socialiste SFIO,s.d. (1907 ?) Plaquette de 32 p. . . 6 €

Czarnecki, Le Capitalisme et les Doctrines Socialistes. Syndicats ouvriers du Cantal 1945, 115 p. . . . . 15 €

Deslinières (Lucien), Le Maroc Socialiste. Giard & Brière 1912, 358 p.(rare) . . . .25 €

Doff (Neel), Jours de famine et de détresse. *Le sous prolétariat européen dans la seconde moitié du XIXe siècle.* J. J. Pauvert 1974, 479 p. . . . . 13 €

Dommanget (Maurice), La Chevalerie du Travail française 1893-1911. *Contribution à l'histoire du Socialisme et du mouvement ouvrier.* Rencontre Lausanne 1967, cart. de 565 p. index . . . . 24 €

Dubreuil (Henri), Standards. *Le travail américain vu par un ouvrier français.* Grasset 1929, 428 p. . . . . .12 €

(Fédération Nationale des Institutrices et Instituteurs de France), Les Instituteurs syndiqués et la Classe ouvrière. Brochure de propagande de 86 p. 1908 . . . . .10 €

Frédéric (Pierre), Machines en Asie. *Oural et Sibérie soviétique.* Plon 1934, 249 p. ill. et plan . . . . .10 €

LIBRAIRIE FLOREAL
41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants : ....

Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	3,50 €
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Frossard (L.-O.), De Jaurès à Lénine. *Notes et souvenirs d'un militant.* Bibliothèque de documentation sociale 1930, 311 p. index, envoi . . . . .18 €
Frossard (L.O.), De Jaurès à Léon Blum. *Souvenirs d'un militant.* Flammarion 1943, 209 p. . . . . 12 €
Garneray (Louis), Corsaire de la République. *Voyages, aventures et combats du grand peintre de marines aujourd'hui oublié.* Phébus 1984, 357 p. . . . . .9 €
Hoxha (Enver), La démocratie prolétarienne est la démocratie véritable. Tirana 1978, plaquette de propagande de 53 p. . . . . .4 €
Hoxha (Enver), La grande divergence 1960. *Le parti du travail d'Albanie face au révisionnisme khrouchtchévien.* Nbe 1976, cart. de 309 p. S.P. . . . . 7 €
Huc (A.), Le Cléricalisme et l'Ecole. *La Loi Falloux. L'auteur était directeur de la Dépêche à Toulouse.* Berthoumieu Toulouse, mars 1900, relié d.toile, 321 p. avec une carte de l'augmentation des biens immobiliers des congrégations de 1881 à 1898, rare . . . . 35 €
Ibarruri (Dolores), Mémoires de la Pasionaria. Julliard 1964, 443 p. (défraîchi) . . . . 10 €
Isambert (François-André), De la Charbonnerie au Saint-Simonisme. *Etude sur la jeunesse de Buchez.* Editions de Minuit 1966, 197 p. .15 €
La Brière (Yves de), Nationalisme et Objection de Conscience. Flammarion 1937, plaquette de 47 pages . . . . .4 €
Laudier (Henri), Ce qu'est le Parti Socialiste. L'Emancipateur Bourges 1913, plaquette de propagande de 31 pages. . . . .6 €
Laurent (Fernand), Jean-Sylvain Bailly, premier maire de Paris. Boivin & Cie 1927, in-4 457 p. illustré (lég. défraîchi) . . . . 30 €
Leleux (Fernand), A l'aube du capitalisme et de la révolution industrielle, Liévin Bauwens industriel gantois. Ecole Pratique des Hautes Etudes 1969, 375 p. index . . . . 16 €
Liddell Hart (B.-H.), Histoire mondiale de la Stratégie. Plon 1962 ,454 p. . . . 10 €
Lissagaray, Histoire de la Commune de 1871. *précédée d'une notice sur l'auteur.*Librairie du Travail 1929, 579 p. index.(lég. défraîchi) . . . . 15 €
Lloyd (Trevor), L'Emancipation des femmes. *Formation et triomphes du mouvement féministe.* Rencontre Lausanne 1970, 127 p. cart. nombreuses illustrations noir et coul. . . . . 12 €
Londres (A), Au Bagne. Albin Michel 1932, cart. de 249 p. . . . . .10 €
Lorraine (Bernard), Le cœur à l'ouvrage. *Anthologie de la poésie du travail.* Editions ouvrières 1983, 277p. envoi. . . . . .12 €
Lorulot (André), Guérissez-vous de fumer. L'Idée libre Herblay N°10 mars1944, plaquette de 32 p. . . . . 5 €
Louis (Paul), Cent cinquante ans de pensée socialiste. Marcel Rivière et Cie 1947, 263 p. . . . . .15 €
Maillard (Jean de), Un monde sans loi. *La criminalité financière en images.* Stock 1998, ouvrage oblong de 141 p. illustrations de P.-Xavier Grézaud. Préface Eva Joly. . . . . 15 €
Malara (J.) et Rey (L.), La Pologne d'une occupation à l'autre 1944-1952. Editions du Fuseau 1952, 373 p. . . . . 18 €
Marestan (Jean), Biribi d'hier et d'aujourd'hui. Editions rationalistes Marseille 1913, Plaquette de 24 p. . . . . . . 6 €
Margueritte (Paul et Victor), Histoire de la Guerre de 1870-1871. Hachette 1904, relié d. chagrin ill. de 52 portraits et de 24 plans de bataille. . . . . 50 €
Massé (Daniel), L'Enigme de Jésus-Christ. Editions du Sphinx 1930, 327 p. relié d. chagrin, dos à nerfs. . . . . .30 €
Mater (André), Le Paysan russe. Sté des Amis du Peuple russe N°3 août 1905 Plaquette de 32 p. . . . . .6 €
Moch (Jules), La Folie des Hommes. Laffont 1954 280 p. . . . . .6 €
Mollat et Adam, Les Aspects internationaux de la découverte océanique aux XVe et XVIe siècles. *Actes du cinquième colloque international, Lisbonne 1960.* Ecole pratique des Hautes Etudes 1966 386 p. . . . . .20 €
Mounier (Emmanuel), Révolution personnaliste et communautaire. Aubier 1935 413 p . . . . .10 €
Organisation internationale du Travail, Trente ans de combat pour la justice sociale 1919-1949. B.I.T. Genève 1950, 179 p. ill. . . . . .12 €
Paraz (Albert), Le Roi tout nu. *Roman.* Denoël 1941 254 p. . . . . .6 €
Piaget (Charles), LIP. *Un livre où les travailleurs gardent la parole.* Lutter/Stock 2 1973, 217 p. . . . . .6 €
Pernoud (Georges et Régine), Le tour de France médiéval France-Loisirs 1982, cart. de 452 p. index, ill. . . . . .15 €
Pervillé (Guy), La guerre sans nom. *Appelés et rappelés pendant la guerre d'Algérie.* Dossier-document sur le film de Bertrand Tavernier février 1992, Plaquette de 48 p. . . . . 8 €
Pirogov (Piotr), J'ai quitté ma patrie. La Jeune Parque 1952, 355 p. n.c. . . . . . . 9 €
Populaire Dimanche, Numéro spécial du 24 décembre 1950.352 pages de reportages, d'échos, de nouvelles, d'enquêtes et de jeux. Bon état . . . . 15 €
Pozzi (Henri), La guerre revient. Paul Berger 1933, 303 p. . . . . 8 €
Proudhon (P.-J.), Le Christianisme et l'Eglise ou le Boulevard de l'Autorité. L'Idée Libre nov. 1930, plaquette de 46 p. . . . . .8 €
Raïssac (Guy), Un combat sans merci. *L'Affaire Pétain De-Gaulle.* Albin Michel 1966, 527 p. ill. et index . . . . 15 €
Réau (R.-G.), Les crimes des Conseils de Guerre. Ed. du Progrès civique 1925, 335 p. . . . . 30 €
Reboux (Paul), Pour le Salut du Monde. La Voix de la Paix N°77 du 10 avril 1958, Plaquette de 32 p. . . . . 5 €
Richet (Charles), Trois bagnes. *Buchenwald, Ravensbrück, Dora.* Ferenczi et fils 1945, 211 p. .10 €
Robertson (Terence), Suez. *Ou comment la paix fut sauvée.* Julliard 1964, 375 p. . . . . .6 €
Rosenthal (Gérard), Avocat de Trotsky. Robert Laffont 1975, 330 p. index . . . . 8 €
Rude (Fernand), Voyage en Icarie. *Deux ouvriers viennois aux Etats-Unis en 1855.* P.U.F. 1952, 1ère édition, 308 p. ill. envoi . . . . .20 €
Russell (Bertrand), Pourquoi je ne suis pas chrétien. L'Idée Libre N°17 mai 1929, plaquette de 32 p. . . . . 8 €
Ryner (Han), Crépuscules. *Bouddha, Platon, Epicure, Thraséas etc.* Messein 1930, 200 p. .10 €
(Saint-Simon), Doctrine Saint-Simonienne. *Deux premières années.* Librairie Nouvelle 1854, 495 p. (Défraîchi) . . . . 40 €
Serge (Victor), S'il est minuit dans le siècle. *Roman.* Grasset 1939, 295 p. . . . 7€
(Sté des Amis du Peuple Russe), Lettre de Maxime Gorki sur les emprunts russes et réponse d'Anatole France. N°6, avril 1906, Plaquette de 8 p. . . . . 6 €
Souvarine (Boris), Eloge des Bolcheviks. Librairie du Populaire s .d. (1920 ?) plaquette de 36 p. . . . . .8 €
(Spartacus) Rosa Luxembourg. N°5 de la revue, mai 1948, consacré à Rosa Luxembourg. 94 p. 10 €
Tailhade (Laurent), Contre les Dieux. L'Idée Libre N°6 1926, plaquette de 24 p. . . . . 8 €
Uri (Pierre), Changer l'impôt pour changer la France. Ramsay 1981, 223 p. . . . . 5 €
Yvon, l'U.R.S.S. telle qu'elle est. *Préface d'André Gide.* Gallimard 1938, 287 p. index s.p. envoi . . . . 15 €


AUX FORGES DE
Le Petit Jou